



Août 2020

Madagascar



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
SECRETARIAT GENERAL
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
DIRECTION GENERALE

IMPACT DE LA COVID -19 SUR LES ACTIVITÉS DES ENTREPRISES

ENQUÊTE TÉLÉPHONIQUE ET PAR WEB D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU
CORONAVIRUS AUPRÈS DES ENTREPRISES



PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE
RÉALISÉE AUPRÈS DES ENTREPRISES
Vague 1 : 10 Juin au 15 Juillet 2020





SOMMAIRE

RÉSUMÉ	13
INTRODUCTION.....	15
1. Evolution de la covid-19 à Madagascar.....	15
2. Contexte global des activités économiques	17
2.1. Echange de biens en net recul par rapport à l'année 2019	17
2.2. Régression de la création des entreprises depuis le confinement.....	22
3. Impacts sur les entreprises.....	23
3.1. Situation des entreprises au moment de l'enquête.....	23
3.2. Les facteurs affectant le fonctionnement des entreprises.....	26
3.2.1. Choc de la demande	26
3.2.2. Choc de l'offre	27
3.2.3. Les autres difficultés des entreprises	29
3.3. Impact sur les ventes	32
3.3.1. Opinion des entreprises sur le glissement annuel du chiffre d'affaires	32
3.3.2. Glissement annuel du chiffre d'affaires.....	35
3.3.3. Caractéristiques des entreprises dont le chiffre d'affaires a augmenté... ..	38
3.4. Impact sur l'emploi	40
3.4.1. Les pertes d'emploi.....	40
3.4.2. Réduction du nombre d'heures de travail	42
3.4.3. Embauche et augmentation d'horaire de travail.....	43
3.5. Réponse des entreprises à la crise par licenciement.....	46
4. Mécanisme d'ajustement des entreprises.....	46
4.1. Les mesures barrières.....	47
4.2. Utilisation des plateformes numériques	48
4.3. Utilisation des plateformes numériques	50
4.3.1. Le changement du prix des biens ou des services	50
4.3.2. Le changement de produit ou de service.....	52
4.4. Mécanisme d'ajustement propre aux micro-entreprises.....	52
4.4.1. Le changement d'emplacement.....	53



4.4.2. La vente d'une partie des équipements.....	53
5. Les mesures d'assistance.....	53
5.1. Les mesures de soutien bénéficiées par les entreprises.....	54
5.2. Les politiques d'assistance souhaitées par les entreprises	54
6. Prévisions à court terme.....	56
CONCLUSION	59
ANNEXE 1 : EQUIPE DE RÉALISATION.....	61
ANNEXE 2. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE.....	63
A.2.1. Base de sondage.....	63
A.2.2. Méthodologie d'échantillonnage	63
A.2.3. Taille de l'échantillon	63
A.2.4. Taux de réponse.....	63
A.2.5. Système de pondération	64
A.2.5.1. Estimation de la taille de la population d'étude	64
A.2.5.2. Repondération.....	65
ANNEXE 3. PROFIL DES ENTREPRISES ÉCHANTILLONNÉES.....	68



LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1. EVOLUTION DE CAS CUMULÉS.....	16
GRAPHIQUE 2. EVOLUTION DE NOUVEAU CAS	16
GRAPHIQUE 3. EVOLUTION MENSUELLE DES IMPORTATIONS ENTRE 2017 ET 2020	18
GRAPHIQUE 4. CONTRIBUTION DES PRODUITS À L'ÉVOLUTION DE L'IMPORTATION DE MARS-AVRIL-MAI 2020 PAR RAPPORT À LA MÊME PÉRIODE EN 2019.....	18
GRAPHIQUE 5. EVOLUTION MENSUELLE DES EXPORTATIONS ENTRE 2017 ET 2020.....	19
GRAPHIQUE 6. CONTRIBUTION DES PRODUITS À L'ÉVOLUTION DE L'EXPORTATION DE MARS À MAI 2020 PAR RAPPORT À LA MÊME PÉRIODE EN 2019	19
GRAPHIQUE 7. EVOLUTION DE LA CRÉATION DES ENTREPRISES.....	22
GRAPHIQUE 8. CONTRIBUTION AU GLISSEMENT ANNUEL PAR TYPE DE ZONE	22
GRAPHIQUE 9. SITUATION DES ENTREPRISES DURANT LE MOIS DE JUIN 2020.....	24
GRAPHIQUE 10. SITUATION DES ENTREPRISES SELON LE TYPE DE ZONE	24
GRAPHIQUE 11. SITUATION DES ENTREPRISES SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ.....	25
GRAPHIQUE 12. SITUATION DES ENTREPRISES SELON LA TAILLE.....	25
GRAPHIQUE 13. EVOLUTION DE LA DEMANDE DE PRODUITS OU SERVICES SELON LES ZONES.....	26
GRAPHIQUE 14. EVOLUTION DE LA DEMANDE DE PRODUITS OU SERVICES DEPUIS LE 15 JANVIER SELON LES BRANCHES	26
GRAPHIQUE 15. EVOLUTION DE LA DEMANDE DE PRODUITS OU SERVICES SELON LES BRANCHES HORS TOU- RISME POUR LES SA ET SARL.....	27
GRAPHIQUE 16. EVOLUTION DU TAUX D'OCCUPATION DES CHAMBRES, DU NOMBRE DE RÉSERVATION ET DU NOMBRE DE CLIENTS DU SECTEUR TOURISME DEPUIS LE 15 JANVIER 2020, COMPARÉ À LA MÊME PÉ- RIODE EN 2019.....	27
GRAPHIQUE 17. EVOLUTION DE LA PRODUCTION DEPUIS LE 15 JANVIER SELON LA BRANCHE.....	28
GRAPHIQUE 18:EVOLUTION DE LA PRODUCTION DEPUIS LE 15 JANVIER SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES	28
GRAPHIQUE 19. EVOLUTION DE LA PRODUCTION DEPUIS LE 15 JANVIER 2020 SELON LA FORME JURIDIQUE	29



GRAPHIQUE 20. EVOLUTION DE LA CAPACITÉ POUR HONORER LES FOURNISSEURS, DES FLUX DE TRÉSORERIE ET DE L'OFFRE DE SERVICES FINANCIERS	29
GRAPHIQUE 21. EVOLUTION DE LA CAPACITÉ POUR HONORER LES FOURNISSEURS PAR BRANCHE HORS TOURISME POUR LES EI	30
GRAPHIQUE 22. EVOLUTION DES FLUX DE TRÉSORERIE PAR BRANCHE HORS TOURISME POUR LES EI.....	30
GRAPHIQUE 23. EVOLUTION L'OFFRE DE SERVICES FINANCIERS PAR BRANCHE HORS TOURISME POUR LES EI	31
GRAPHIQUE 24. FOURNITURES D'INTRANTS, DE MATIÈRES PREMIÈRES OU DE PRODUITS FINIS ET DE MATÉRIAUX ACHETÉS POUR LA REVENTE PAR ZONE	31
GRAPHIQUE 25. FOURNITURES D'INTRANTS, DE MATIÈRES PREMIÈRES OU DE PRODUITS FINIS ET DE MATÉRIAUX ACHETÉS POUR LA REVENTE PAR FORME JURIDIQUE.....	32
GRAPHIQUE 26. LES PROBLÈMES LIÉS À L'OFFRE D'INTRANTS, DE MATIÈRES PREMIÈRES OU DE BIENS À RE-VENDRE DEPUIS 15 JANVIER 2020.....	32
GRAPHIQUE 27. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ	33
GRAPHIQUE 28. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 POUR LES SECTEURS D'ACTIVITÉ HORS TOURISME.....	33
GRAPHIQUE 29. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA FORME JURIDIQUE.....	34
GRAPHIQUE 30. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA CATÉGORIE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2019	34
GRAPHIQUE 31. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE.....	34
GRAPHIQUE 32. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA ZONE	35
GRAPHIQUE 33. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA PRINCIPALE CLIENTÈLE	35
GRAPHIQUE 34. VARIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA ZONE (EN POURCENTAGE À GAUCHE, EN MILLIARDS D'ARIARY À DROITE).....	36
GRAPHIQUE 35. VARIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA FORME JURIDIQUE (EN POURCENTAGE À GAUCHE, EN MILLIARDS D'ARIARY À DROITE).....	36
GRAPHIQUE 36. VARIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON BRANCHE D'ACTIVITÉ (EN POURCENTAGE À GAUCHE, EN MILLIARDS D'ARIARY À DROITE).....	37



GRAPHIQUE 37. VARIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA TAILLE (EN POURCENTAGE À GAUCHE, EN MILLIARDS D'ARIARY À DROITE).....	37
GRAPHIQUE 38. VARIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA FOURCHETTE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2019 (EN POURCENTAGE À GAUCHE, EN MILLIARDS D'ARIARY À DROITE).....	37
GRAPHIQUE 39. POURCENTAGE DES ENTREPRISES DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES A AUGMENTÉ SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ	38
GRAPHIQUE 40. POURCENTAGE DES ENTREPRISES DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES A AUGMENTÉ SELON LA TRANCHE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2019.....	38
GRAPHIQUE 41. POURCENTAGE DES ENTREPRISES DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES A AUGMENTÉ SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE.....	39
GRAPHIQUE 42. POURCENTAGE DES ENTREPRISES DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES A AUGMENTÉ SELON LA SITUATION DE L'ENTREPRISE AU MOMENT DE L'ENQUÊTE.....	39
GRAPHIQUE 43. POURCENTAGE DES ENTREPRISES DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES A AUGMENTÉ SELON L'UTILISATION DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES	39
GRAPHIQUE 44. POURCENTAGE DES ENTREPRISES DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES A AUGMENTÉ SELON L'ÉVOLUTION DE LA PROPORTION DE LEURS VENTES UTILISANT LES PLATEFORMES NUMÉRIQUES AU COURS DES 30 JOURS PRÉCÉDANT L'ENQUÊTE	40
GRAPHIQUE 45. POURCENTAGE D'EMPLOYÉS QUI ONT PERDU OU QUITTÉ LEUR EMPLOI SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ.....	41
GRAPHIQUE 46. POURCENTAGE D'EMPLOYÉS QUI ONT PERDU OU QUITTÉ LEUR EMPLOI SELON LA FORME JURIDIQUE.....	41
GRAPHIQUE 47. POURCENTAGE D'EMPLOYÉS QUI ONT PERDU OU QUITTÉ LEUR EMPLOI SELON LA TAILLE.....	41
GRAPHIQUE 48. POURCENTAGE D'EMPLOYÉS QUI ONT PERDU OU QUITTÉ LEUR EMPLOI SELON LA TRANCHE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2019.....	42
GRAPHIQUE 49. TAUX DE RÉDUCTION HORAIRE SELON LA FORME JURIDIQUE.....	42
GRAPHIQUE 50. TAUX DE RÉDUCTION HORAIRE SELON LA TRANCHE DU CHIFFRE D'AFFAIRES	43
GRAPHIQUE 51. POURCENTAGE DES EMPLOYÉS NOUVELLEMENT EMBAUCHÉS ET DE CEUX QUI ONT AUGMENTÉ LES HORAIRES DE TRAVAIL AU SEIN DES MACRO-ENTREPRISES	43
GRAPHIQUE 52. POURCENTAGE DES EMPLOYÉS NOUVELLEMENT EMBAUCHÉS ET DE CEUX QUI ONT AUGMENTÉ LES HORAIRES DE TRAVAIL AU SEIN DES MACRO-ENTREPRISES SELON LA FORME JURIDIQUE	44
GRAPHIQUE 53. POURCENTAGE DES EMPLOYÉS NOUVELLEMENT EMBAUCHÉS ET DE CEUX QUI ONT AUGMENTÉ LES HORAIRES DE TRAVAIL AU SEIN DES MACRO-ENTREPRISES SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE	44



GRAPHIQUE 54. POURCENTAGE DES EMPLOYÉS NOUVELLEMENT EMBAUCHÉS ET DE CEUX QUI ONT AUGMENTÉ LES HORAIRES DE TRAVAIL AU SEIN DES MACRO-ENTREPRISES SELON LA FOURCHETTE DU CHIFFRE D’AFFAIRES.....	45
GRAPHIQUE 55. POURCENTAGE DES EMPLOYÉS NOUVELLEMENT EMBAUCHÉS ET DE CEUX QUI ONT AUGMENTÉ LES HORAIRES DE TRAVAIL AU SEIN DES MACRO-ENTREPRISES SELON LA PARTICIPATION ÉTATIQUE	45
GRAPHIQUE 56. POURCENTAGE DES EMPLOYÉS NOUVELLEMENT EMBAUCHÉS ET DE CEUX QUI ONT AUGMENTÉ LES HORAIRES DE TRAVAIL AU SEIN DES MACRO-ENTREPRISES SELON LA PARTICIPATION ÉTRANGÈRE	46
GRAPHIQUE 57. POURCENTAGE DES ENTREPRISES AYANT LICENCIÉ DURANT LES 30 DERNIERS JOURS PRÉCÉDANT L’ENQUÊTE PAR TAILLE.....	46
GRAPHIQUE 58. LES MESURES BARRIÈRES UTILISÉES PAR LES ENTREPRISES SELON LA FORME JURIDIQUE	47
GRAPHIQUE 59. TAUX D’UTILISATION DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES, PAR ZONE.....	48
GRAPHIQUE 60. TAUX D’UTILISATION DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES, PAR FORME JURIDIQUE	49
GRAPHIQUE 61. TAUX D’UTILISATION DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES, PAR TAILLE DE L’ENTREPRISE	49
GRAPHIQUE 62. TAUX D’UTILISATION DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES PAR ACTIVITÉ LIÉ AU TOURISME.....	49
GRAPHIQUE 63. LES PRINCIPALES TÂCHES D’UTILISATION DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES	50
GRAPHIQUE 64. PROPORTION DES ENTREPRISES AYANT CHANGÉ LE PRIX DES BIENS OU DES SERVICES PAR ZONE	51
GRAPHIQUE 65. PROPORTION DES ENTREPRISES AYANT CHANGÉ LE PRIX DES BIENS OU DES SERVICES PAR BRANCHE.....	51
GRAPHIQUE 66. PROPORTION DES ENTREPRISES AYANT CHANGÉ LE PRIX DES BIENS OU DES SERVICES PAR BRANCHE LIÉE AU TOURISME.....	52
GRAPHIQUE 67. PROPORTION DES ENTREPRISES AYANT CHANGÉ DE PRODUIT OU SERVICE	52
GRAPHIQUE 68. POURCENTAGE DE CHANGEMENT D’EMPLACEMENT POUR LES MICRO-ENTREPRISES.....	53
GRAPHIQUE 69. PROPORTION DES ENTREPRISES AYANT VENDU UNE PARTIE DES ÉQUIPEMENTS.....	53
GRAPHIQUE 70. LES MESURES D’APPUI BÉNÉFICIÉES PAR LES ENTREPRISES SELON LA FORME JURIDIQUE	54
GRAPHIQUE 71. LES MESURES D’ASSISTANCE SOUHAITÉES PAR LES ENTREPRISES	55
GRAPHIQUE 72. LES PRINCIPALES MESURES D’ASSISTANCE SOUHAITÉES SELON LA TAILLE	55



GRAPHIQUE 73. LES PRINCIPALES MESURES D'ASSISTANCE SOUHAITÉES PAR SECTEUR.....	56
GRAPHIQUE 74. PERSPECTIVE DU CHIFFRE D'AFFAIRE DU JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE PAR RAPPORT À LA MÊME PÉRIODE L'ANNÉE DERNIÈRE EN POURCENTAGE DE L'EFFECTIF DES ENTREPRISES	56
GRAPHIQUE 75. PERSPECTIVE DE L'EMPLOI DU JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE PAR RAPPORT À LA MÊME PÉRIODE L'ANNÉE DERNIÈRE EN POURCENTAGE DE L'EFFECTIF DES ENTREPRISES.....	57
GRAPHIQUE 76. PERSPECTIVE DES MICRO-ENTREPRISES PAR RAPPORT À L'ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRE DU JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE PAR RAPPORT À LA MÊME PÉRIODE L'ANNÉE DERNIÈRE EN PROPORTION DE L'EFFECTIF	57
GRAPHIQUE 77. EVOLUTION EN VALEURS DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DE L'EMPLOI PAR SCENARII.....	57
GRAPHIQUE 78. TAUX DE RÉPONSE DE L'ENQUÊTE JUIN-JUILLET 2020 AUPRÈS DES ENTREPRISES	64
GRAPHIQUE 79. TAUX DE RÉPONSE DE L'ENQUÊTE JUIN-JUILLET 2020 AUPRÈS DES ENTREPRISES SELON LA FORME JURIDIQUE, LA ZONE ET LA TAILLE DES ENTREPRISES	67
GRAPHIQUE 80. STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.....	67
GRAPHIQUE 81. STRUCTURE DES ENTREPRISES SELON LA PARTICIPATION ÉTATIQUE ET ÉTRANGÈRE JUIN-JUILLET 2020.....	68



LISTE DES CARTES

CARTE 1. VALEUR DES EXPORTATIONS DES BIENS DE MARS-AVRIL-MAI 2020 EN MILLIER USD ET CONTRIBUTION À L'ÉVOLUTION GLOBALE ENTRE 2019 ET 2020	20
CARTE 2. VALEUR DES IMPORTATIONS DES BIENS DE MARS-AVRIL-MAI 2020 EN MILLIER USD ET CONTRIBUTION À L'ÉVOLUTION GLOBALE ENTRE 2019 ET 2020	21
CARTE 3. NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS CRÉÉS DE MARS À MAI 2020 PAR PROVINCE ET CONTRIBUTION À L'ÉVOLUTION GLOBALE ENTRE 2019 ET 2020.....	23



SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

CA	Chiffre d'Affaires
CATI	Computer-Assisted Telephone Interviewing
CAWI	Computer-Assisted Web Interviewing
CCO	Centre de commandement opérationnel
COVID-19	Coronavirus Disease 2019
CVO	Covid Organics
DSE	Direction des Statistiques Economiques
EI	Entreprise Individuelle
EVPT	Entreprise de voyage et de prestation touristique
GE	Grande Entreprise
INSTAT	Institut National de la Statistique
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MSANP	Ministère de la Santé Publique
NOMAC	Nomenclature des activités
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PME	Petite et Moyenne Entreprise
SA	Société Anonyme
SaRL	Société à Responsabilité Limitée
SSE	Service des Statistiques des Entreprises
SSES	Service des Statistiques des Echanges et Services





RÉSUMÉ

La lutte contre la covid-19 a poussé le Gouvernement, sous la recommandation de l'OMS, à prendre des mesures contraignantes au bon fonctionnement de l'économie pour la sauvegarde de la vie humaine. Un système de confinement a été mis en place dans les villes où la pandémie a sévi le plus comme à Antananarivo, Toamasina et Fianarantsoa.

Durant la période de mise en œuvre de la première vague, du 10 juin au 15 juillet 2020, l'enquête a débuté avec un système de déconfinement partiel pour ces villes. Et elle s'est terminée, durant la dernière semaine de la collecte, avec un re-confinement pour Antananarivo.

L'impact sur les activités des entreprises est palpable depuis le début de l'entrée de la pandémie à Madagascar. Les entreprises ont subi aussi bien un choc de la demande qu'un choc de l'offre. Depuis le 15 janvier 2020, 71% des entreprises ont déclaré une baisse de la demande contre 90% affirmant une baisse de leur production.

La première évaluation a fait ressortir une baisse de 47% du chiffre d'affaires des entreprises, au mois de mai 2020 par rapport à la même période de l'année 2019. Cette baisse est estimée à 3 394 milliards d'ariary en valeur, soit -6,7% du PIB au prix courant de l'année 2019.

Ce ralentissement des activités concerne toutes les entreprises, mais son intensité n'est pas la même. Les entreprises individuelles sont les plus touchées, avec un glissement annuel du CA de -65,1%. Par rapport à la taille, les entreprises intermédiaires, CA de 2019 entre 200 millions et 4 milliards d'ariary, l'intensité est la plus forte avec -51,2%.

Malgré cette situation morose, quelques entreprises affichent une note positive durant cette même période. Pour ces dernières, la majorité a pu exercer ces activités normalement, seulement 35% d'entre elles sont ouvertes partiellement. Et c'est au niveau de ces entreprises que l'on a observé le plus fort taux d'utilisation des plateformes numériques pour assurer la continuité de leurs activités.

Par ailleurs, la crise n'a pas épargné la trésorerie des entreprises (63%) et leur capacité à honorer leurs engagements (44%). Toutefois, le système d'approvisionnement a résisté : 64% des chefs d'entreprises ont déclaré n'avoir pas subi de détérioration dans ce domaine. Pour les 36% des entreprises qui ont connu une détérioration de leur approvisionnement, le problème réside à l'indisponibilité et à la hausse de coût. Face à ces problèmes de trésorerie, les offres de services financiers arrivent encore à répondre aux besoins de la majorité des entreprises : seulement 33% des entreprises ont déclaré une détérioration des services financiers.

L'épisode de la covid-19 a permis à certaines entreprises de transformer leur mode de travail en intégrant une solution numérique : 8% des entreprises. L'intégration de solution numérique concerne surtout les ventes, l'administration, et

la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Il est à noter que les modes de paiements électroniques n'intéressent que 16% des entreprises.

Parmi les grands changements, l'adoption des mesures barrières a été au centre de la préoccupation des entreprises : un peu plus de neuf entreprises sur dix ont utilisé au moins une mesure pour leur personnel. La disposition du port de masque (96 %), de lavage de mains régulier (85,5 %) et le respect de la distanciation sociale d'au moins un mètre (66,1 %) sont les trois principales mesures appliquées au niveau des entreprises. Environ la moitié utilise parallèlement ces trois catégories de mesures.

En termes d'emploi, 17% de l'effectif des emplois au 15 janvier 2020, l'équivalent de 91 593 emplois, se trouve menacés. Sont comptabilisés comme menacés, les employés mis en « congé et/ou chômage technique », ceux dont le départ a été négocié, et ceux licenciés. Il est à noter que l'analyse de l'emploi ne concerne que les entreprises ayant un effectif de l'emploi supérieur à 5, et exclus donc les micro-entreprises, et les 30 derniers jours précédant l'enquête. Pour ces dernières, 13,7% ont été dans l'obligation de procéder au licenciement. Par ailleurs, selon la forme juridique, une différence est observée entre les entreprises constituées en société et les EI : d'une part, pour les sociétés, l'option est surtout de mettre en congé ou en chômage technique les employés, et d'autre part, les EI préfèrent le licenciement. Selon la taille, les grandes entreprises ont préféré envoyer certains de leurs employés en congé ou en chômage technique tandis que les petites entreprises ont dû procéder au licenciement. Et selon la tranche de CA annuels, si les entreprises à faible CA optent plus pour le licenciement, les autres ont préféré utiliser l'option de mettre en congé ou en chômage technique.

L'analyse des activités des entreprises sous toutes ses formes met en évidence la difficulté créée par cette pandémie. Face à cette situation, les entreprises encouragent le Gouvernement à les soutenir pour préserver leurs activités et les emplois. Parmi les mesures demandées, les entreprises placent comme priorité : l'exonération ou réduction d'impôts et taxes (60,2%), le report de paiement d'impôts (59,5%), un transfert de fonds (35,5%), l'accès à des prêts à taux subventionnés (25,1%) et une subvention salariale (24%). Par rapport aux caractéristiques des entreprises, l'analyse détecte une différence. D'une part, les EI, les micro-entreprises, les PME sont les plus à demander un transfert de fonds. D'autre part, les sociétés, surtout les grandes entreprises, encouragent la subvention salariale.

Quelle est donc la perspective des chefs d'entreprises face à cette situation ? Pour la période de juillet à septembre, les dirigeants d'entreprise continuent de prévoir une baisse des ventes ainsi que de l'emploi comparativement à la même période de l'année 2019 : une baisse de 48% des CA et une baisse de 15% pour l'emploi. Le scénario le plus pessimiste prévoit une baisse en glissement annuel de 59% pour les



CA et de 41% pour les emplois. Toutefois, le scénario optimiste prévoit une hausse en glissement annuel de 9% des CA et de 29% de l'emploi.

Enfin, il faut noter que cet exercice sera mené plusieurs fois cette année, pour permettre d'accompagner les décideurs dans la mise en œuvre du plan d'urgence multisectoriel et de préparer le plan de relance de l'économie.



INTRODUCTION

La pandémie de covid-19 continue de laisser ses marques sur la vie de l'humanité. Face à sa progression, le sauvegarde de la vie humaine est devenu la priorité de tous les gouvernements des différents pays, dont Madagascar. Chaque pays, sous l'égide de l'OMS, a mis en place des mesures pour lutter contre sa propagation. Comme l'homme est le vecteur principal de la contamination, les mesures tournaient autour de la distanciation sociale. A cet effet, le confinement a été l'une des mesures les plus utilisées de par le monde, avec la fermeture des frontières aux voyageurs.

Madagascar, sous l'impulsion du gouvernement, a décidé d'y faire face. Malgré que le pays soit fortement dépendant de ces échanges avec l'extérieur, dès que la situation de la pandémie était devenue alarmante auprès des pays partenaires, les liaisons aériennes avec ces derniers ont été suspendues. Ce fût le cas des vols en provenance de la Chine, de l'Italie et de la France. Par ailleurs, depuis le 20 mars 2020, avec les premiers cas révélés, Madagascar est entré dans un statut d'état d'urgence sanitaire. Depuis, tous les 15 jours, le Gouvernement annonçait les mesures à adopter. Les mesures concernent la fermeture des frontières à tout voyageur en provenance de l'extérieur, le confinement de certaines villes, la fermeture des écoles et des lieux ouverts au grand public, la suspension des transports en commun et l'interdiction de toute réunion. Seules les activités jugées « essentielles » sont autorisées à être opérationnelles.

Face à cette situation inédite, plusieurs questions taraudent les esprits. Un des principaux sujets est de savoir comment l'économie se comportait, se comporte et se comportera face à l'évolution de cette pandémie. De fait, la particularité de cette crise fait qu'elle met une double pression à la fois sur l'offre et la demande nationale. Et la réponse à cette question permettrait de soutenir les décideurs dans la conduite des affaires économiques durant cette période.

Afin de soutenir l'effort du gouvernement dans la mise en œuvre du plan national de réponse sociale et de relance économique contre la COVID – 19 pour assister les ménages et les entreprises en difficulté pendant cette période,

l'Institut National de la Statistique (INSTAT) est chargé par le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et avec l'appui de la Banque Mondiale de réaliser une série d'enquêtes auprès des entreprises pour compléter les informations requises régulièrement en ce temps de crise.

L'objectif de l'enquête est de mesurer l'impact de la pandémie covid-19 sur les activités économiques des entreprises à Madagascar. Cependant, les enquêtes basées sur des entretiens en personne sont sérieusement entravées par les mesures de distanciation sociale et les limitations de la mobilité imposées par la Covid-19. De ce fait, le protocole de collecte adopté est basé selon l'approche CATI et CAWI ou l'enquête par téléphone assistée par ordinateur. Le suivi s'effectue par enquête longitudinale d'un même échantillon d'entreprises réparties dans tout le pays. La collecte des données de la première vague, qui est l'objet de ce rapport, s'est tenue entre le 10 juin et le 15 juillet 2020.

Au total, 2 255 entreprises ont fait l'objet des appels dont 943 entreprises ont répondu à l'enquête d'évaluation d'impact de la covid-19 sur les activités économiques. La participation à l'enquête a été négativement proportionnelle à la taille de l'entreprise. Le taux de réponse le plus élevé est enregistré auprès des Entreprises Individuelles (EI). Et le plus faible, au niveau des Sociétés Anonymes (SA).

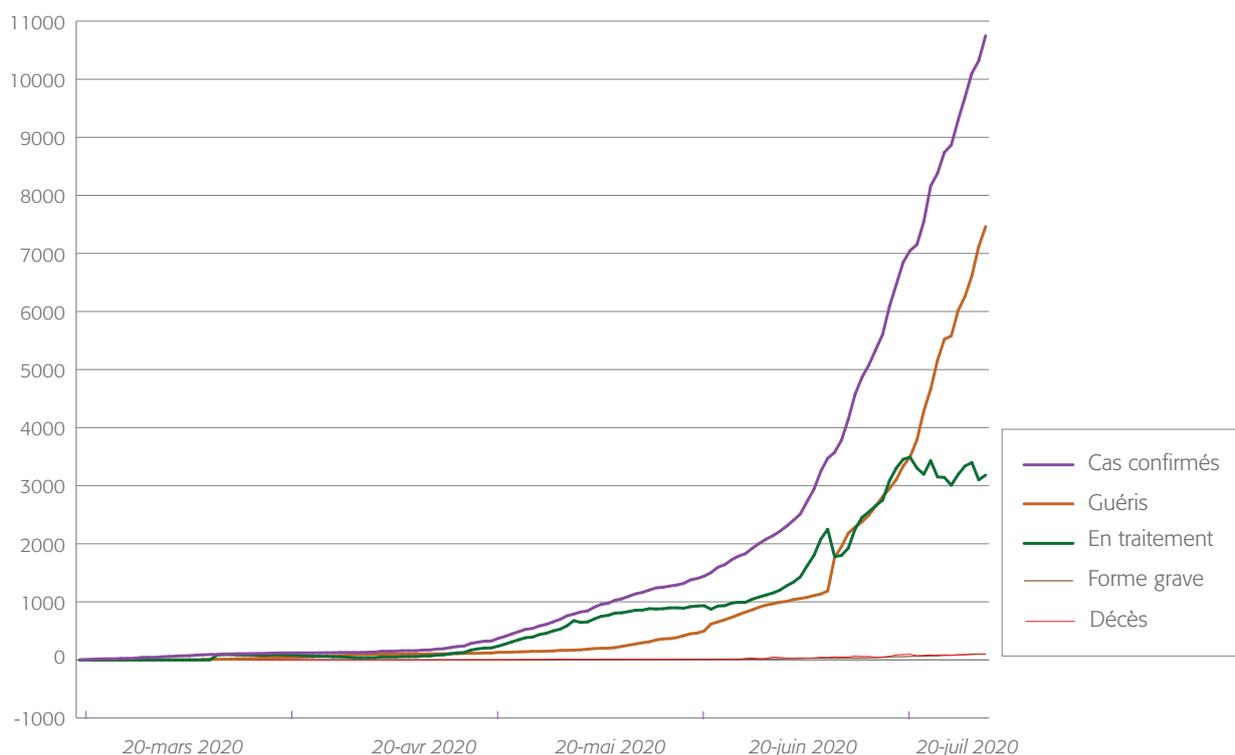
Ainsi, ce rapport renferme les principaux résultats de la première vague d'enquête auprès des entreprises. Il s'articule autour des différents thèmes relatifs aux activités des entreprises. En premier lieu, l'impact de la covid-19 auprès des entreprises est abordé sous toutes ces angles : identification des facteurs affectant le fonctionnement des entreprises, l'évolution des ventes et celle de l'emploi. Ensuite, le rapport met en lumière les mécanismes d'ajustement des entreprises, avec un focus sur l'utilisation de plateforme numérique. Après, il est question d'examen des mesures d'assistance possibles et souhaitées par les chefs d'entreprise. Enfin, le rapport se termine par les prévisions ou perspectives des chefs d'entreprise sur les trois prochains mois sur l'évolution des ventes et de l'emploi.

1. Evolution de la covid-19 à Madagascar

Selon les statistiques officielles sorties sur le site du Ministère de la Santé Publique (MSANP), Madagascar a enregistré trois premiers cas de la pandémie covid-19 le 19 mars 2020. Suite à cet événement, le pays est entré

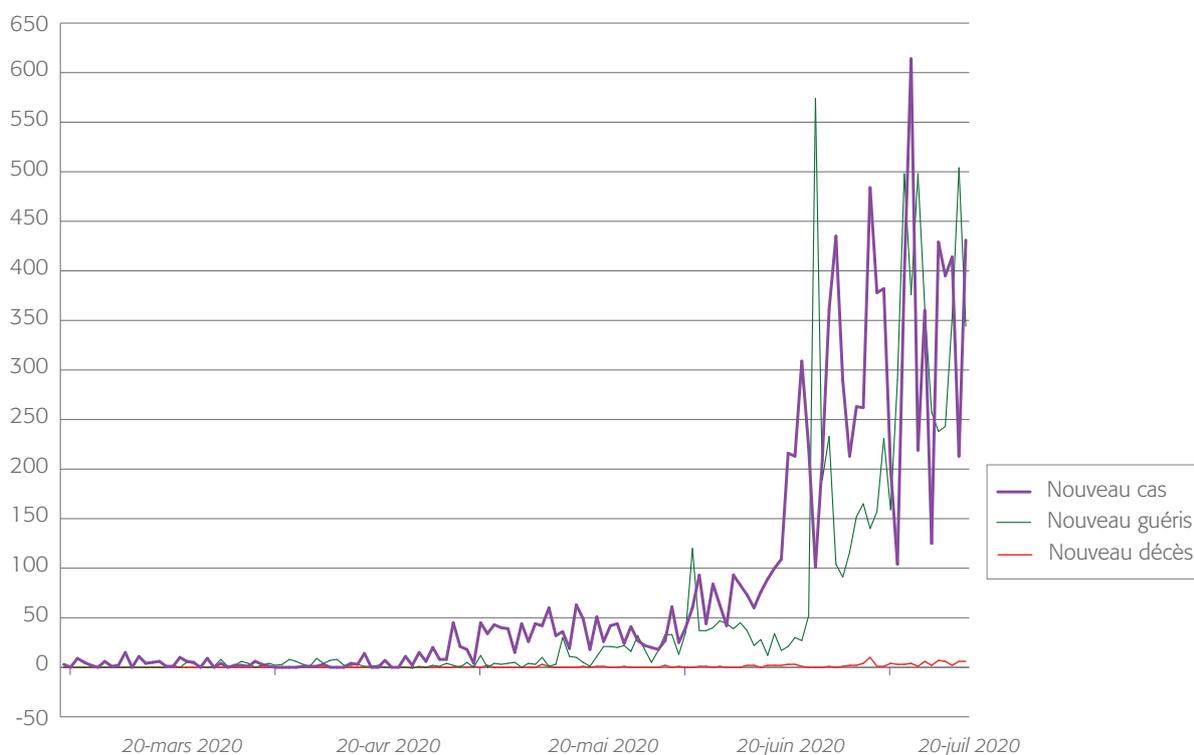
dans un état d'urgence sanitaire, selon le décret N°2020 – 359 du 21 mars 2020. La mise en œuvre de cet état d'urgence a, depuis, évolué dans le temps et son application sur l'ensemble du territoire diffère selon la propagation du virus.

GRAPHIQUE 1. EVOLUTION DE CAS CUMULÉS



SOURCES : MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE/CCO, JUILLET 2020

GRAPHIQUE 2. EVOLUTION DE NOUVEAU CAS



SOURCES : MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE/CCO, JUILLET 2020

L'entrée du coronavirus sur l'île a amené le gouvernement à mettre en place le confinement, au total pour 4 semaines, dans les villes touchées par l'épidémie à savoir Antananarivo, Toamasina et Fianarantsoa. Depuis le 20 avril, coïncidant à la découverte du « covid organics » (CVO), l'Etat a décidé de procéder à un déconfinement partiel, en permettant aux entreprises de travailler durant un temps limité dans la journée.

La durée permise pour exercer des activités économiques a été peu à peu allongée. Durant cette période de déconfinement partiel, l'Etat préconisait l'adoption des mesures barrières pour la population et les entreprises. Le port de masque devenait obligatoire. Le traitement et la prévention par l'administration de CVO ont été recommandés. Les entreprises étaient encouragées à mettre en place un système



de lavage de main régulier aussi bien pour leurs clients que leurs employés. Toutefois, les activités qui sont ouvertes au grand public ont été obligées de s'arrêter. Durant la fin du mois de mai et les premières semaines du mois de juin, le pays a connu un semblant d'accalmie. Mais une recrudescence de cas contaminés a été constatée dans les deux régions épacentres de la covid-19 au début du mois de Juillet. Ainsi, le retour à un confinement plus strict était inévitable. Les activités économiques jugées non essentielles n'étaient pas autorisées.

Concernant le déplacement de la population, avec le confinement, les 3 villes concernées ont été coupées du reste du pays. Les services de transport de voyageurs qui desservaient ces villes ont été suspendus. Toutefois, le Gouvernement a permis de circuler sur tout le territoire les transports de marchandises.

Ces mesures adoptées par le Gouvernement pour lutter contre la propagation de l'épidémie reflétaient l'évolution de la maladie dans le pays. En effet, cette évolution peut être divisée en 2 périodes. La première période a montré que la propagation n'a pas été alarmante. A la lecture du graphique du cumul des cas, jusqu'en mois de mai, l'évolution a été en phase plateau. Aussi, un cumul de 371 cas confirmés a été dénombré au 20 mai et ce chiffre montait à 1503 au 20 juin. Le nombre de guéris suit aussi ce même rythme en enregistrant un cumul de 7641 personnes guéries au 30 juillet, soit 69,42% des contaminés sont sorties indemnes de la covid-19. Madagascar comptait 0 décès jusqu'au 17 Mai où le CCO annonçait ce jour la première victime de cette épidémie.

2. Contexte global des activités économiques

2.1. Echange de biens en net recul par rapport à l'année 2019

Les échanges avec l'extérieur ont connu une régression, au cours de la période de mars à mai 2020, comparées à la même période en 2019, aussi bien pour les exportations que pour les importations.

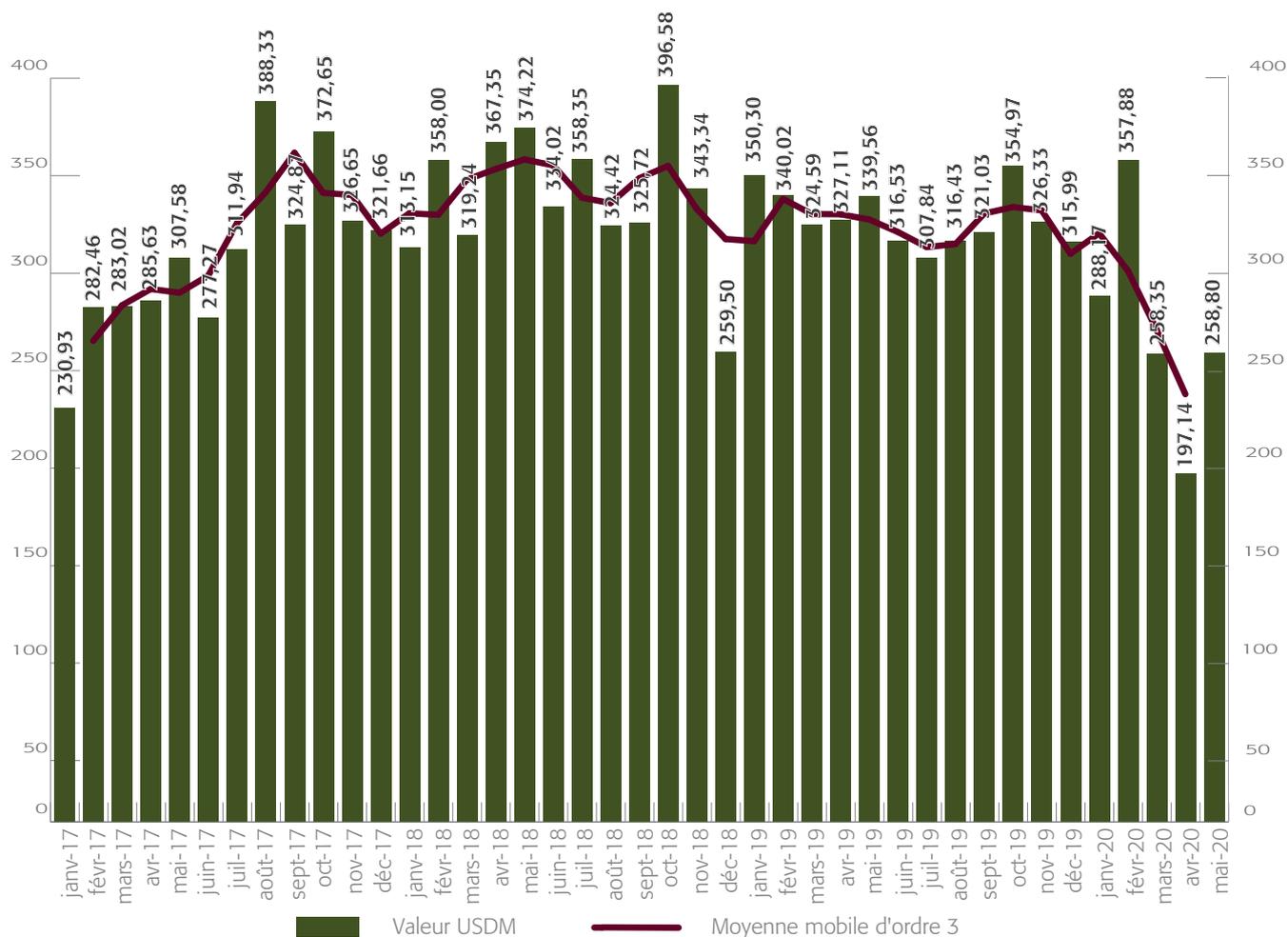
En glissement annuel sur cette période, les exportations ont enregistré une chute en valeur de 33% alors que les importations, de leur côté, ont connu une baisse de 28%.

Pour le marché des exportations, la baisse est plus importante au niveau des principaux marchés du pays. Les exportations vers les Etats-Unis d'Amérique et la France ont à elles seules contribué à 47% de cette régression globale. Par contre, les réalisations au niveau du marché chinois n'ont contribué qu'à hauteur de 6% de l'évolution globale. En

termes de produits, la baisse enregistrée des exportations de produits minéraux a contribué à 40% de la variation globale. Les produits agricoles et textiles ont contribué, dans une moindre mesure, respectivement de 28% et de 21%.

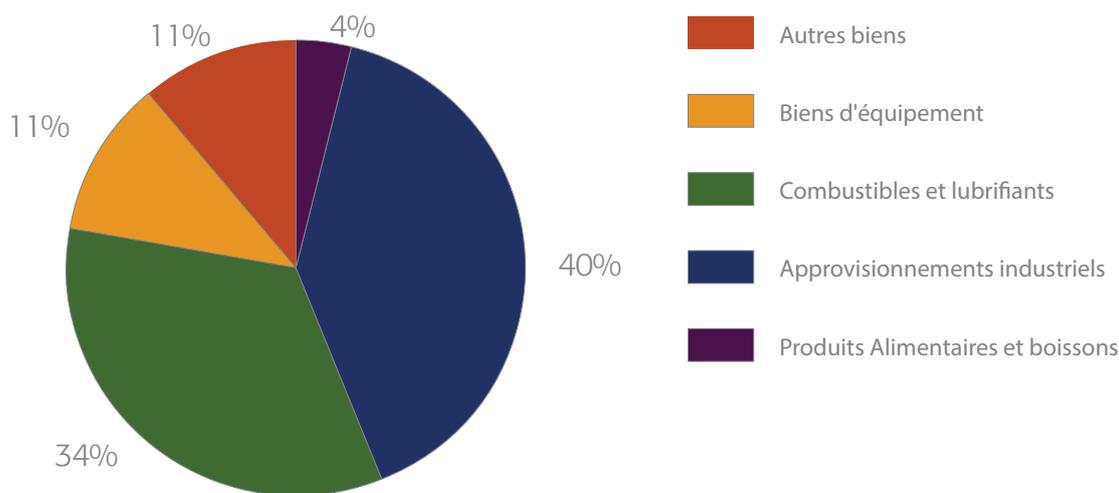
Pour l'importation, tous produits confondus, quatre marchés ont contribué à 56% de la diminution. La baisse de l'importation en provenance des marchés français et indiens a contribué chacun à 16% de la baisse globale. Par ailleurs, les réalisations en provenance du marché chinois et de l'Emirats Arabes Unis ont contribué chacun à 12% de la baisse globale. Le ralentissement des importations vient surtout des produits « Approvisionnements industriels » et « Combustibles et lubrifiants » qui à eux deux ont contribué à 74% de la baisse globale.

GRAPHIQUE 3. EVOLUTION MENSUELLE DES IMPORTATIONS ENTRE 2017 ET 2020



SOURCE : DONNÉES DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE BIENS, SSES/DSE/INSTAT JUIN 2020

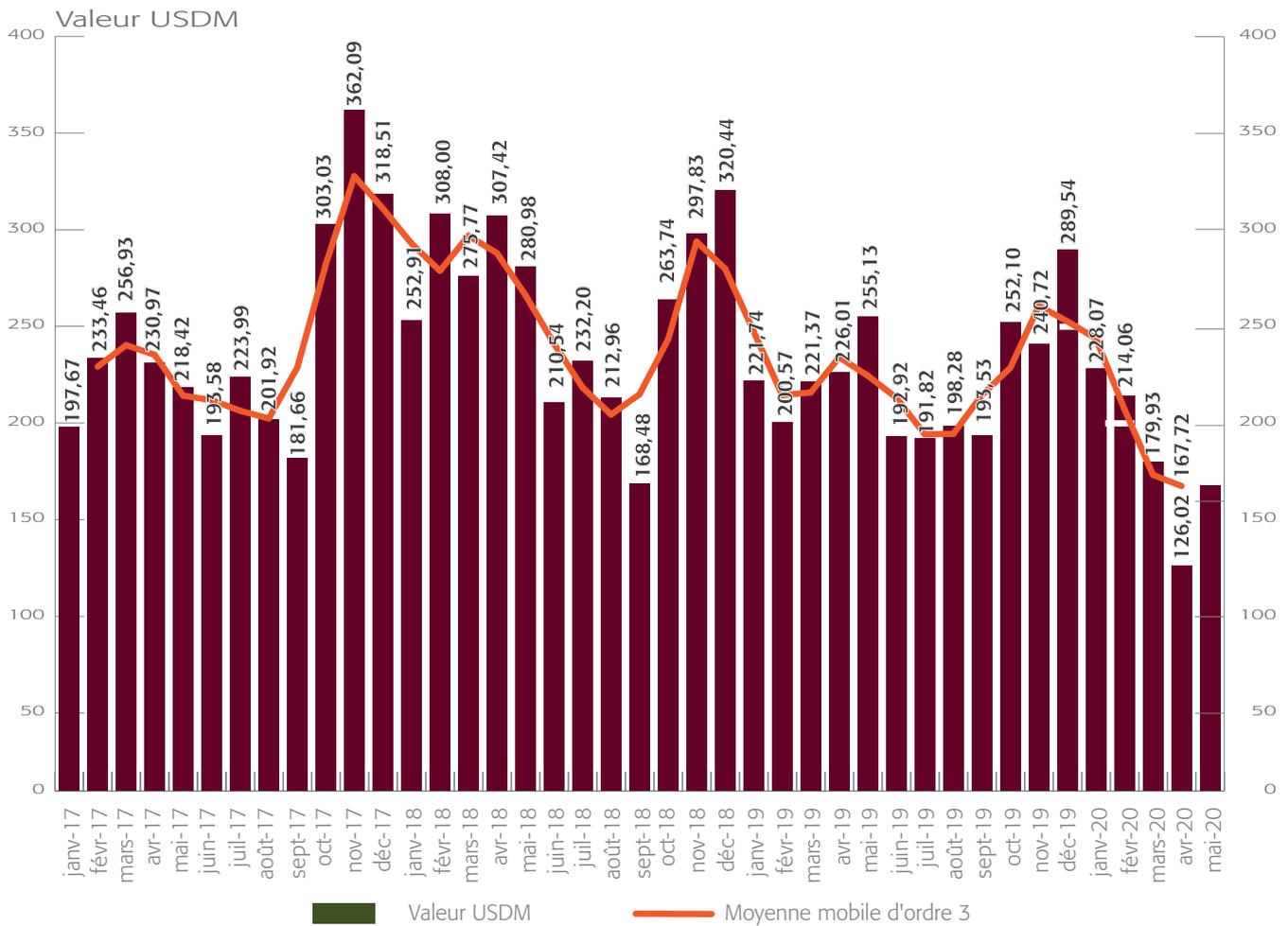
GRAPHIQUE 4. CONTRIBUTION DES PRODUITS À L'ÉVOLUTION DE L'IMPORTATION DE MARS-AVRIL-MAI 2020 PAR RAPPORT À LA MÊME PÉRIODE EN 2019



SOURCE : DONNÉES DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE BIENS, SSES/DSE/INSTAT JUIN 2020

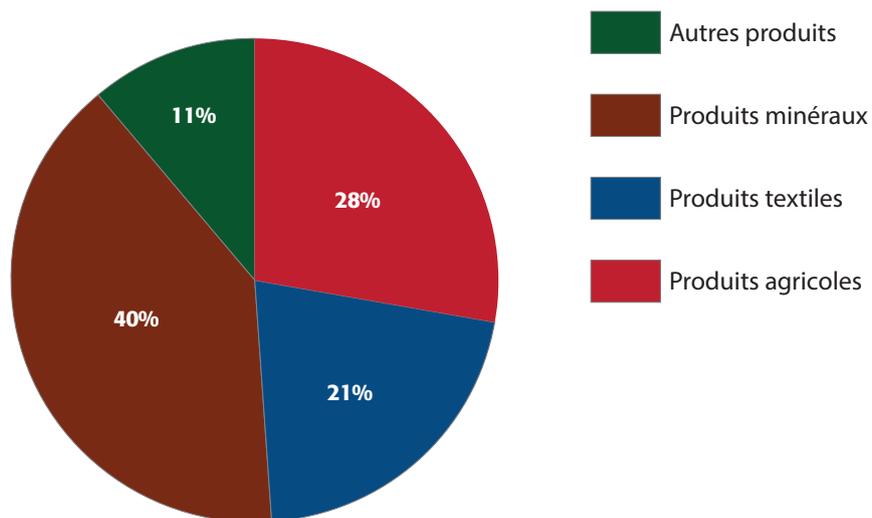


GRAPHIQUE 5. EVOLUTION MENSUELLE DES EXPORTATIONS ENTRE 2017 ET 2020



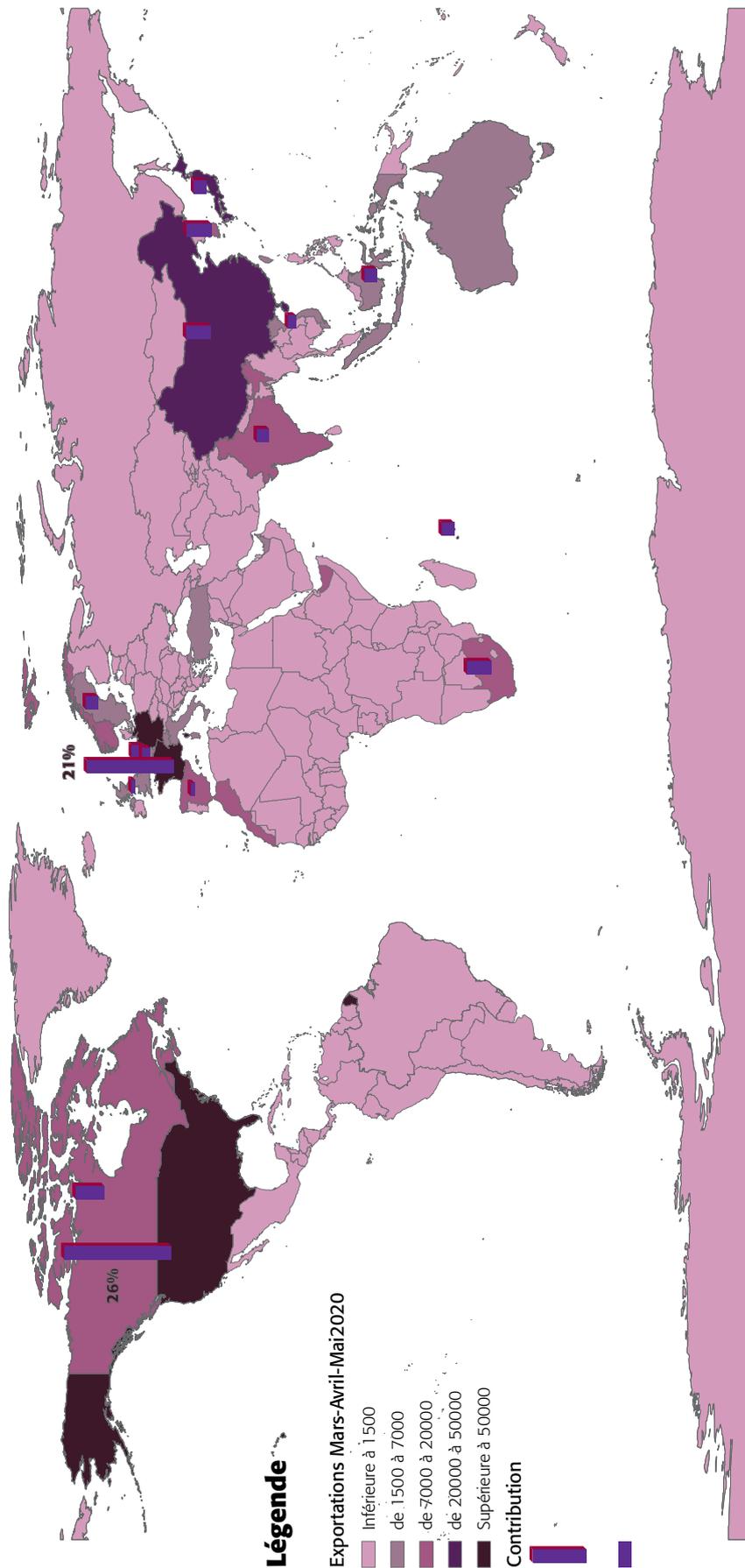
SOURCE : DONNÉES DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE BIENS, SSES/DSE/INSTAT JUIN 2020

GRAPHIQUE 6. CONTRIBUTION DES PRODUITS À L'ÉVOLUTION DE L'EXPORTATION DE MARS À MAI 2020 PAR RAPPORT À LA MÊME PÉRIODE EN 2019



SOURCE : DONNÉES DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE BIENS, SSES/DSE/INSTAT JUIN 2020

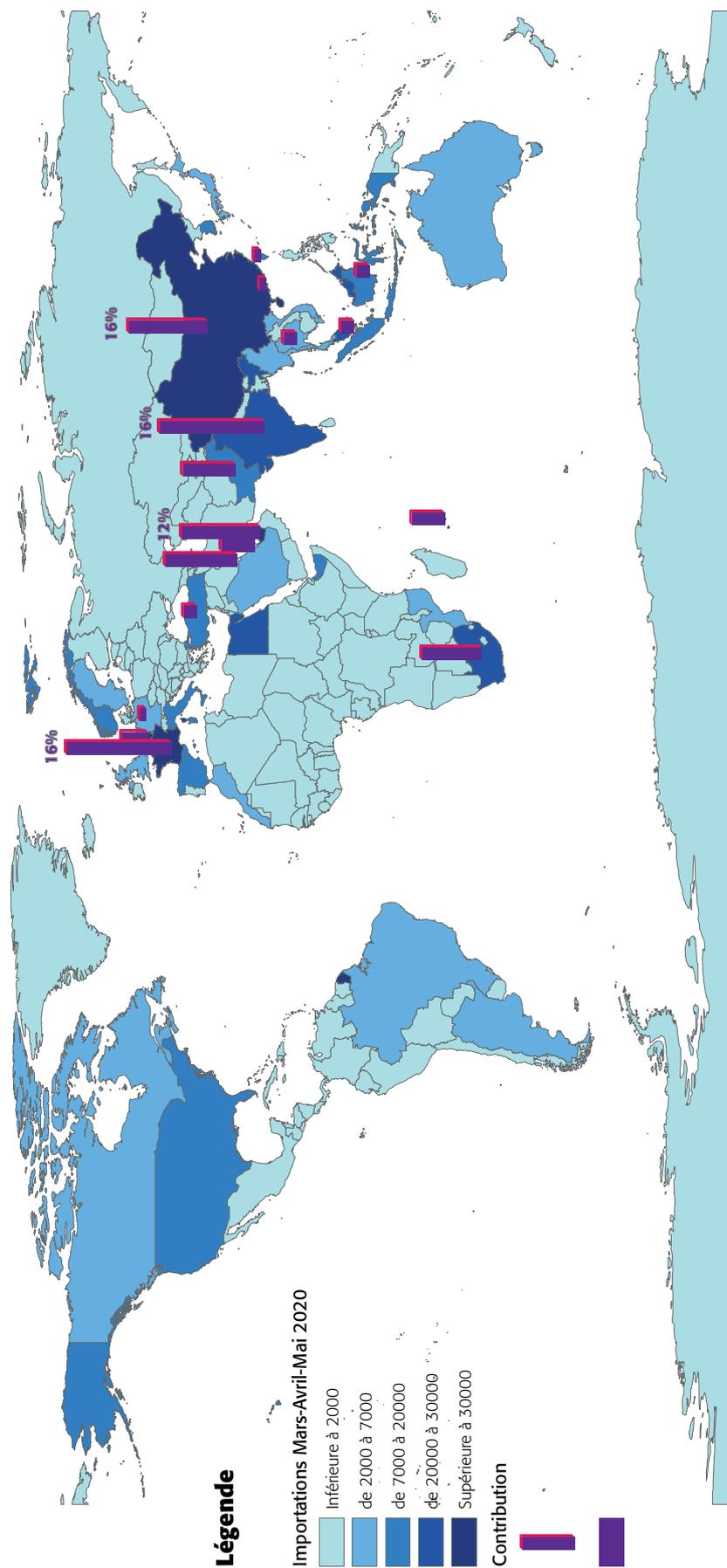
CARTE 1. VALEUR DES EXPORTATIONS DES BIENS DE MARS-AVRIL-MAI 2020 EN MILLIER USD ET CONTRIBUTION À L'ÉVOLUTION GLOBALE ENTRE 2019 ET 2020



SOURCE : DONNÉES DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE BIENS, SSES/DSE/INSTAT JUIN 2020



CARTE 2. VALEUR DES IMPORTATIONS DES BIENS DE MARS-AVRIL-MAI 2020 EN MILLIER USD ET CONTRIBUTION À L'ÉVOLUTION GLOBALE ENTRE 2019 ET 2020



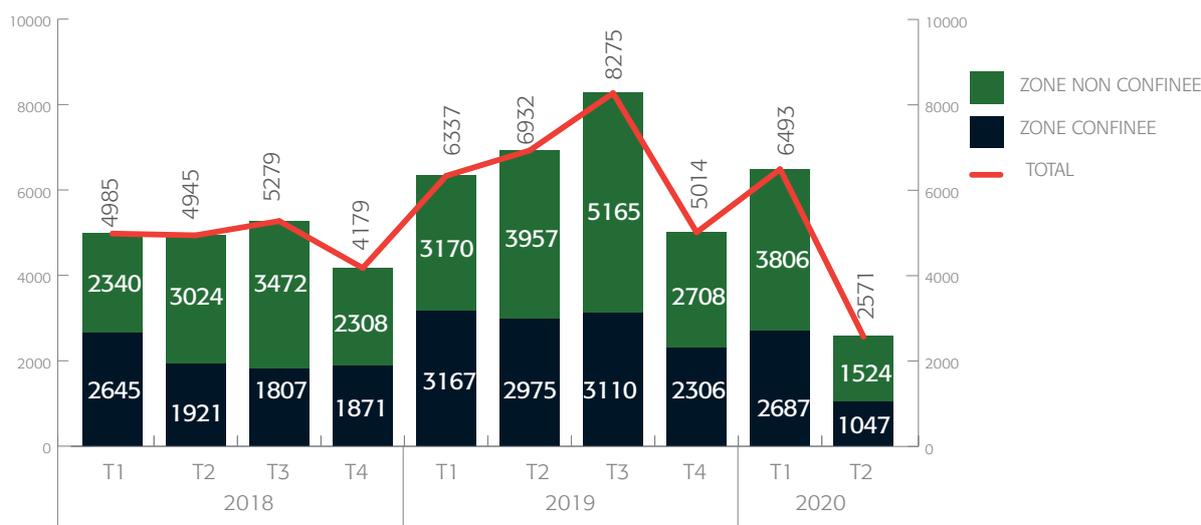
SOURCE : DONNÉES DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE BIENS, SSES/DSE/INSTAT JUIN 2020

2.2. Régression de la création des entreprises depuis le confinement

A la fin du second trimestre 2020, un ralentissement de l'économie est ressenti au regard de la création des établissements. Toute forme juridique confondue, le recul de la création est important : en glissement trimestriel, la baisse est de 60% ; et en glissement annuel, une baisse de 62% est enregistrée. Par rapport au type de zone, défini selon les villes concernées par le confinement et les restes, la

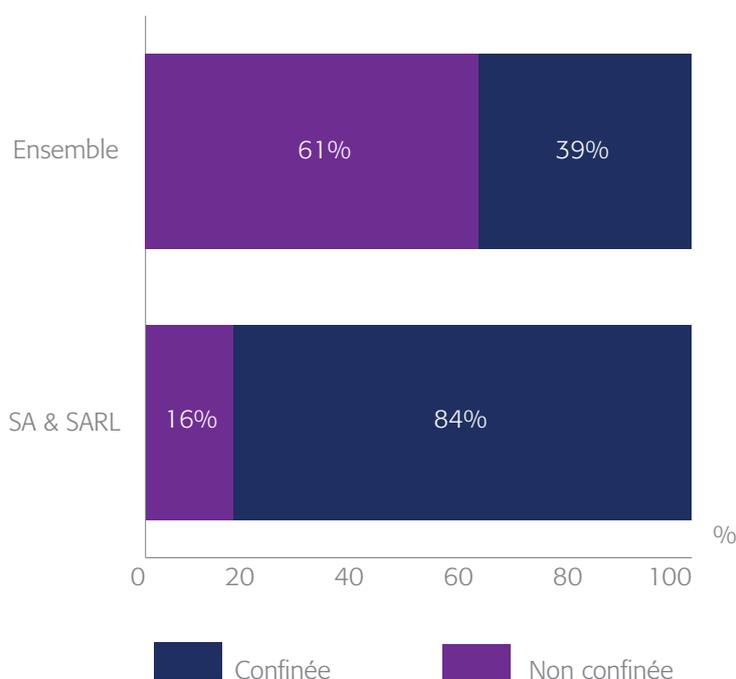
contribution à cette baisse globale est plus forte pour les zones non confinées. Cette situation provient du fait que la création en EI est plus importante dans les zones non confinées. En faisant un focus sur les entreprises constituées en société, on note que la contribution des zones confinées devient très importante en atteignant 84% de la variation de l'effectif des créations de sociétés.

GRAPHIQUE 7. EVOLUTION TRIMESTRIELLE DE LA CRÉATION DES ÉTABLISSEMENTS



SOURCE : INSTAT/DSE/SSE-JUIN2020

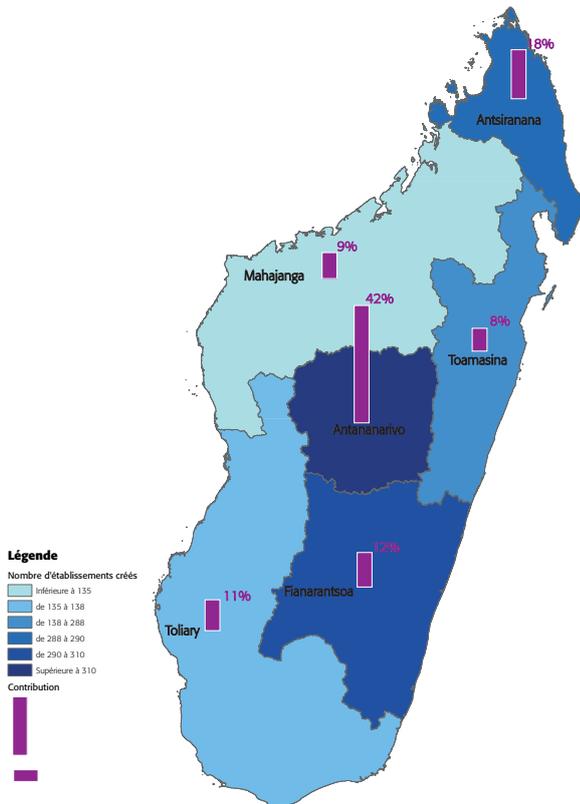
GRAPHIQUE 8. CONTRIBUTION AU GLISSEMENT ANNUEL PAR TYPE DE ZONE



SOURCE : INSTAT/DSE/SSE-JUIN2020



CARTE 3. NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS CRÉÉS DE MARS À MAI 2020 PAR PROVINCE ET CONTRIBUTION À L'ÉVOLUTION GLOBALE ENTRE 2019 ET 2020



SOURCE : INSTAT/DSE/SSE-JUIN2020

En tant que capital économique, la province d'Antananarivo domine le rang en nombre d'établissements créés à Madagascar. On observe également une baisse considérable de 69% du nombre d'établissements nouvellement créés comparativement à la même période de l'année 2019 dans la province d'Antananarivo. Elle a enregistré une forte contribution de 42% à cette baisse. Selon la région d'implantation, au cours du second trimestre 2020, l'effectif de nouveaux établissements enregistrés dans la région d'Analamanga est de 862, soit 40,5% de l'ensemble des créations dans tout le pays.

3. Impacts sur les entreprises

Les entreprises font face à plusieurs contraintes. Tout d'abord, le ralentissement de l'économie mondiale a affecté le pays. L'analyse des échanges de biens a montré une forte régression des échanges de Madagascar avec le Reste du Monde,

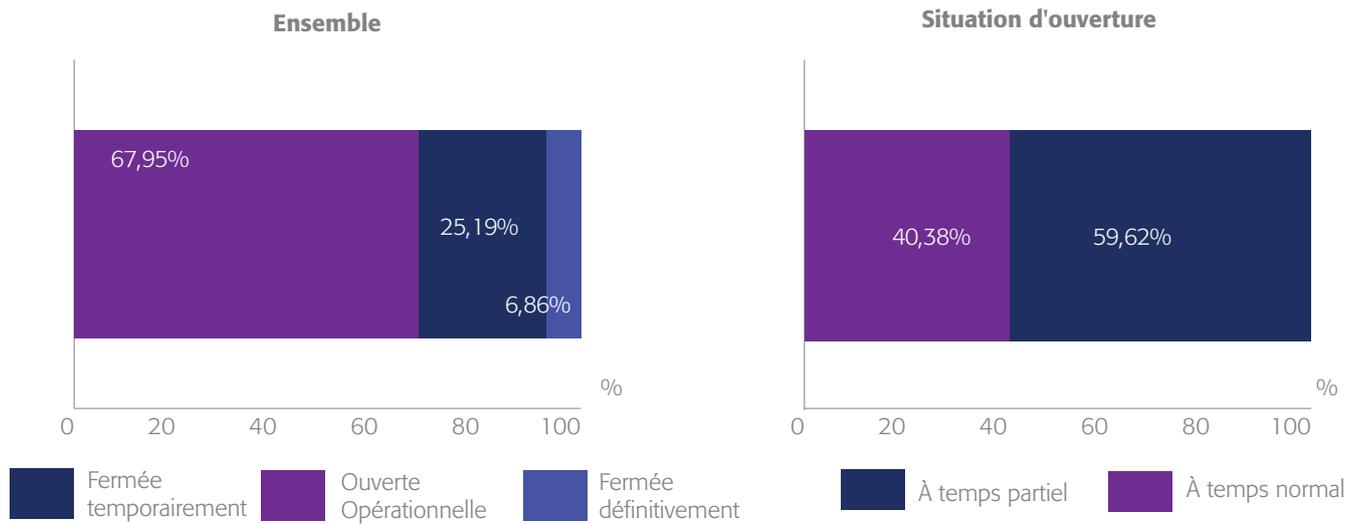
aussi bien en importation qu'en exportation. Ensuite, les mesures mises en place telles que le confinement, la restriction de la circulation des personnes, l'interdiction d'exercer pour certaines activités, pèsent sur la situation des entreprises.

3.1. Situation des entreprises au moment de l'enquête

Les mesures sanitaires pour lutter contre la pandémie ont bouleversé les activités des entreprises, depuis le 20 mars de l'année 2020, date de l'état d'urgence sanitaire. La covid-19 a entraîné le ralentissement des activités économiques.

Durant le mois de juin, période à laquelle les zones les plus touchées entraînent dans une période de déconfinement partiel, 32,1% des entreprises sont encore fermées dont 6,9%

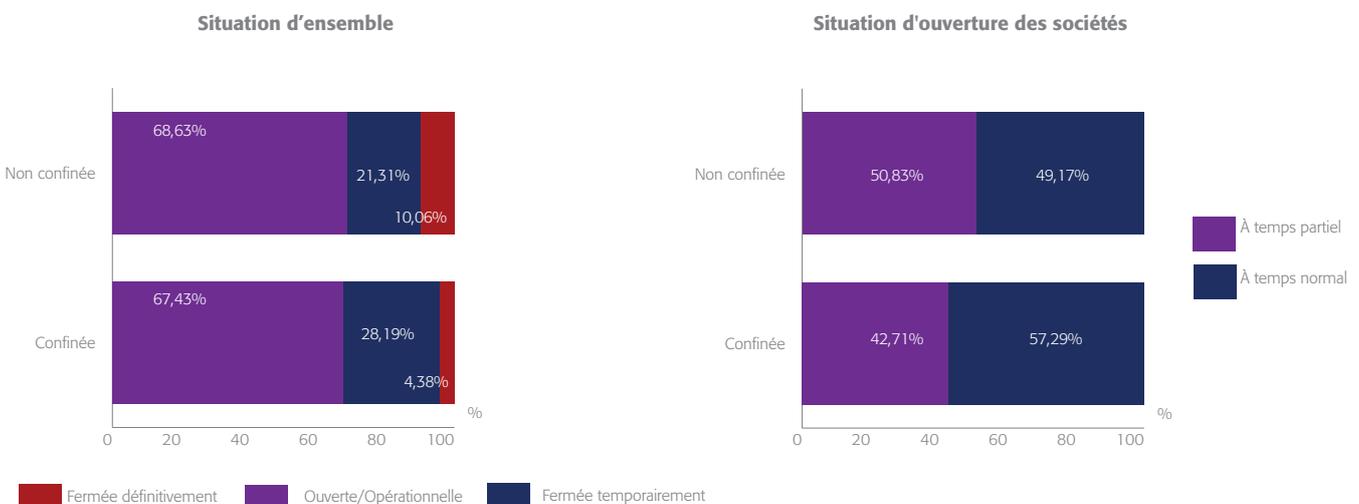
définitivement. Parmi les entreprises ouvertes, 59,6% le sont que partiellement. Compte tenu des mesures prises liées à la pandémie, des activités qui nécessitent une liaison avec le reste du monde sont perturbées ou arrêtées à l'instar des transports aériens et terrestres, des activités touristiques. C'est aussi le cas des emplois qui ont besoin d'interaction humaine.

**GRAPHIQUE 9. SITUATION DES ENTREPRISES DURANT LE MOIS DE JUIN 2020**

SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

Par rapport au type de zone d'implantation, la proportion des entreprises fermées est de 32,6% au niveau des zones confinées et 31,4% en zones non confinées. Pour les sociétés opérationnelles, 57,3% les sont à temps partiel en zone confinée contre 49,2% en l'autre zone. En outre, les activités

développées dans les zones non confinées restent dépendantes des zones confinées. Cette situation s'explique par la place jouée par Antananarivo et Toamasina dans la vie économique du pays. .

GRAPHIQUE 10. SITUATION DES ENTREPRISES SELON LE TYPE DE ZONE

SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

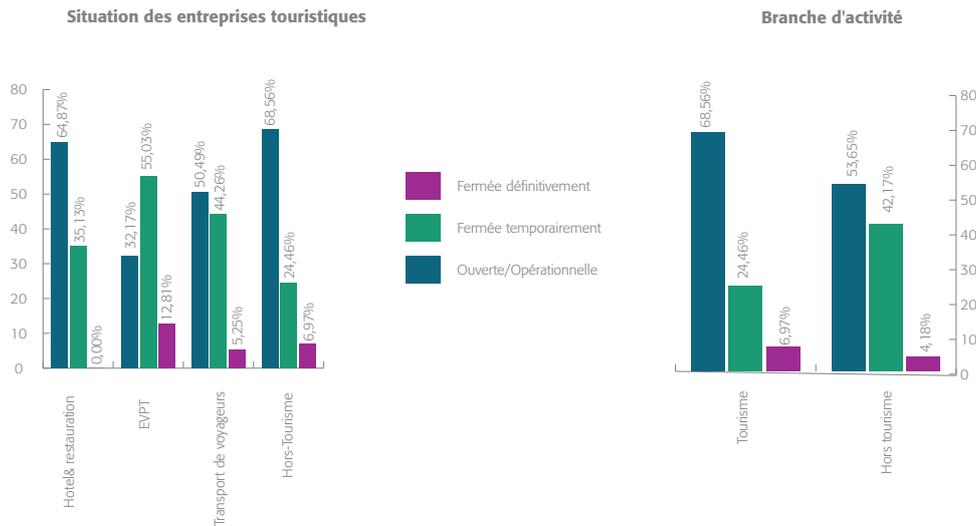
L'analyse par branche montre la situation alarmante des entreprises du secteur tourisme. Au mois de juin, 46,4% des entreprises touristiques ont été contraintes de fermer ses portes. Entre autres, 12,8% des EVPT le sont définitivement, soit un peu plus de 7 points en pourcentage de transport de voyageurs. Cet impact disproportionné entre les secteurs au sein d'une même branche peut s'expliquer par l'importance des clients non-résidents au niveau d'EVPT. Parmi les 32,2% des sociétés EVPT ouvertes, 19,7% d'entre elles le sont à

temps normal, soit le plus faible entre les trois types de sociétés touristiques.

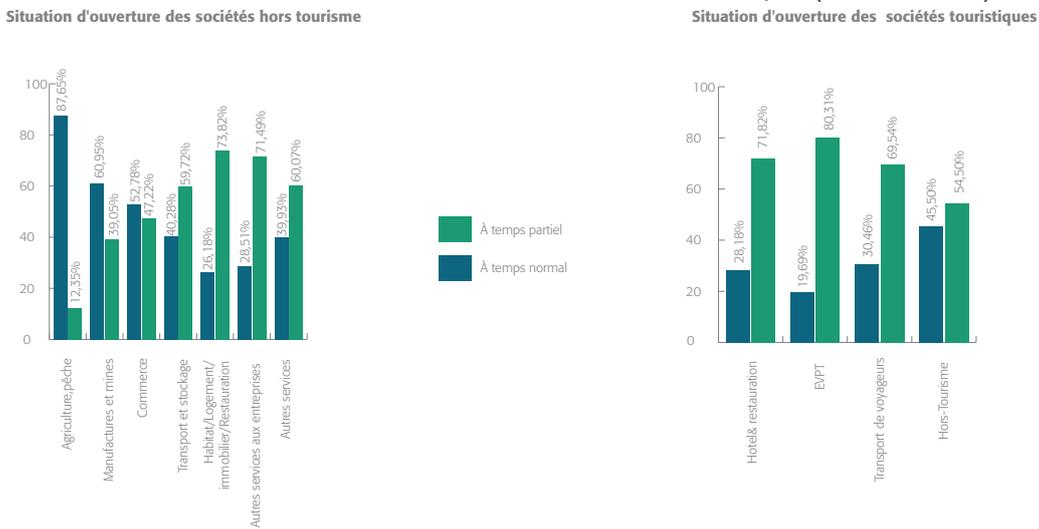
Concernant les sociétés hors tourisme, leur situation dépend considérablement du type de secteur. Notamment, ce sont les sociétés exerçant dans l'agriculture qui résistent mieux à la crise sanitaire dont seulement 12,4% sont ouvertes à temps partiel. Encore, les sociétés aux « autres services aux entreprises » sont fortement touchées.



GRAPHIQUE 11. SITUATION DES ENTREPRISES SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ



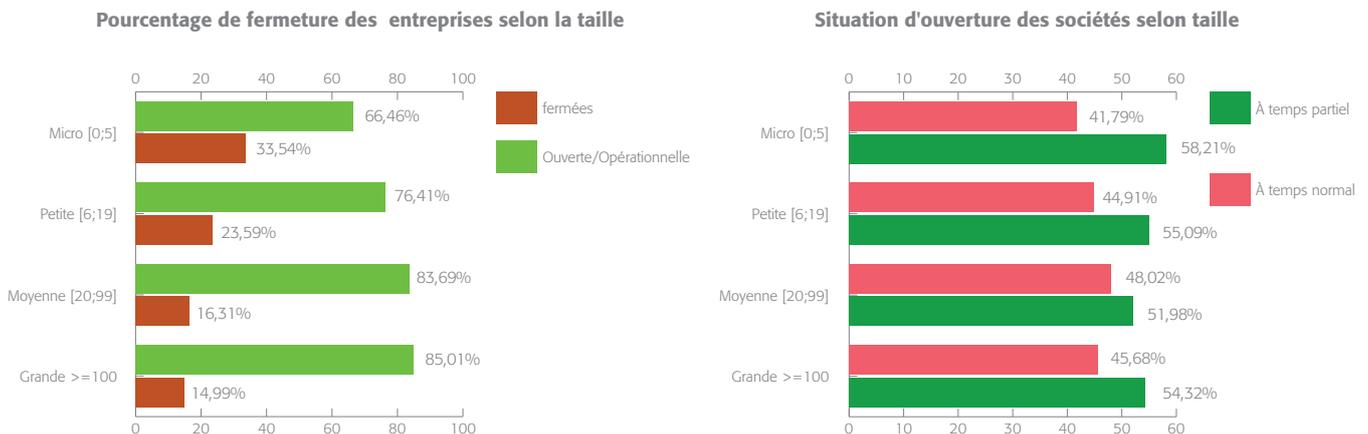
SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUN-JUILLET 2020)



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUN-JUILLET 2020)

Les micro-entreprises ont plus craint les effets de la pandémie que les grandes entreprises. Bref, la capacité de résilience des entreprises tient compte de leur taille. Parmi les micro-entreprises, au moment de l'enquête, 33,54 % ont suspendu leurs activités contre 14,99 % des grandes entreprises.

GRAPHIQUE 12. SITUATION DES ENTREPRISES SELON LA TAILLE



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUN-JUILLET 2020)

3.2. Les facteurs affectant le fonctionnement des entreprises

L'enquête a permis d'identifier les chocs subis par les entreprises. La situation observée, depuis le 15 janvier 2020, est comparée à celle d'avant. Ces chocs se traduisent surtout par les facteurs suivants : baisse de la demande, réduction

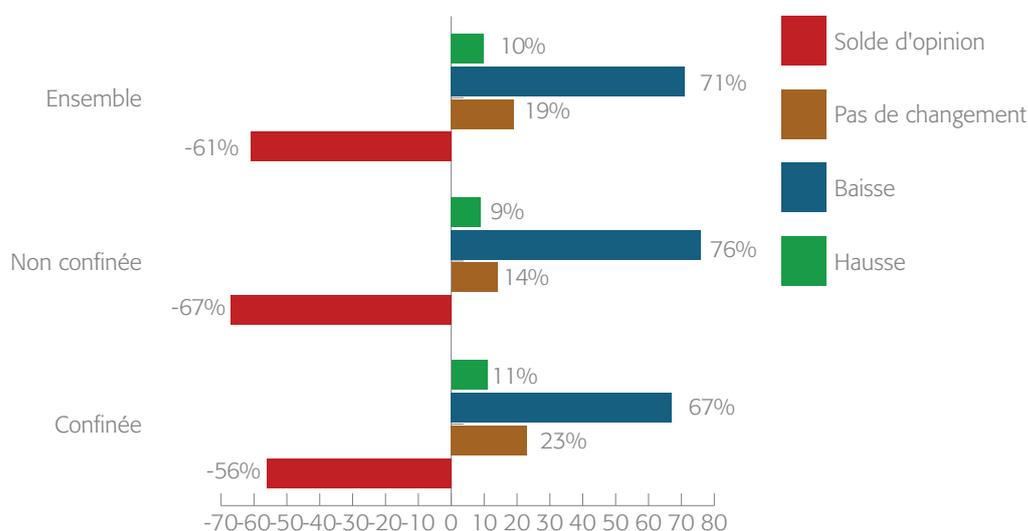
de la production, problème de trésorerie, problème d'approvisionnement. Dans une moindre mesure, les entreprises citent le problème concernant l'accès aux services financiers.

3.2.1. Choc de la demande

Selon l'opinion des chefs d'entreprises, la demande de produits ou services a enregistré une baisse depuis le 15 janvier 2020. Globalement, 71% des entreprises ont déclaré cette diminution.

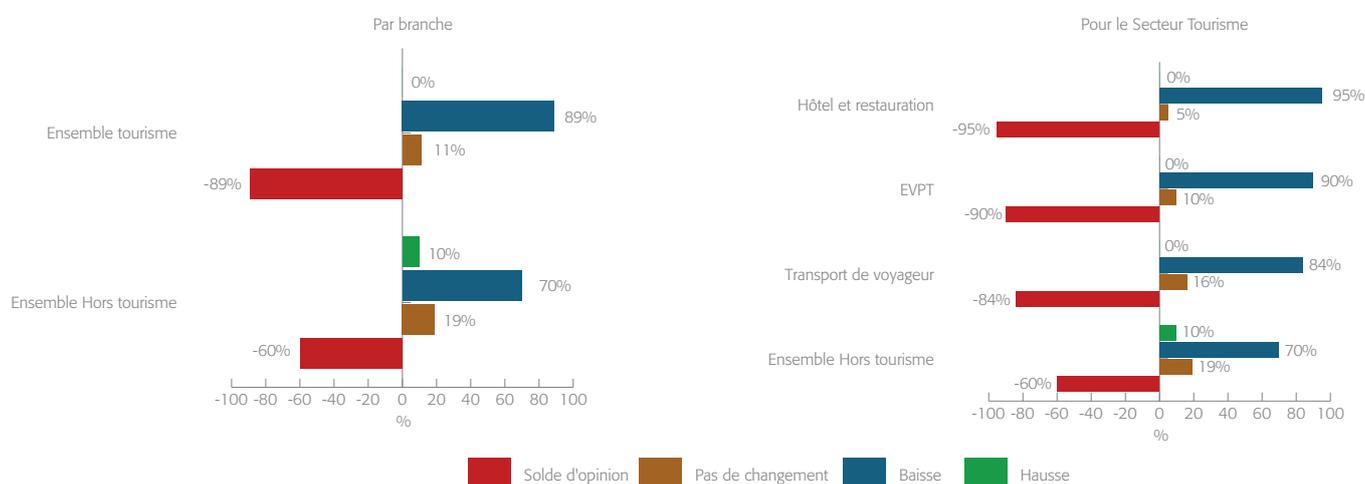
Contre toute attente, cette proportion est légèrement plus importante en zone « non confinée ». Les activités de ces zones « non confinées » dépendent en grande partie de la Capitale, Antananarivo, et du premier port du pays, Toamasina. Par ailleurs, ces villes constituent les plus grands centres économiques du pays.

GRAPHIQUE 13. EVOLUTION DE LA DEMANDE DE PRODUITS OU SERVICES SELON LES ZONES



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 14. EVOLUTION DE LA DEMANDE DE PRODUITS OU SERVICES DEPUIS LE 15 JANVIER SELON LES BRANCHES



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

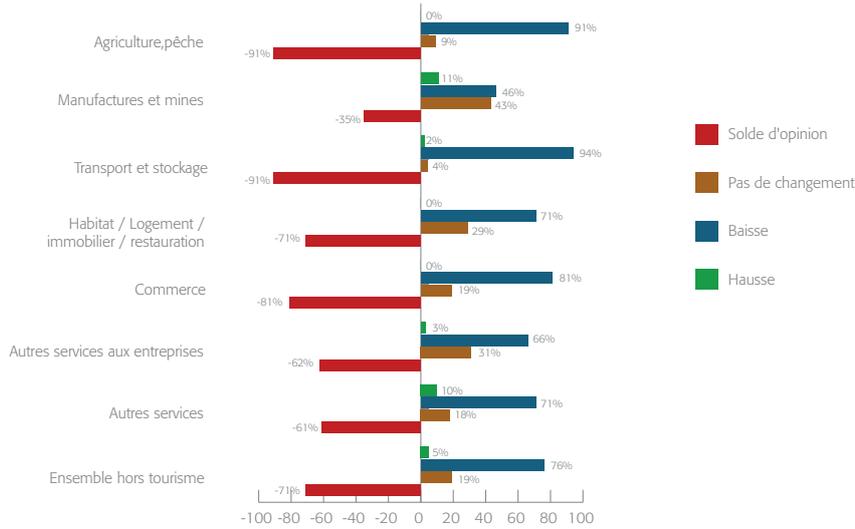


L'analyse par branche d'activités révèle que le tourisme est plus touché que les autres branches. La proportion des chefs d'entreprises, qui ont déclaré une baisse de la demande, du secteur Tourisme dépasse de 19 points celle des autres branches. Les « Hôtels et restaurants » sont les plus touchés.

Au niveau des entreprises constituées en société, à part le secteur du tourisme, la proportion des entreprises qui ont

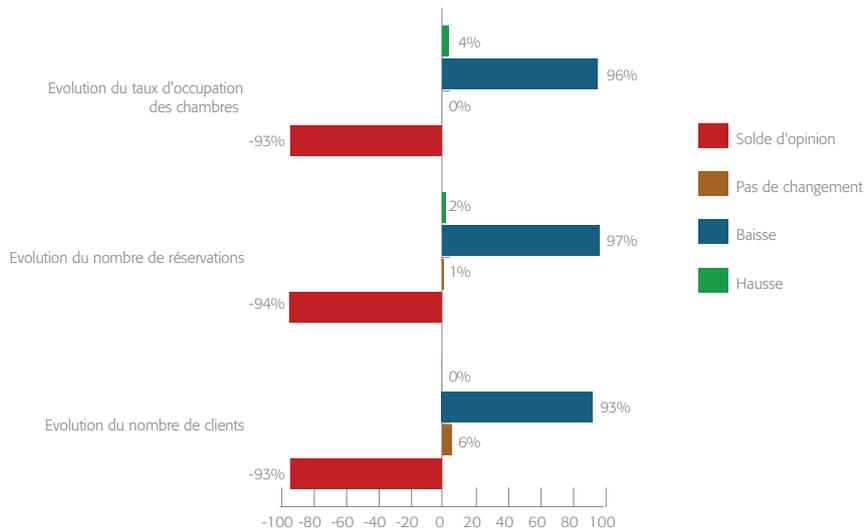
déclaré une baisse de la demande est la plus importante au niveau des branches «Commerce » (94%), « Agriculture, pêche » (91%) et «Habitat / Logement / immobilier / restauration » (81%). Néanmoins, les entreprises de la branche « Manufacture, mines » affichent une note positive, avec 54% qui n'ont pas enregistré de, dont 11% ont annoncé même une hausse de la demande

GRAPHIQUE 15. EVOLUTION DE LA DEMANDE DE PRODUITS OU SERVICES SELON LES BRANCHES HORS TOURISME POUR LES SA ET SARL



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 16. EVOLUTION DU TAUX D'OCCUPATION DES CHAMBRES, DU NOMBRE DE RÉSERVATION ET DU NOMBRE DE CLIENTS DU SECTEUR TOURISME DEPUIS LE 15 JANVIER 2020, COMPARÉ À LA MÊME PÉRIODE EN 2019



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUN-JUILLET 2020)

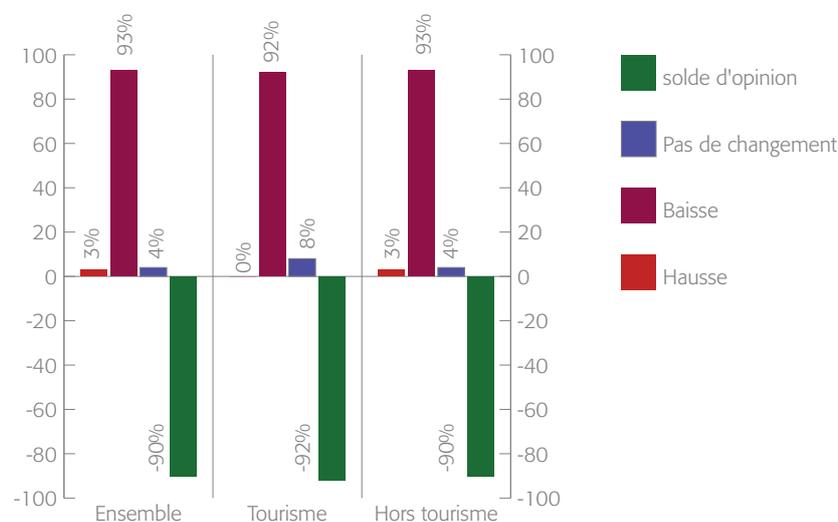
3.2.2. Choc de l'offre

En ce qui concerne l'offre, dans l'ensemble, 93% des entreprises ont affirmé avoir une baisse de la production. Le choc de l'offre est généralisé sur le territoire du pays.

Depuis le 15 janvier 2020, 93% des entreprises de la branche hors tourisme l'affirment contre 92% de la branche liée au

tourisme. Par ailleurs, seulement 3% des entreprises hors tourisme ont déclaré une hausse de la production.

GRAPHIQUE 17. EVOLUTION DE LA PRODUCTION DEPUIS LE 15 JANVIER SELON LA BRANCHE



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

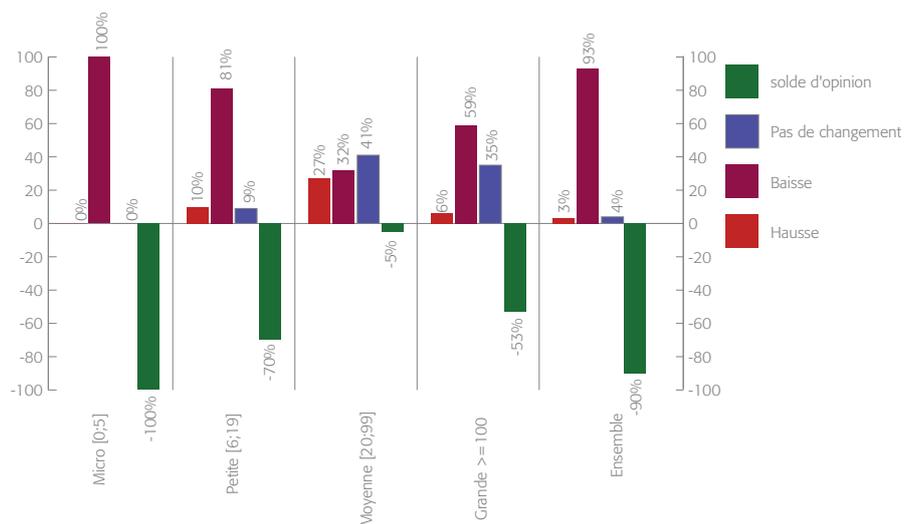
Toutefois, les moyennes entreprises ont affiché une autre tendance, avec 68% qui n'ont pas enregistré de baisse, dont 27% affirmant même une hausse.

services aux entreprises » (37,0% déclarant production en hausse), « manufacture, mines » (19,7%) et du « Commerce » (6,0%).

Cette hausse, enregistrée au niveau des moyennes entreprises, provient essentiellement des branches « autres

Par contre, 29% n'ont pas connu de baisse de la production pour les sociétés.

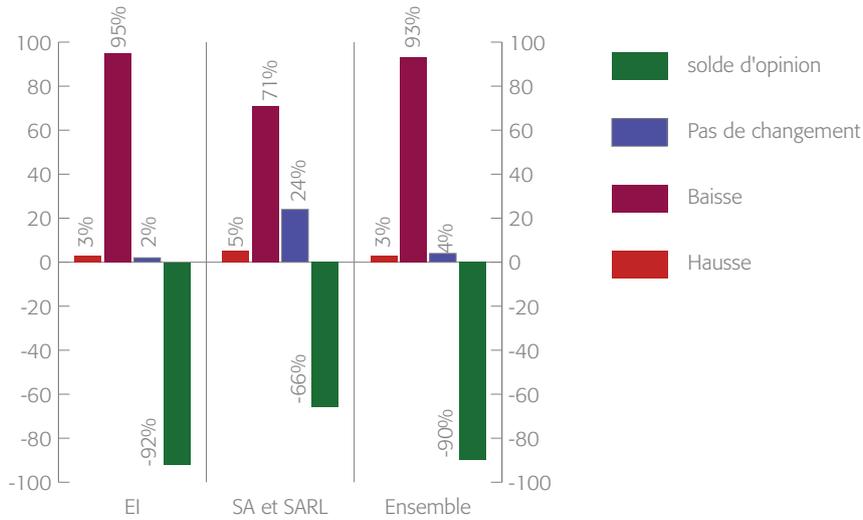
GRAPHIQUE 18:EVOLUTION DE LA PRODUCTION DEPUIS LE 15 JANVIER SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)



GRAPHIQUE 19. EVOLUTION DE LA PRODUCTION DEPUIS LE 15 JANVIER 2020 SELON LA FORME JURIDIQUE



SOURCE : ENQUETE D’EVALUATION DE L’IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUN-JUILLET 2020)

3.2.3. Les autres difficultés des entreprises

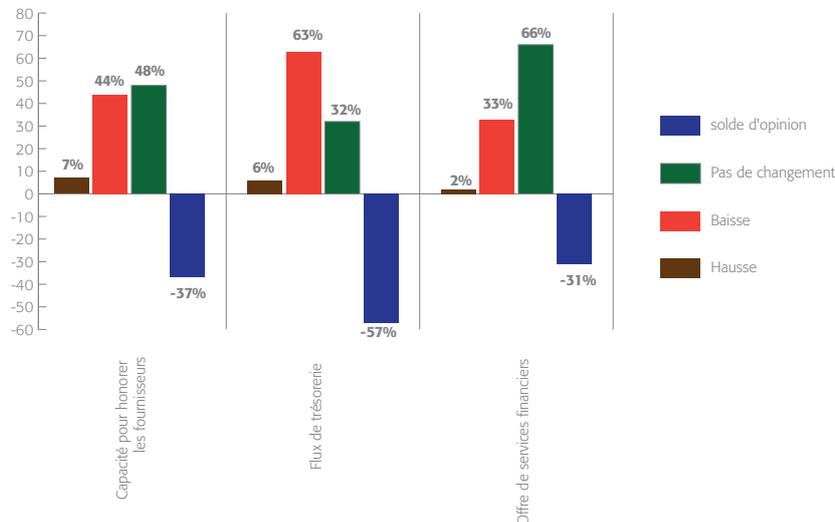
Mis à part le choc de la demande et de l’offre, l’enquête a permis de déceler des difficultés au niveau de la trésorerie des entreprises et de leur capacité à honorer leurs engagements. Concernant l’approvisionnement, le choc est moins intense. Par ailleurs, l’offre de service financier arrive encore à satisfaire une grande partie des entreprises.

Concernant la trésorerie, 63% des entreprises ont connu une détérioration sur la période d’étude. Tout comme la capacité à honorer les fournisseurs, cette situation est indépendante de la zone d’implantation, le fait que l’entreprise exerce dans le tourisme ou pas, la taille et la forme juridique de l’entreprise.

Depuis le 15 janvier 2020, 44% des entreprises ont présenté des difficultés à honorer leurs engagements. L’apparition de ce problème ne diffère pas selon la zone d’implantation, le fait que l’entreprise exerce dans le tourisme ou pas, la taille et la forme juridique de l’entreprise.

Par contre, l’offre des services financiers ne s’est détériorée que pour 33% des entreprises. L’accès au crédit pourrait être considéré comme une solution à court terme pour faire face au problème de trésorerie et le choc au niveau de la demande.

GRAPHIQUE 20. EVOLUTION DE LA CAPACITÉ POUR HONORER LES FOURNISSEURS, DES FLUX DE TRÉSORERIE ET DE L’OFFRE DE SERVICES FINANCIERS



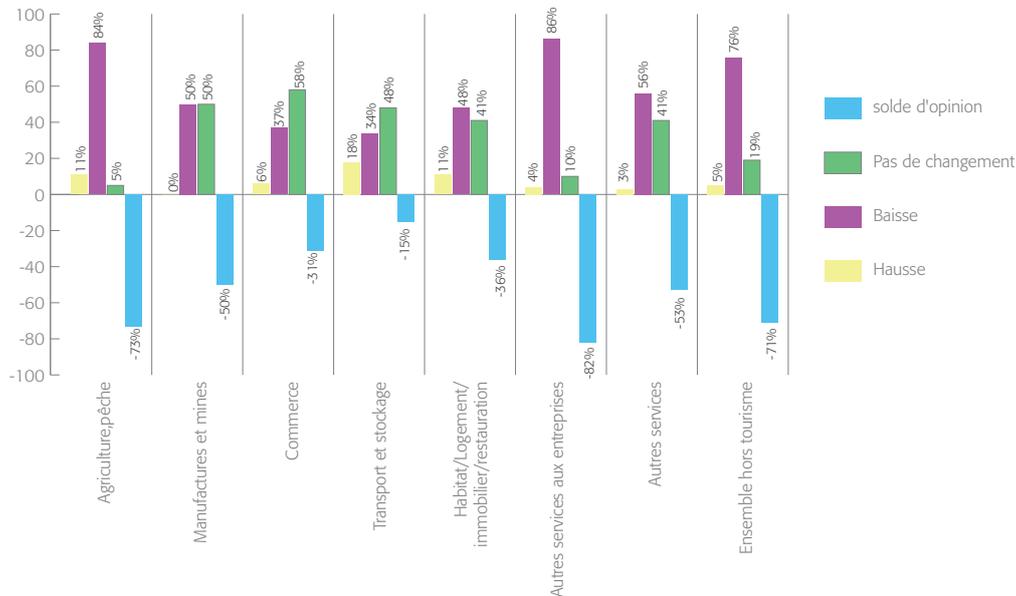
SOURCE : ENQUETE D’EVALUATION DE L’IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUN-JUILLET 2020)

Hors tourisme, si la situation des sociétés ne montre pas de différence significative, celle au niveau des EI le montre.

Selon les branches hors tourisme, 76% des EI ont eu des difficultés à honorer leurs engagements. Les branches

« Agriculture, pêche », « autres services aux entreprises » sont le plus touchées avec respectivement de 84% et de 86% des déclarants. Cependant, la branche « Transport et stockage » a connu une hausse pour 18% de ces entreprises.

GRAPHIQUE 21. EVOLUTION DE LA CAPACITÉ POUR HONORER LES FOURNISSEURS PAR BRANCHE HORS TOURISME POUR LES EI

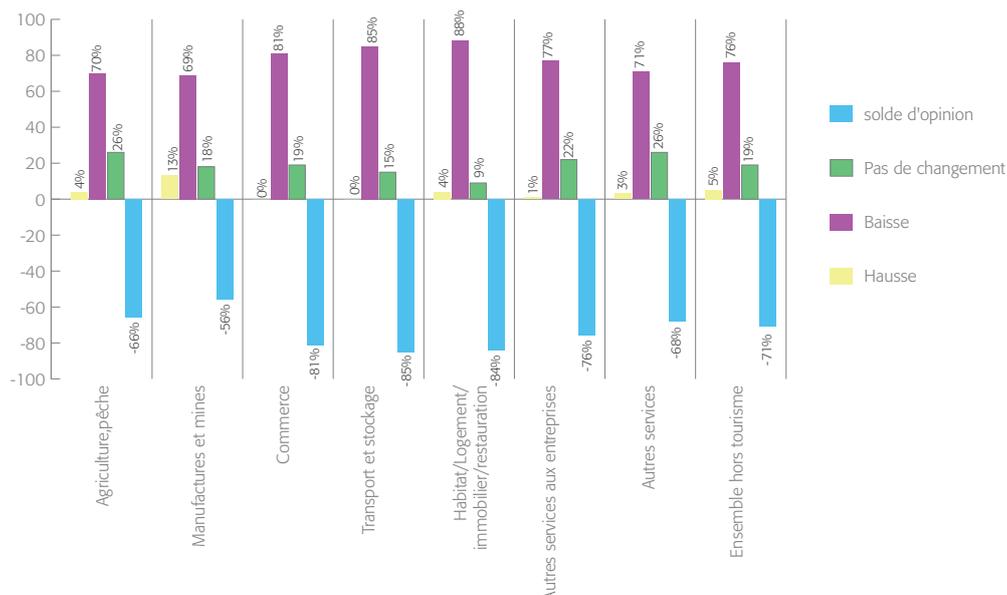


SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

En ce qui concerne la trésorerie, les branches « Habitat, logement, immobilier, restauration », « Transport et stockage » et « Commerce » sont les plus impactées avec plus de 80%

des EI le déclarent. Toutefois la branche liée aux « manufactures et mines » a enregistré une amélioration pour 13% de ces entreprises.

GRAPHIQUE 22. EVOLUTION DES FLUX DE TRÉSORERIE PAR BRANCHE HORS TOURISME POUR LES EI

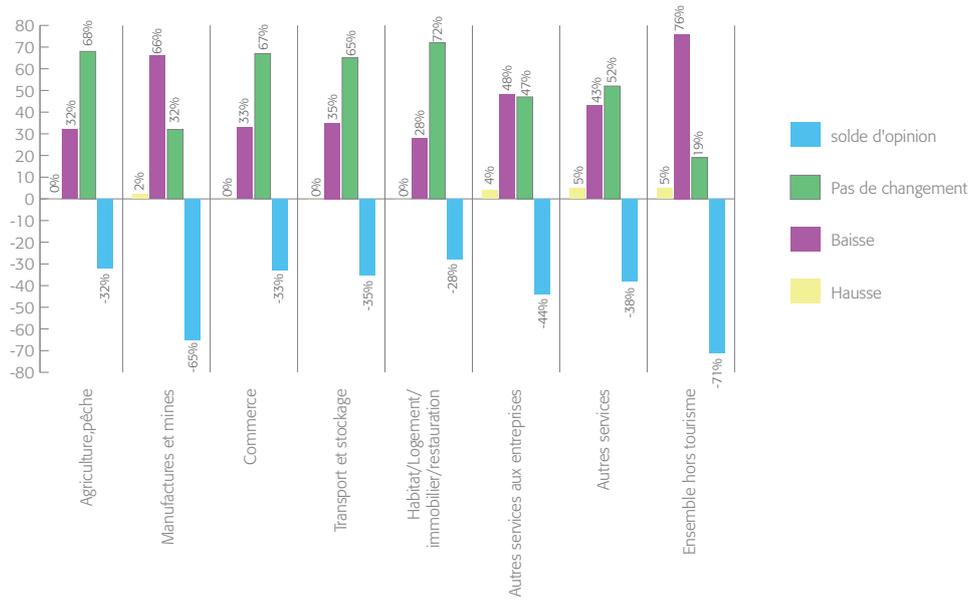


SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

Concernant les difficultés liées à l'offre de service financier, les EI de la branche « manufactures et mines » sont les plus affectées : 66% des entreprises EI de cette branche.



GRAPHIQUE 23. EVOLUTION DE L'OFFRE DE SERVICES FINANCIERS PAR BRANCHE HORS TOURISME POUR LES EI



SOURCE : ENQUETE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

Concernant les approvisionnements en matière de fourniture d'intrants, de matières premières ou de produits finis et de matériaux achetés pour la revente, l'analyse note également une perturbation :

36% des entreprises affirment une détérioration à ce niveau. Par ailleurs, 15% des entreprises enquêtées ont avancé que leurs approvisionnements se sont améliorés.

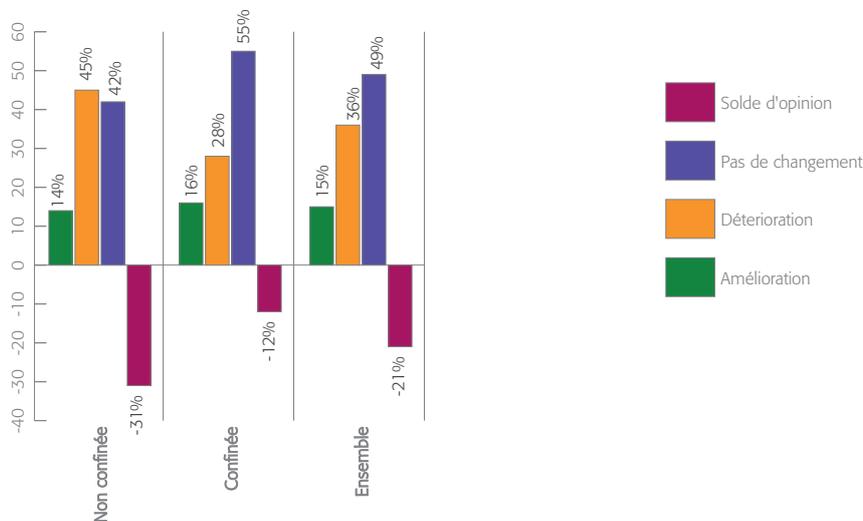
Selon les zones, 45% des entreprises situant dans la zone de non confinement ont subi une réduction des approvisionnements contre 28% dans la zone confinée. Cette

situation confirme la plaque tournante de la Capitale et de la ville du premier port de Madagascar en matière d'activités économiques.

Suivant la forme juridique, on note également la difficulté plus accrue des entreprises constituées en société, avec 44% le déclarent. Quelques entreprises individuelles (16%) ont constaté des améliorations au niveau des approvisionnements.

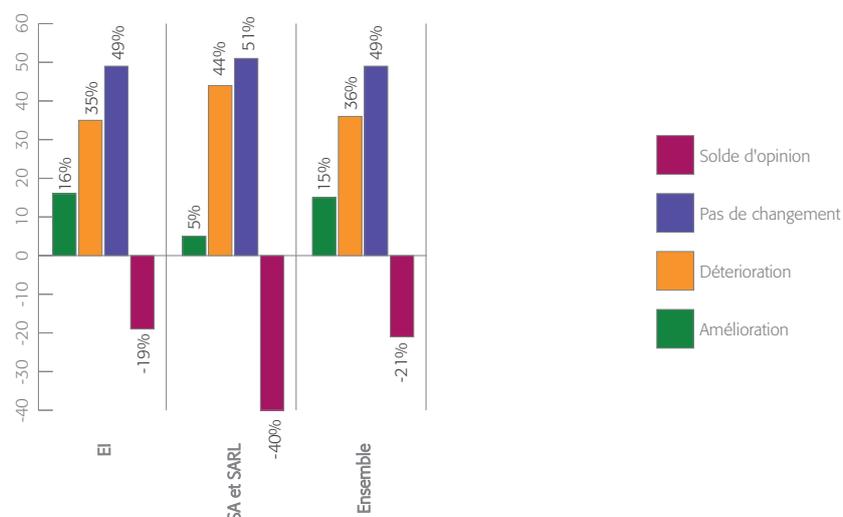
Les principaux problèmes sont l'indisponibilité et la hausse de coûts.

GRAPHIQUE 24. FOURNITURES D'INTRANTS, DE MATIÈRES PREMIÈRES OU DE PRODUITS FINIS ET DE MATÉRIAUX ACHETÉS POUR LA REVENTE PAR ZONE



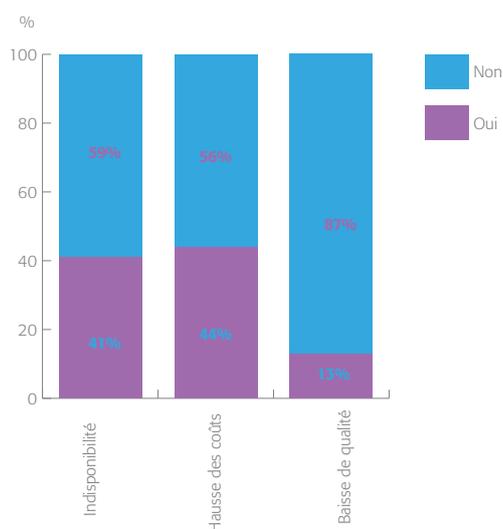
SOURCE : ENQUETE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 25. FOURNITURES D'INTRANTS, DE MATIÈRES PREMIÈRES OU DE PRODUITS FINIS ET DE MATÉRIAUX ACHETÉS POUR LA REVENTE PAR FORME JURIDIQUE



SOURCE : ENQUETE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 26. LES PROBLÈMES LIÉS À L'OFFRE D'INTRANTS, DE MATIÈRES PREMIÈRES OU DE BIENS À REVENDERE DEPUIS 15 JANVIER 2020



SOURCE : ENQUETE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

3.3. Impact sur les ventes

Les mesures pour lutter contre la propagation du virus et les différents chocs subis par les entreprises ont entraîné un

ralentissement de l'économie. A l'échelle de l'entreprise, les chocs se font ressentir immédiatement au niveau des ventes.

3.3.1. Opinion des entreprises sur le glissement annuel du chiffre d'affaires

Plus de 88% des entreprises déclarent que leur chiffre d'affaires du mois de Mai 2020 a baissé par rapport à la même période de l'année dernière.

La branche « tourisme » est la plus affectée avec 93,1% d'entreprises qui ont subi une baisse des ventes. Ce pourcentage est plus prononcé pour les hôtels et restauration ainsi que le transport des voyageurs. Le choc est plus amorti pour la branche « hors tourisme ».



Pour les secteurs d'activité hors tourisme, le secteur « manufacture et mines » comporte 95,2% d'entreprises déclarant la baisse du chiffre d'affaires. Ensuite, on a le secteur du commerce ainsi que le secteur « transport et stockage ».

En termes de taille d'entreprises, ce sont les micro-entreprises qui sont les plus touchées avec 88,7% affirmant la baisse du chiffre d'affaires, suivi des moyennes entreprises avec 87,4% qui déclarent que leurs ventes ont baissé.

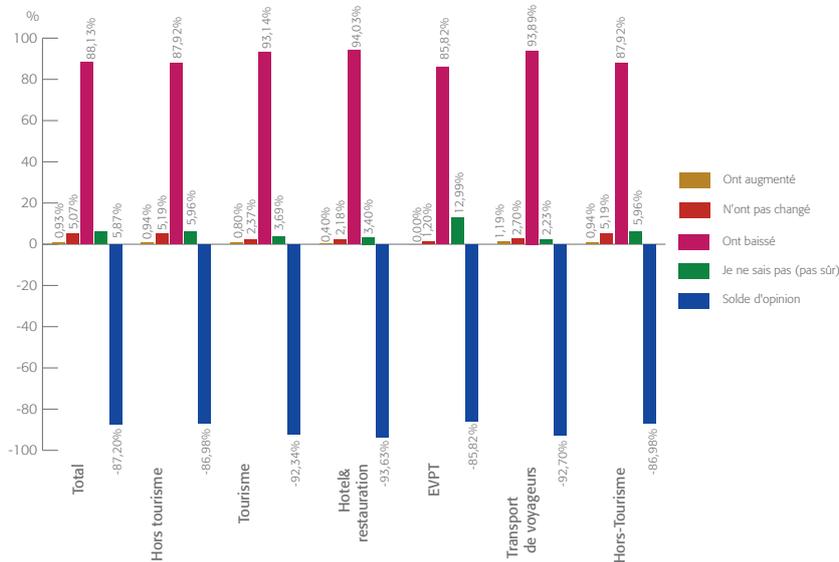
Selon la forme juridique, les sociétés sont plus résistantes que les entreprises individuelles.

Les entreprises de la zone confinée sont plus affectées (89,7% ont déclaré la baisse du CA) que celles de la zone non confinée (86,1%).

En analysant par la fourchette du chiffre d'affaires en 2019, on constate que 53,9% des entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 4 milliards d'Ariary affirment que leurs ventes ont baissé contre 88,5% pour les entreprises dont le chiffre d'affaires en 2019 ne dépassent pas 200 millions d'Ariary.

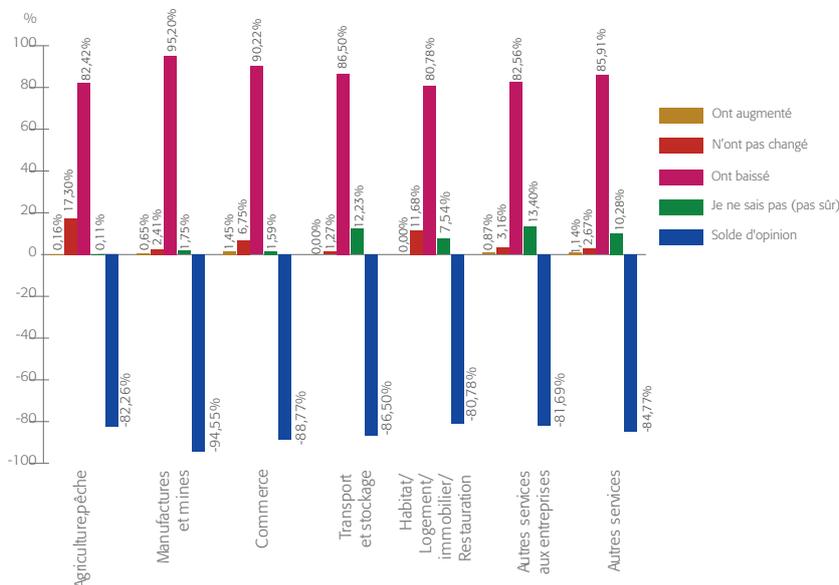
Les échanges internationaux tels que l'approvisionnement international et les exportations sont perturbés pendant cette crise. Les effets sont constatés sur le chiffre d'affaires des entreprises d'exportation. Pour les PME et les Grandes entreprises, environ 77% déclarent la baisse du chiffre d'affaires.

GRAPHIQUE 27. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ



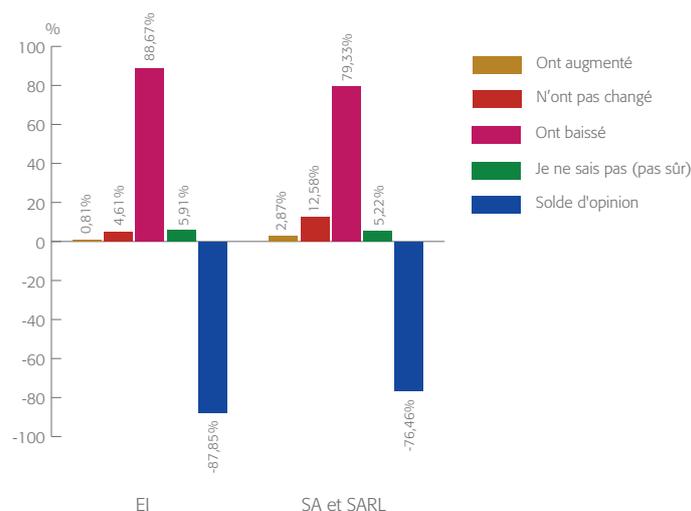
SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 28. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 POUR LES SECTEURS D'ACTIVITÉ HORS TOURISME



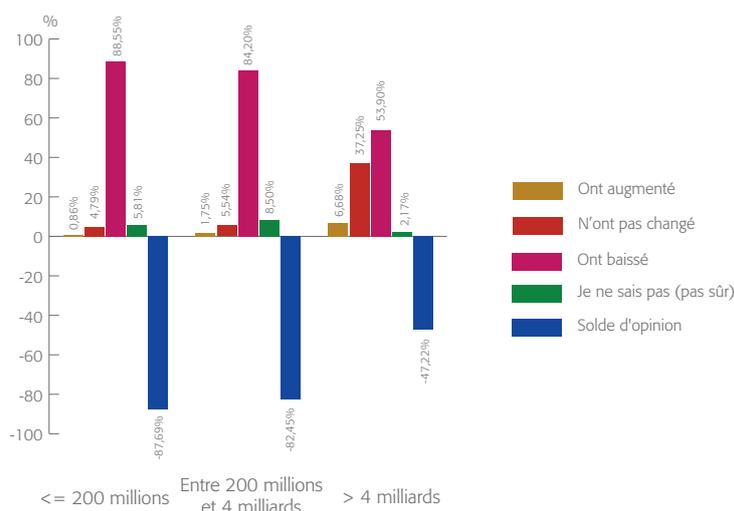
SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 29. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA FORME JURIDIQUE



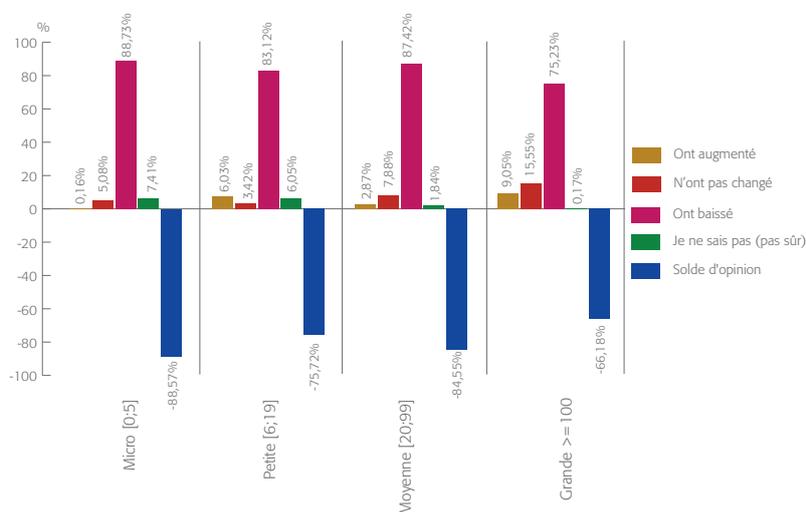
SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 30. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA CATÉGORIE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2019



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

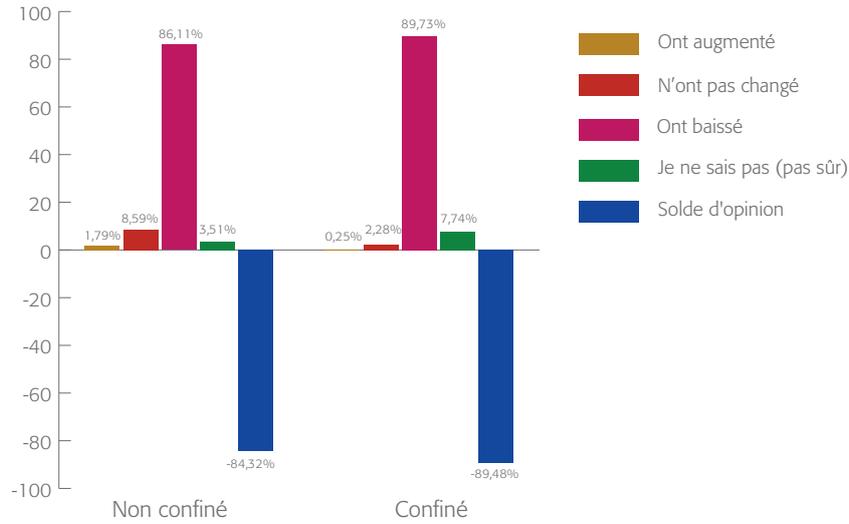
GRAPHIQUE 31. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

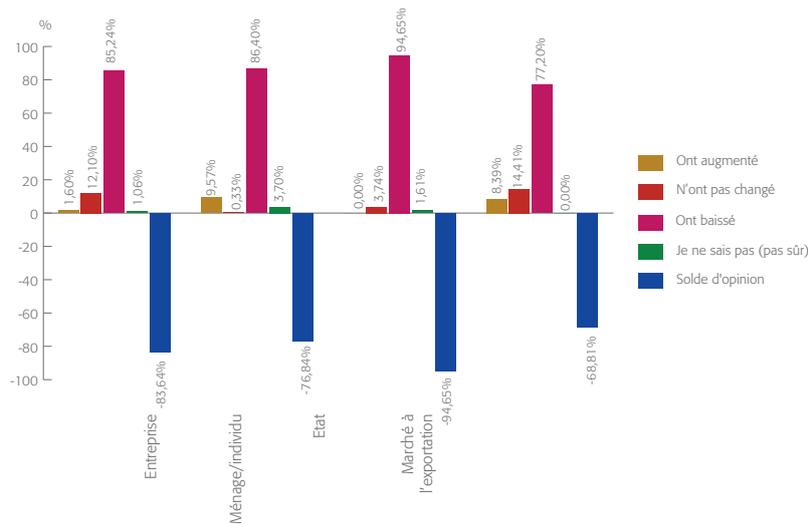


GRAPHIQUE 32. EVOLUTION DU CHIFFRE D’AFFAIRES DE MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA ZONE



SOURCE : ENQUETE D’EVALUATION DE L’IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 33. EVOLUTION DU CHIFFRE D’AFFAIRES DE MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA PRINCIPALE CLIENTÈLE



SOURCE : ENQUETE D’EVALUATION DE L’IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

3.3.2. Glissement annuel du chiffre d’affaires

Pour mieux cerner l’impact de la crise sur les ventes, on va analyser le glissement annuel du chiffre d’affaires du mois de Mai.

Le chiffre d’affaires du mois de Mai a diminué de 46,9% par rapport à la même période de l’année dernière soit une baisse de 3 394 milliards d’Ariary en valeur. Cette perte en valeur provient essentiellement des entreprises exerçant dans les zones confinées (97,5% de la baisse en valeur), et des sociétés (93,3%).

Sous l’angle de l’intensité de la perte, la proportion par rapport à la valeur produite à la même période de l’année 2019, l’effet de la crise est plus intense pour les entreprises du

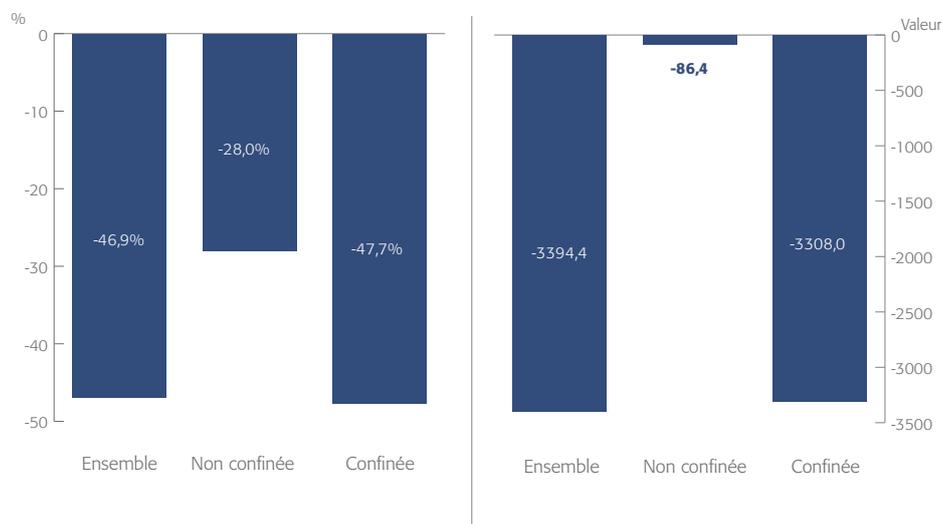
secteur tourisme et les entreprises individuelles. La perte est estimée à 91,3% au niveau des entreprises du secteur tourisme, et 65,1% pour les entreprises individuelles. Cette situation met en évidence l’essoufflement du secteur tourisme et la précarité des entreprises non constituées en société.

Particulièrement pour le secteur touristique, ce sont les hôtels et restauration qui accusent la plus forte baisse, suivi des EVPT.

Selon la taille, ce sont surtout les micro-entreprises qui sont affectées par la baisse des ventes (baisse de 84,4%), suivi par les grandes entreprises qui ont connu une chute de 68,2% de leur chiffre d’affaires.

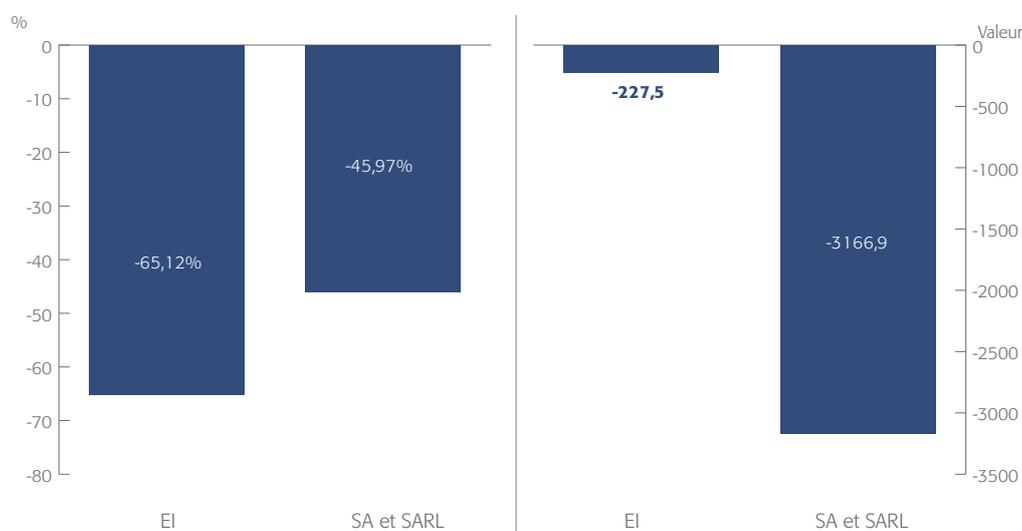
Selon la tranche du chiffre d'affaires en 2019, les entreprises de la tranche intermédiaire ayant un chiffre d'affaires entre 200 millions et 4 milliards d'Ariary ont subi la plus forte baisse soit 51,2% comparées aux entreprises des autres tranches.

GRAPHIQUE 34. VARIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA ZONE (EN POURCENTAGE À GAUCHE, EN MILLIARDS D'ARIARY À DROITE)



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

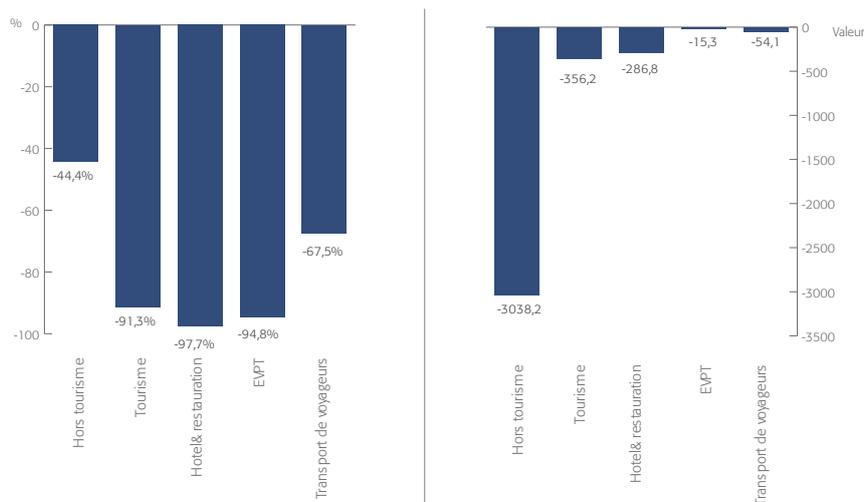
GRAPHIQUE 35. VARIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA FORME JURIDIQUE (EN POURCENTAGE À GAUCHE, EN MILLIARDS D'ARIARY À DROITE)



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

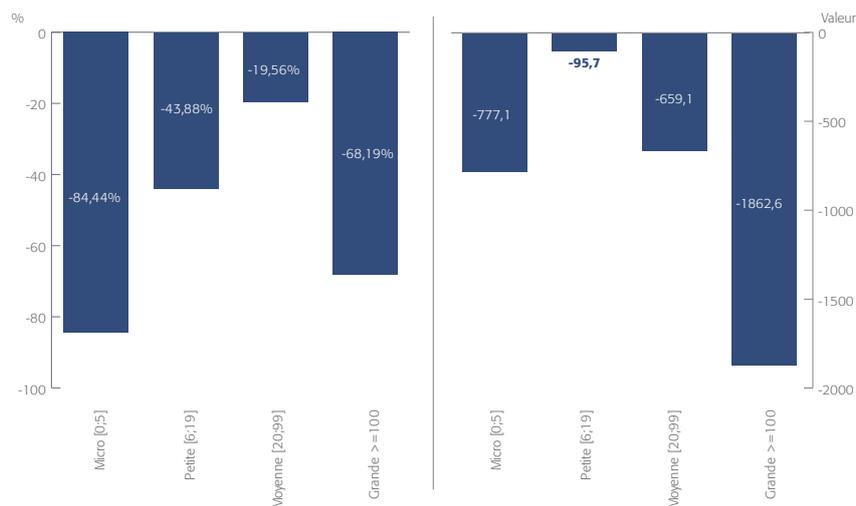


GRAPHIQUE 36. VARIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ (EN POURCENTAGE À GAUCHE, EN MILLIARDS D'ARIARY À DROITE)



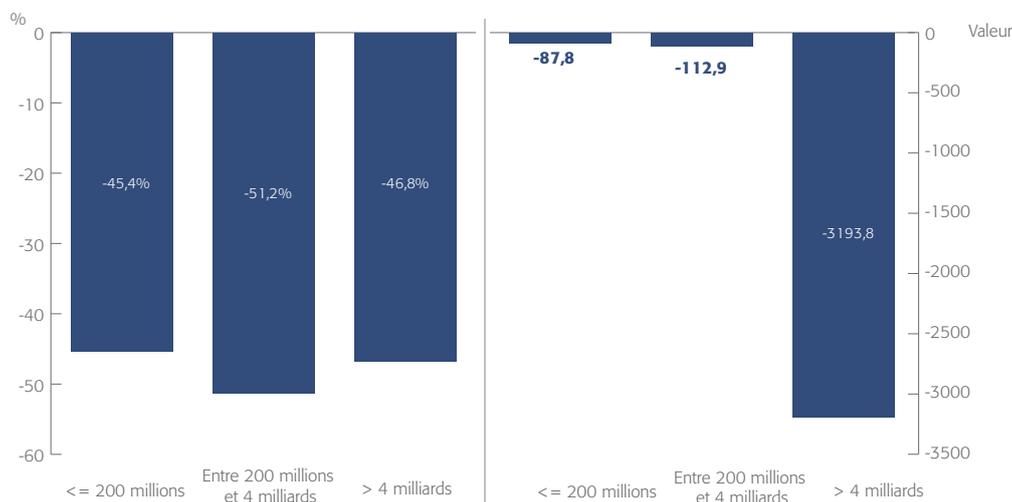
SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 37. VARIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA TAILLE (EN POURCENTAGE À GAUCHE, EN MILLIARDS D'ARIARY À DROITE)



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 38. VARIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE MAI 2020 PAR RAPPORT À MAI 2019 SELON LA FOURCHETTE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2019 (EN POURCENTAGE À GAUCHE, EN MILLIARDS D'ARIARY À DROITE)



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

3.3.3. Caractéristiques des entreprises dont le chiffre d'affaires a augmenté

Malgré la crise, certaines entreprises sont quand même parvenues à augmenter leur chiffre d'affaires du mois de Mai 2020 par rapport à la même période de l'année dernière. Mais elles constituent seulement 0,93% des entreprises de Madagascar.

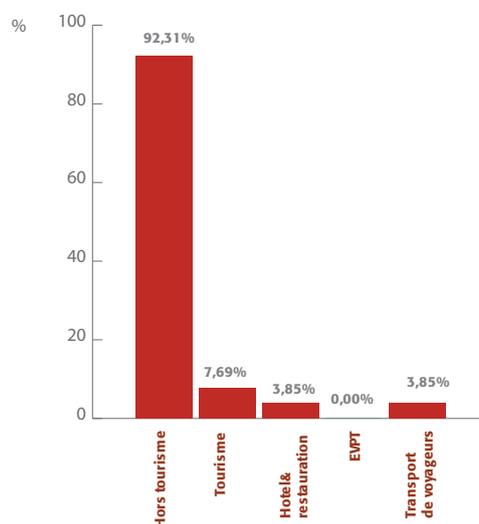
Plus de la moitié de ces entreprises ont eu un chiffre d'affaires de plus de 4 milliards d'Ariary en 2019. La majorité étant des entreprises de taille moyenne (34,6%) et des grandes entreprises (30,7%) qui constituent ensemble 65,3% de ces entreprises résilientes à la crise.

Ces entreprises sont toutes ouvertes ou opérationnelles, 35% d'entre elles étant ouvertes partiellement.

Plus de 59% d'entre elles ont utilisé l'internet, les réseaux sociaux, des applications spécialisées ou des plateformes digitales en réponse au déclenchement de la covid-19, dont 50% qui les ont déjà utilisés avant et en ont augmenté l'utilisation.

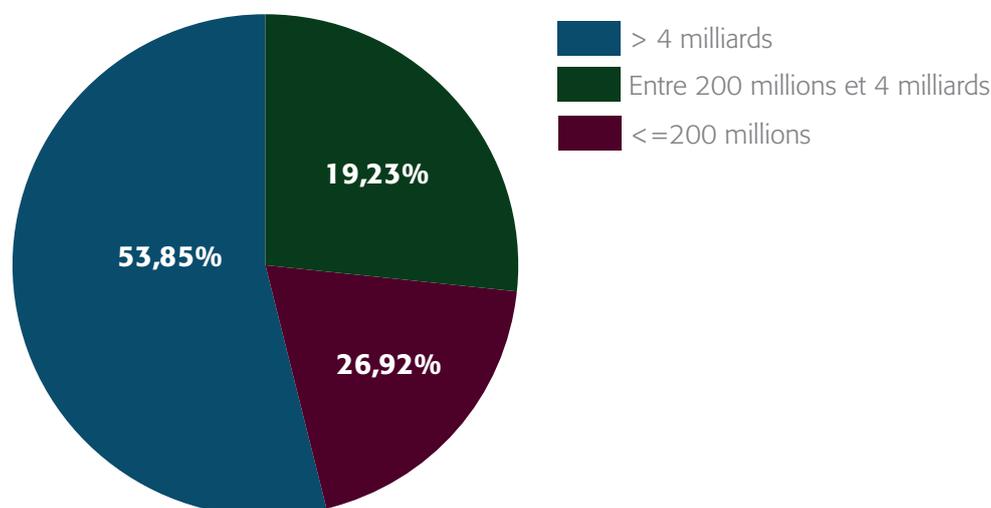
Enfin, plus de la moitié des macro-entreprises dont le chiffre d'affaires a augmenté déclarent que la proportion de leurs ventes utilisant les plateformes numériques au cours des 30 jours précédant l'enquête ont augmenté.

GRAPHIQUE 39. POURCENTAGE DES ENTREPRISES DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES A AUGMENTÉ SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

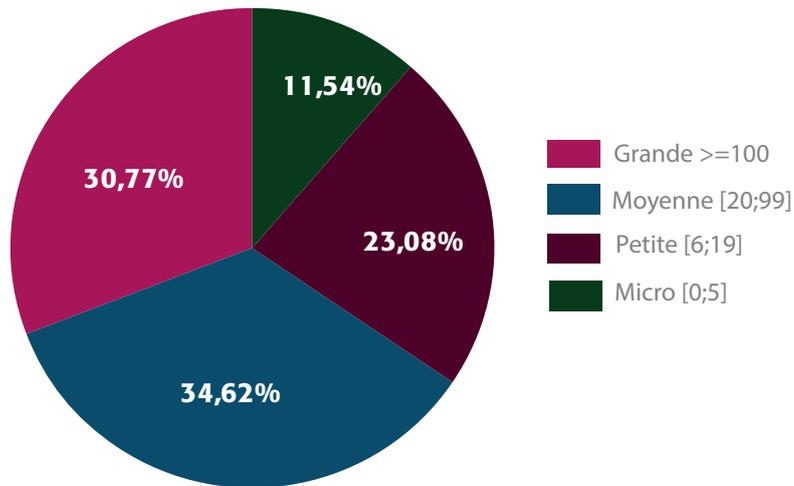
GRAPHIQUE 40. POURCENTAGE DES ENTREPRISES DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES A AUGMENTÉ SELON LA TRANCHE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2019



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

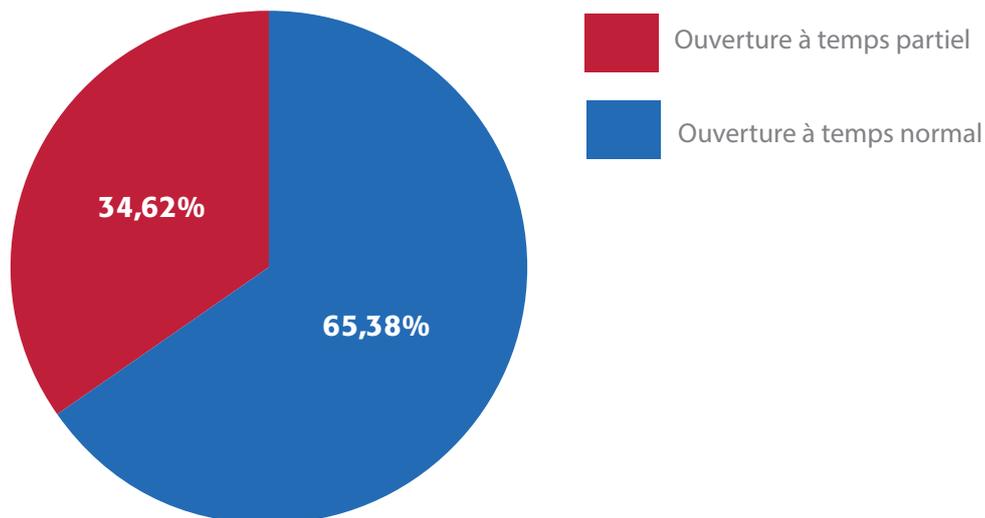


GRAPHIQUE 41. POURCENTAGE DES ENTREPRISES DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES A AUGMENTÉ SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE



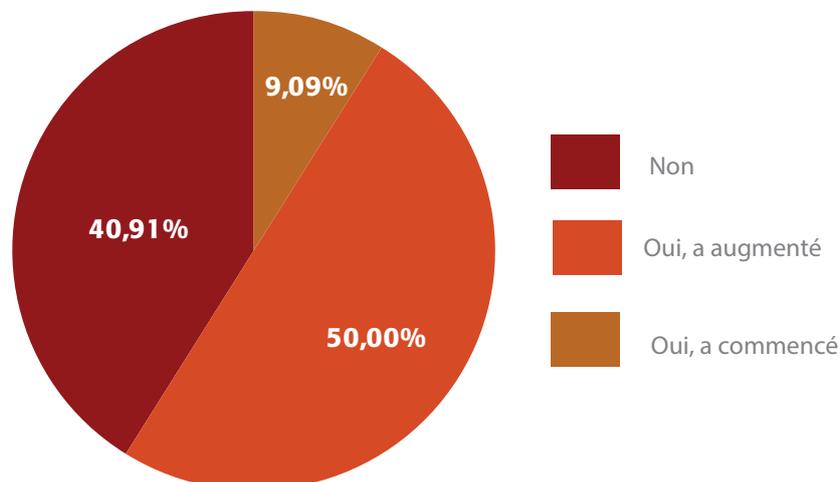
SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 42. POURCENTAGE DES ENTREPRISES DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES A AUGMENTÉ SELON LA SITUATION DE L'ENTREPRISE AU MOMENT DE L'ENQUÊTE



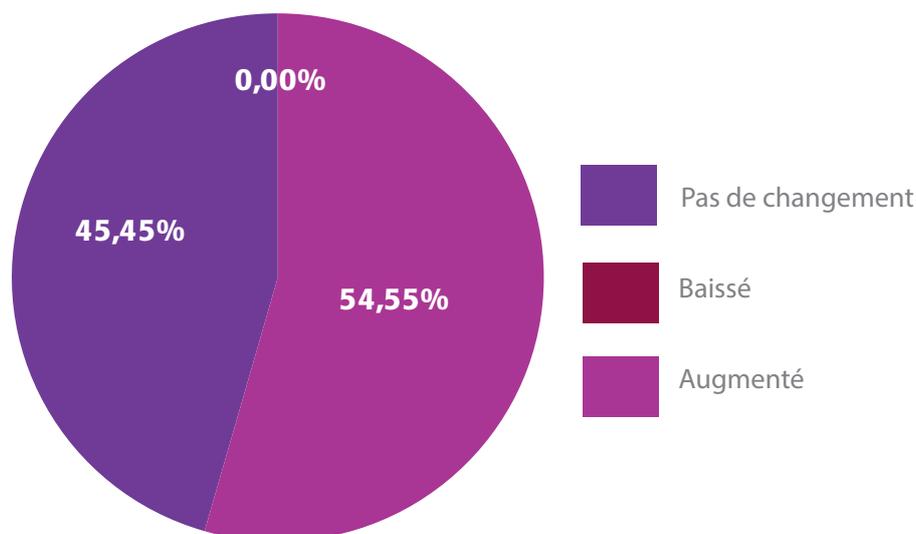
SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 43. POURCENTAGE DES ENTREPRISES DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES A AUGMENTÉ SELON L'UTILISATION DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 44. POURCENTAGE DES ENTREPRISES DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES A AUGMENTÉ SELON L'ÉVOLUTION DE LA PROPORTION DE LEURS VENTES UTILISANT LES PLATEFORMES NUMÉRIQUES AU COURS DES 30 JOURS PRÉCÉDANT L'ENQUÊTE



SOURCE : ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

3.4. Impact sur l'emploi

Cette section concerne les entreprises de plus de 5 salariés et fait ressortir l'incidence de la crise sanitaire sur l'emploi au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête, notamment

les pertes d'emploi et la réduction du nombre d'heures de travail. Les embauches et les augmentations horaires seront également abordées.

3.4.1. Les pertes d'emploi

Dans cette sous-section, on considère comme perte d'emploi les licenciements, les congés ou chômages techniques, et les départs volontaires.

Pour l'ensemble des entreprises, 17,0% des emplois (soit 91 593 emplois) ont été perdus au cours des 30 jours précédant l'enquête. Seulement 0,5 % des employés (soit 2 828 employés) ont quitté leur travail à choix.

La branche hors tourisme est la plus concernée avec un taux de déperdition de 17,8% contre 12,2% pour la branche touristique.

Selon le statut juridique des entreprises, les employés des sociétés sont plus touchés par la perte d'emploi (perte de

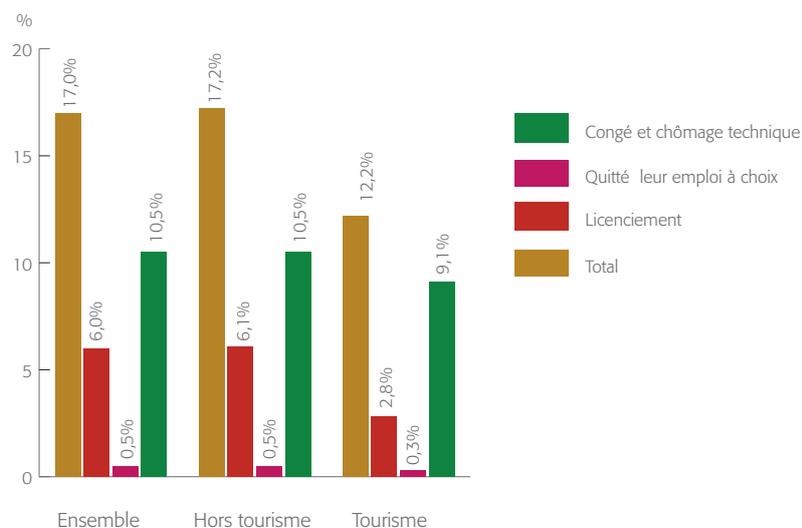
17,8% dont 15,3% en congé ou chômage technique). Les entreprises individuelles ont plus opté pour le licenciement qui concerne 14,5% de leurs employés.

On observe la même tendance selon la taille : les grandes entreprises ont préféré envoyer certains de leurs employés en congé ou en chômage technique (16% des employés) tandis que les petites entreprises ont dû procéder au licenciement de 13,3% de leurs employés.

De même, selon la tranche du chiffre d'affaires en 2019, le licenciement concerne 13,6% des employés des entreprises de la tranche inférieure alors que les autres entreprises des tranches intermédiaire et supérieure ont plus opté pour le congé ou chômage technique.

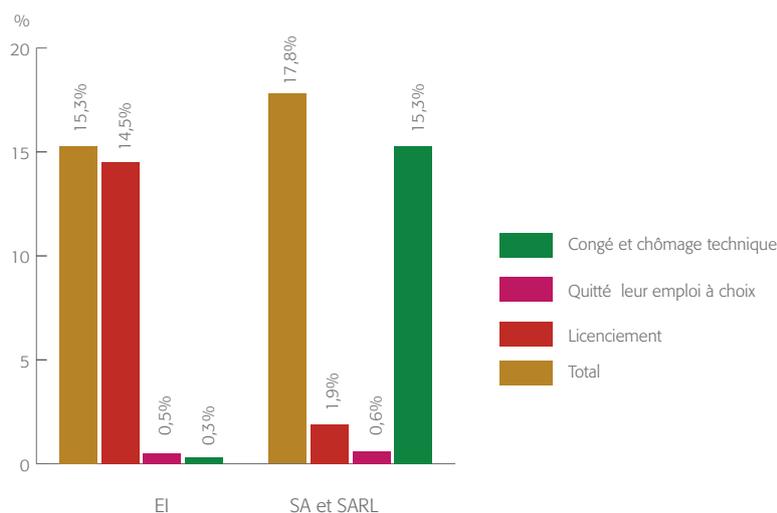


GRAPHIQUE 45. POURCENTAGE D'EMPLOYÉS QUI ONT PERDU OU QUITTÉ LEUR EMPLOI SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ



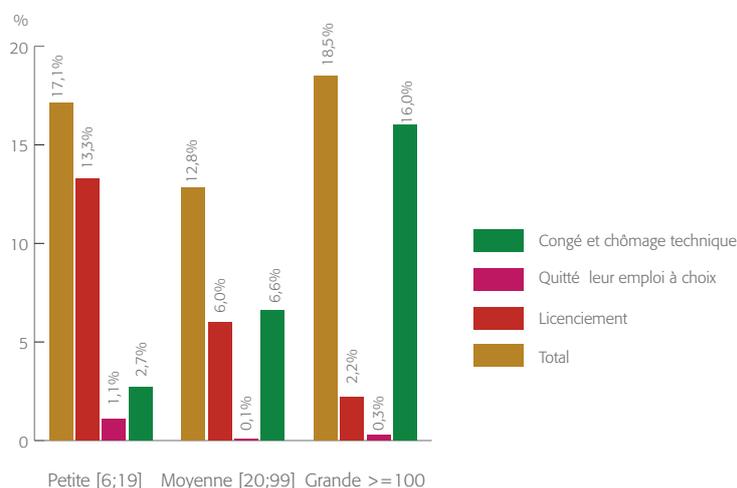
SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 46. POURCENTAGE D'EMPLOYÉS QUI ONT PERDU OU QUITTÉ LEUR EMPLOI SELON LA FORME JURIDIQUE



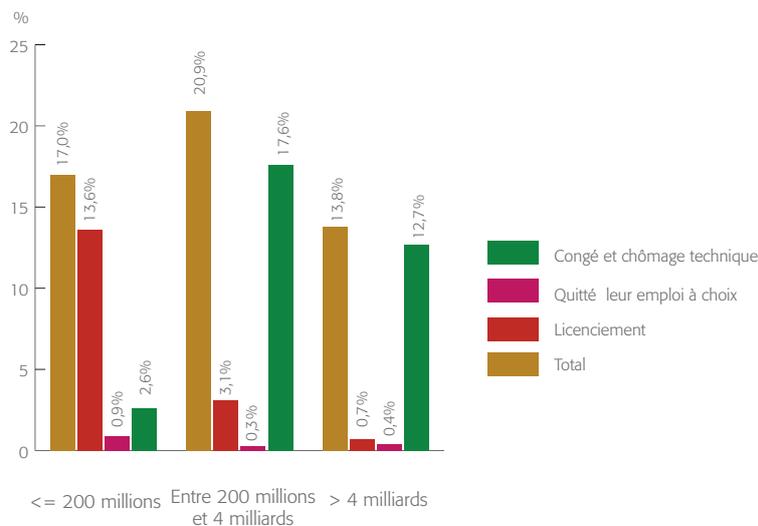
SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 47. POURCENTAGE D'EMPLOYÉS QUI ONT PERDU OU QUITTÉ LEUR EMPLOI SELON LA TAILLE



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 48. POURCENTAGE D'EMPLOYÉS QUI ONT PERDU OU QUITTÉ LEUR EMPLOI SELON LA TRANCHE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2019



SOURCE : ENQUETE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUN-JUILLET 2020)

3.4.2. Réduction du nombre d'heures de travail

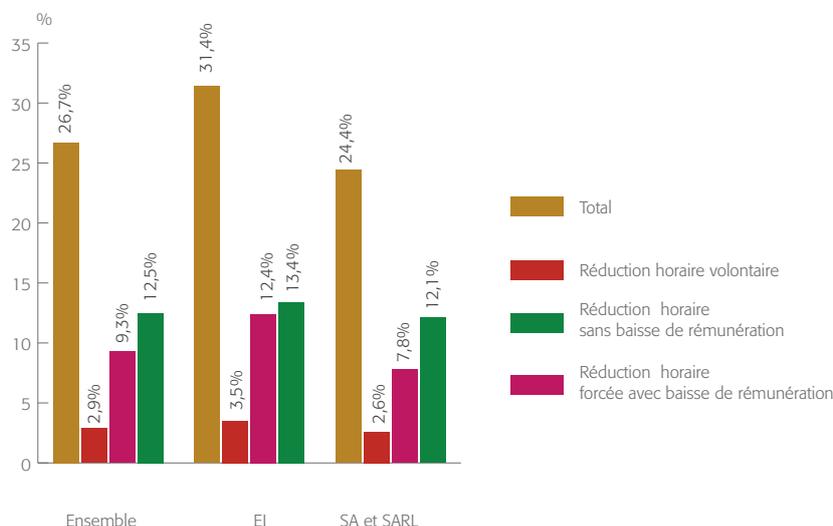
En dehors des pertes d'emploi, les entreprises se sont trouvées également dans une situation où la réduction du nombre d'heures de travail s'imposait. On entend par réduction les trois cas suivants : i) réduction d'horaire avec baisse de rémunération, ii) réduction d'horaire sans baisse de rémunération et iii) réduction volontaire d'horaire.

Dans l'ensemble, le choix des entreprises montre un effort de préserver les revenus des employés durant cette période de crise. Parmi les 26,7% des employés concernés par la réduction d'horaire, 47% n'ont pas enregistré une baisse de rémunération. Par ailleurs, la réduction volontaire ne concerne que 2,9% des employés.

Les sociétés sont moins favorables à cette mesure de diminution d'heures de travail que les entreprises individuelles. Cela peut s'expliquer par la baisse conséquente du chiffre d'affaires des entreprises individuelles vu qu'elles ont aussi plus opté pour le licenciement tel mentionné plus haut.

En analysant par tranche du chiffre d'affaires, les entreprises de la tranche inférieure ont réduit le nombre d'heures de travail de 33,8% de leurs employés dont 15% sans baisse de rémunération. Par contre, les entreprises de la tranche intermédiaire ont plus opté pour la diminution avec baisse de rémunération : 18,5% des employés concernés par la réduction d'horaires dont 10,3% avec baisse de rémunération.

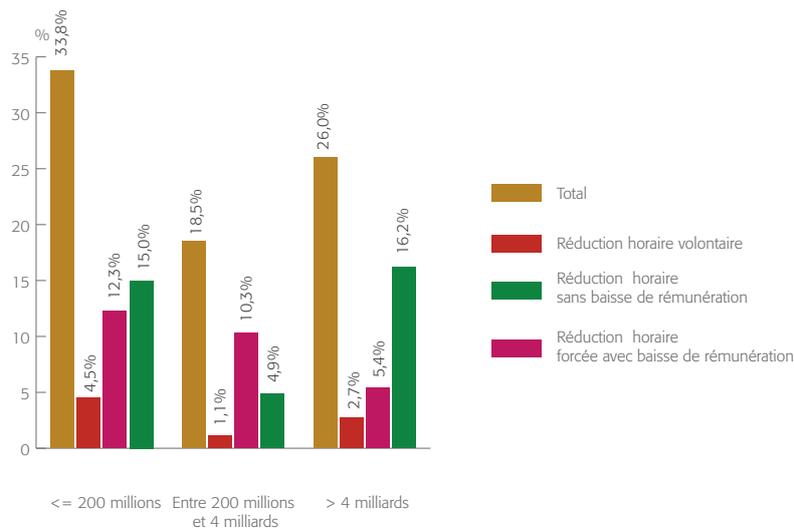
GRAPHIQUE 49. TAUX DE RÉDUCTION HORAIRE SELON LA FORME JURIDIQUE



SOURCE : ENQUETE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUN-JUILLET 2020)



GRAPHIQUE 50. TAUX DE RÉDUCTION HORAIRE SELON LA TRANCHE DU CHIFFRE D'AFFAIRES



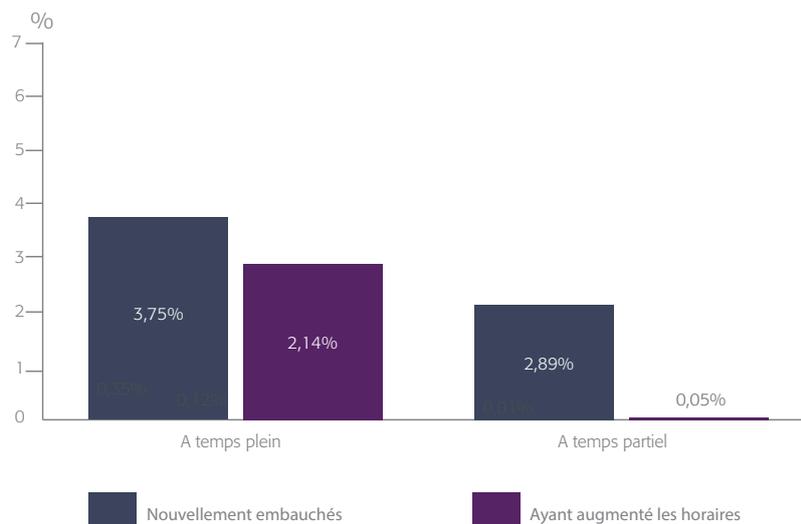
SOURCE : ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRÈS DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUN-JUILLET 2020)

3.4.3. Embauche et augmentation d'horaire de travail

Malgré le déclenchement de la covid-19 à Madagascar, on a observé que certaines entreprises de plus de 5 employés ont pu augmenter le nombre des salariés notamment des employés à plein temps. Ainsi, les taux sont respectivement de 3,8% pour les employés à plein temps nouvellement embauchés et 2,9% pour ceux qui ont augmenté les horaires

de travail. Si les entreprises dans le secteur du transport et stockage ont augmenté les horaires des employés à plein temps avec un taux de 18,84%, celles dans le secteur de la manufacture ont embauché des nouveaux employés avec un taux de 12,57%.

GRAPHIQUE 51. POURCENTAGE DES EMPLOYÉS NOUVELLEMENT EMBAUCHÉS ET DE CEUX QUI ONT AUGMENTÉ LES HORAIRES DE TRAVAIL AU SEIN DES MACRO-ENTREPRISES

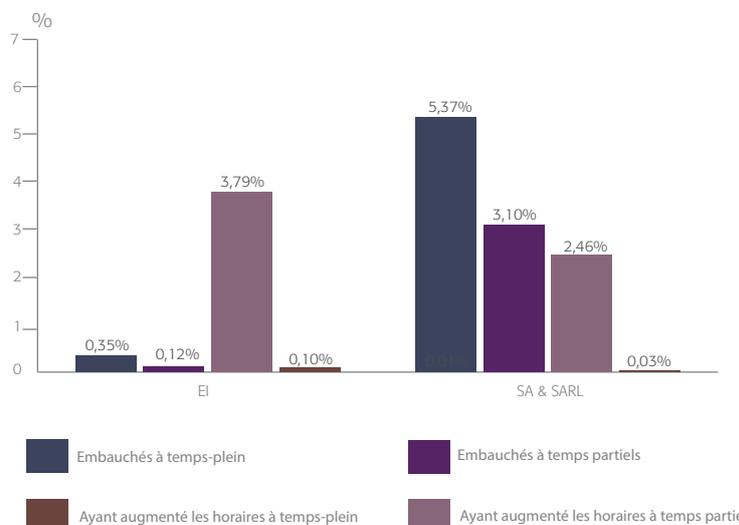


SOURCE : INSTAT/ DSE/ ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DE LA COVID 19 AUPRÈS DES ENTREPRISES, JUIN 2020.

L'enquête a révélé des embauches surtout au niveau des entreprises de type SA et SARL : 5,37% l'effectif des employés à temps plein. Pour les entreprises de type EI, 3,8% des employés à temps plein ont augmenté leurs horaires de

travail. Cependant, le taux d'augmentation des horaires de travail à temps partiel est très faible tant pour le type EI que pour le type SA et SARL.

GRAPHIQUE 52. POURCENTAGE DES EMPLOYÉS NOUVELLEMENT EMBAUCHÉS ET DE CEUX QUI ONT AUGMENTÉ LES HORAIRES DE TRAVAIL AU SEIN DES MACRO-ENTREPRISES SELON LA FORME JURIDIQUE

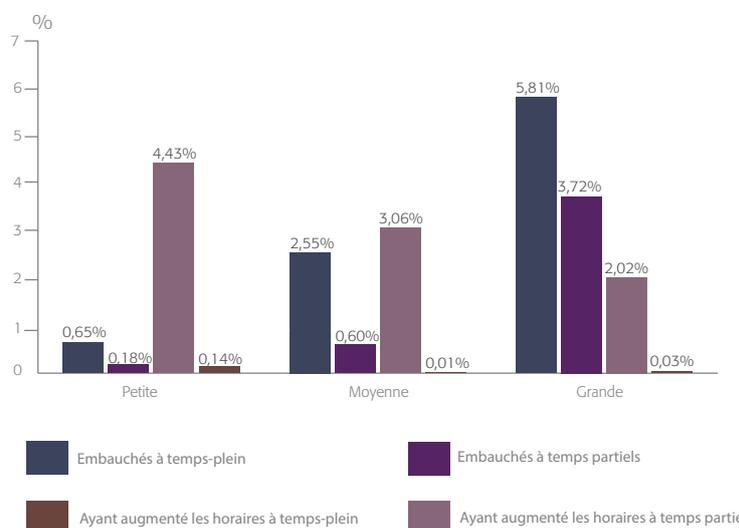


SOURCE : INSTAT/ DSE/ ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DE LA COVID 19 AUPRÈS DES ENTREPRISES, JUIN 2020.

Selon la taille des entreprises, les grandes entreprises ont plutôt procédé à l'embauche. Tandis que les petites entreprises ont favorisé l'augmentation des horaires de travail des

employés à temps plein. Par ailleurs, les moyennes entreprises se distinguent par le fait de procéder à l'embauche et l'augmentation d'heure des employés à temps plein.

GRAPHIQUE 53. POURCENTAGE DES EMPLOYÉS NOUVELLEMENT EMBAUCHÉS ET DE CEUX QUI ONT AUGMENTÉ LES HORAIRES DE TRAVAIL AU SEIN DES MACRO-ENTREPRISES SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

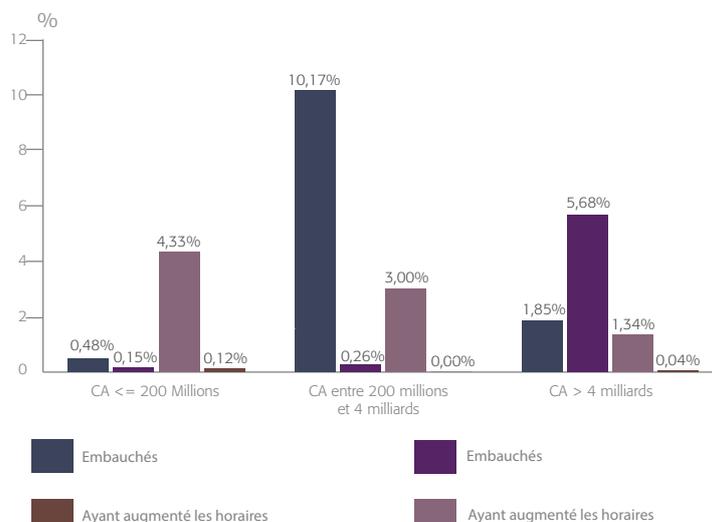


SOURCE : INSTAT/ DSE/ ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DE LA COVID 19 AUPRÈS DES ENTREPRISES, JUIN 2020.

L'analyse selon la tranche de CA révèle que l'embauche concerne surtout les entreprises ayant un CA entre 200 millions d'ariary et 4 milliards d'ariary.



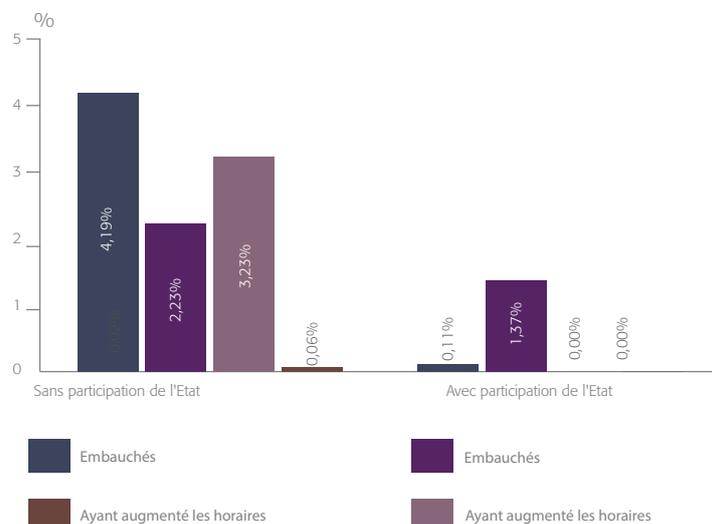
GRAPHIQUE 54. POURCENTAGE DES EMPLOYÉS NOUVELLEMENT EMBAUCHÉS ET DE CEUX QUI ONT AUGMENTÉ LES HORAIRES DE TRAVAIL AU SEIN DES MACRO-ENTREPRISES SELON LA FOURCHETTE DU CHIFFRE D'AFFAIRES



SOURCE : INSTAT/ DSE/ ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DE LA COVID 19 AUPRÈS DES ENTREPRISES, JUIN 2020.

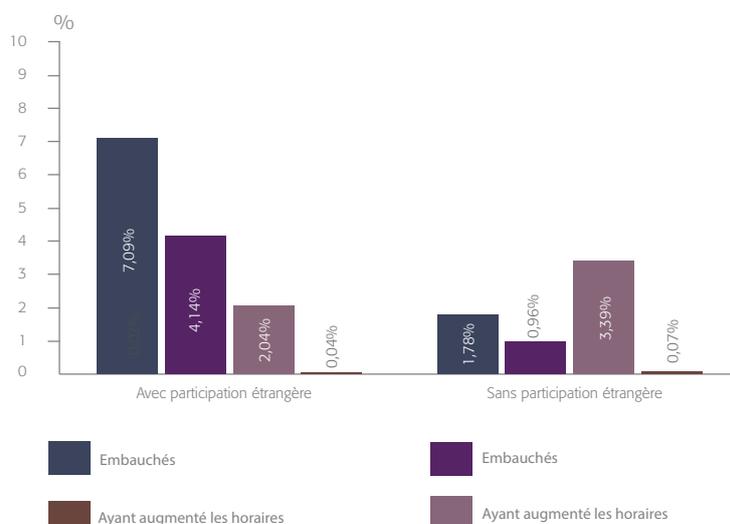
Ces embauches et augmentation d'horaire concernent surtout les entreprises à capital majoritairement privé. Cette situation est tirée des entreprises à capitaux étrangers.

GRAPHIQUE 55. POURCENTAGE DES EMPLOYÉS NOUVELLEMENT EMBAUCHÉS ET DE CEUX QUI ONT AUGMENTÉ LES HORAIRES DE TRAVAIL AU SEIN DES MACRO-ENTREPRISES SELON LA PARTICIPATION ÉTATIQUE



SOURCE : INSTAT/ DSE/ ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DE LA COVID 19 AUPRÈS DES ENTREPRISES, JUIN 2020.

GRAPHIQUE 56. POURCENTAGE DES EMPLOYÉS NOUVELLEMENT EMBAUCHÉS ET DE CEUX QUI ONT AUGMENTÉ LES HORAIRES DE TRAVAIL AU SEIN DES MACRO-ENTREPRISES SELON LA PARTICIPATION ÉTRANGÈRE



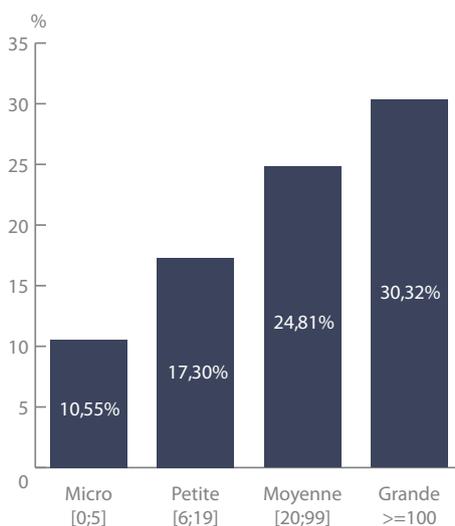
SOURCE : INSTAT/ DSE/ ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DE LA COVID 19 AUPRÈS DES ENTREPRISES, JUIN 2020.

3.5. Réponse des entreprises à la crise par licenciement

Certaines entreprises ont eu recours au licenciement d'une partie de leurs employés au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête. Pour les micro-entreprises, on s'est intéressé au licenciement du personnel permanent. Et chez les

PME et les grandes entreprises, on a distingué le licenciement des personnels à plein temps et des personnels à temps partiel.

GRAPHIQUE 57. POURCENTAGE DES ENTREPRISES AYANT LICENCIÉ DURANT LES 30 DERNIERS JOURS PRÉCÉDANT L'ENQUÊTE PAR TAILLE



SOURCE : INSTAT/ DSE/ ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DE LA COVID 19 AUPRÈS DES ENTREPRISES, JUIN 2020.



Dans l'ensemble, 13,6% des entreprises ont été obligées de licencier durant les 30 derniers jours précédant l'enquête.

Le fait de licencier est fonction croissante de la taille des entreprises.

4. Mécanisme d'ajustement des entreprises

Face à la pandémie de la covid-19 à Madagascar, les entreprises ont adopté des stratégies pour faire face à la crise sanitaire telles que l'adoption de mesures barrières, l'utilisation

des plateformes numériques, la pratique du travail à distance, le changement de produit ou de service et le changement du prix des biens ou de services.

4.1. Les mesures barrières

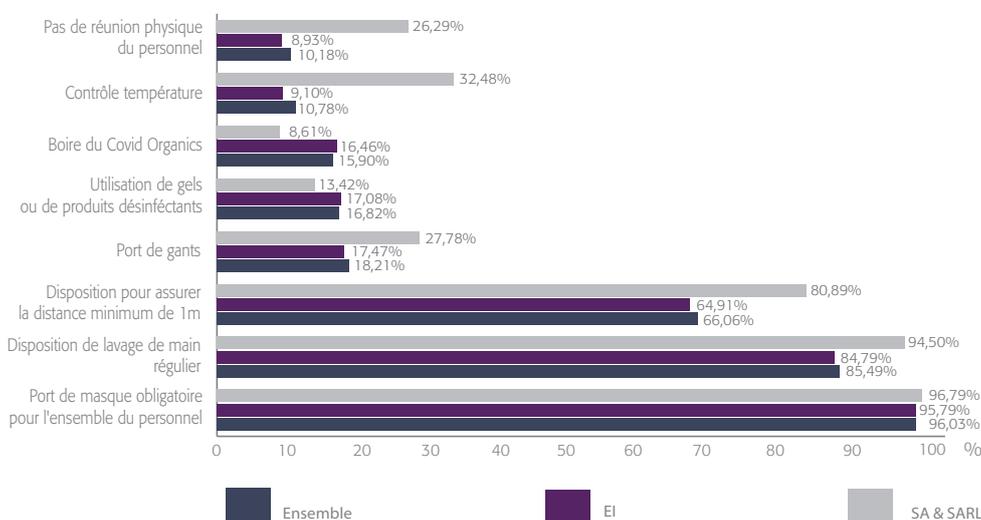
Comme dans les pays du monde, l'apparition de la pandémie du coronavirus à Madagascar conduit le Gouvernement à prendre des mesures de prévention et de confinement nécessaire afin de lutter contre la propagation de la maladie. Parmi ces mesures, on cite notamment : l'obligation du port de masque, le respect de la distanciation sociale d'au moins un mètre, la disposition de lavage régulier des mains et l'interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes.

Pour les entreprises ouvertes ou opérationnelles durant la période de confinement, le respect des mesures sanitaires est important pour assurer la santé et la sécurité des salariés en milieu de travail. L'étude indique qu'un peu plus de neuf entreprises en activités sur dix ont utilisé des mesures de prévention pour leur personnel. Elles ont principalement mis en œuvre la disposition du port de masque (96 %), de lavage de main régulier (85,5 %) et le respect de la distanciation sociale d'au moins un mètre (66,1 %). En outre, on remarque que près de la moitié des entreprises ont utilisé parallèlement ces types de mesures. Selon la

zone d'implantation, la différence entre l'utilisation des mesures barrières dans les zones confinées et non-confinées n'est pas significative. Pour certaines dispositions comme le port de gants, le contrôle de température et la limitation de réunion physique du personnel, la pratique dépend de la taille de l'entreprise ou de la forme juridique. Ce sont généralement les grandes entreprises et les SA et SARL qui appliquent le plus cette catégorie de mesures.

En ce qui concerne les entreprises qui n'ont pas tenu compte des mesures sanitaires (soit 7,2 % de l'ensemble), près de trois quarts ne savent quoi faire face à la situation. Pour d'autres, la pratique n'est pas nécessaire vu qu'elles ne sont pas dans les zones concernées par la maladie ou elles ont mis en œuvre le système de télétravail à domicile. L'utilisation des mesures sanitaires est indépendante de la zone d'implantation de l'entreprise. C'est-à-dire, le choix de la pratique de ces mesures n'est pas lié à la zone où se situe l'entreprise (zone confinée ou non-confinée).

GRAPHIQUE 58. LES MESURES BARRIÈRES UTILISÉES PAR LES ENTREPRISES SELON LA FORME JURIDIQUE



SOURCE : INSTAT/DSE/ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DE LA COVID-19 AUPRÈS DES ENTREPRISES JUIN 2020

4.2. Utilisation des plateformes numériques

L'utilisation des nouvelles technologies telles que les plateformes numériques procurent de nombreux avantages et opportunités non seulement aux entreprises mais aussi aux consommateurs face à la covid-19. L'utilisation d'internet, des réseaux sociaux, d'applications spécialisées ou de plateformes digitales facilite l'accès des clients aux produits/services (achat en ligne), et constitue un moyen de communication efficace pour les marketings des entreprises. La pratique de la visioconférence, de l'audioconférence est indispensable pour réduire les contacts entre les employeurs.

Face aux diverses contraintes qui pèsent sur les entreprises, l'enquête révèle des décisions propres de ces dernières en transformant leur mode de fonctionnement notamment l'introduction des solutions numériques. Toutefois, ces initiatives restent faibles. Dans l'ensemble, 8% des entreprises ont commencé ou ont augmenté l'utilisation des solutions numériques.

Cependant, des entreprises utilisent déjà ces solutions dans leur activité et ne sont pas représentées dans le cadre de cette étude.

En comparant les entreprises suivant les zones, ce sont surtout les entreprises dans les zones confinées qui ont

commencé à utiliser les solutions numériques, parmi elles, 10 % ont augmenté leur utilisation de plateforme numérique

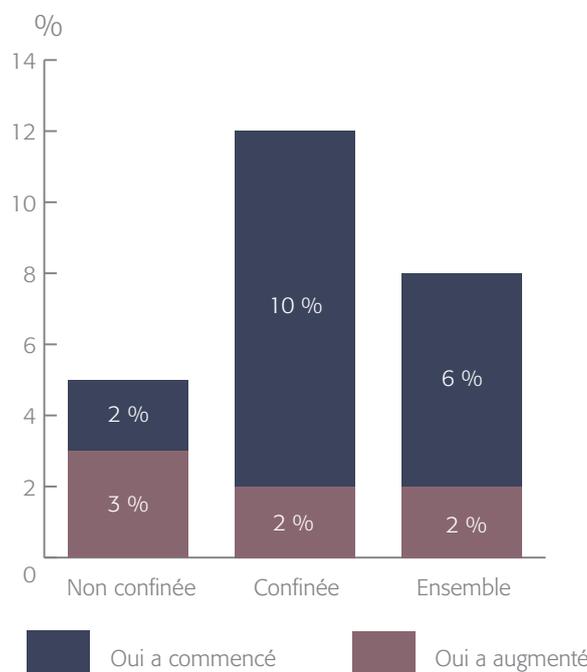
Généralement, ce sont les entreprises constituées en société qui préfèrent ces moyens. 41% des SA et SARL ont alors amélioré leur fonctionnement grâce aux nouvelles technologies tandis que 11% ont commencé à en utiliser.

Selon la taille des entreprises, la majorité des grandes entreprises (69%) ont intégré les plateformes numériques dans leur activité.

Pour les entreprises évoluant dans le secteur tourisme, ce sont surtout les EVPT qui ont le plus opté pour l'utilisation pour les premières fois des nouvelles technologies, déclaré par 36% d'entre elles. Pour les autres unités comme les hôtels et restaurations ou encore les transporteurs de voyageurs, elles ont déjà utilisé les nouvelles technologies dans leur fonctionnement et ont ainsi augmenté leurs utilisations.

Les entreprises utilisent les moyens de solution numérique principalement dans les ventes (67%), l'administration (46%) et la gestion de la chaîne d'approvisionnement (41%). Cependant, les modes de paiements électroniques n'intéressent que peu d'entreprises, 16% choisissent cette solution.

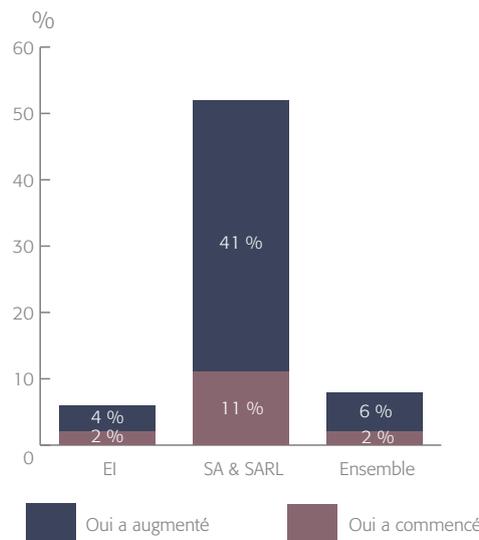
GRAPHIQUE 59. TAUX D'UTILISATION DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES, PAR ZONE



SOURCE : ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

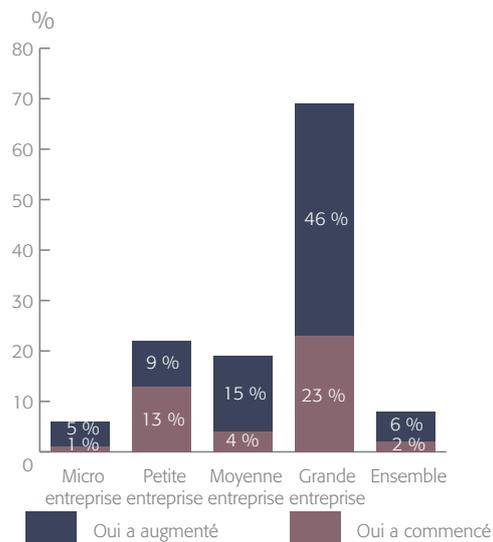


GRAPHIQUE 60. TAUX D'UTILISATION DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES, PAR FORME JURIDIQUE



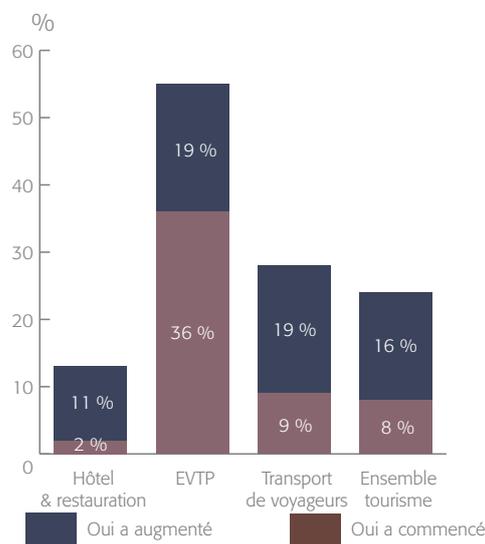
SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 61. TAUX D'UTILISATION DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES, PAR TAILLE DE L'ENTREPRISE

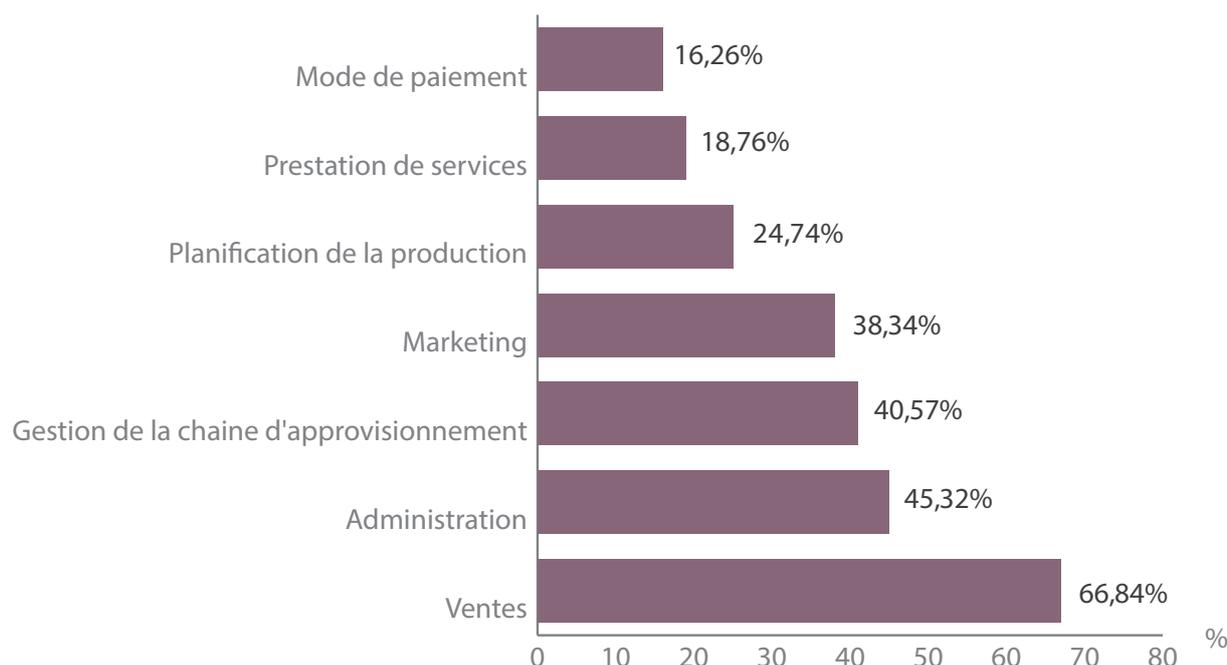


SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 62. TAUX D'UTILISATION DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES PAR ACTIVITÉ LIÉ AU TOURISME



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 63. LES PRINCIPALES TÂCHES D'UTILISATION DES PLATEFORMES NUMÉRIQUES

SOURCE : ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

De plus, le travail à domicile a été une des options des entreprises pour assurer la continuité de leurs activités, face aux mesures prises par le gouvernement.

L'enquête a révélé que le développement du télétravail est resté faible pour les entreprises. En effet, seulement 33% des entreprises ayant intégré des solutions numériques ont adopté le système de télétravail. Pour ces entreprises, 28% des employés ont pu se mettre au système de télétravail.

4.3. Le changement du prix des biens ou des services et le changement de produit ou de service

En réponse à la propagation du coronavirus, de nombreuses entreprises ont pris des nouvelles initiatives pour le maintien de leurs activités. Certaines ont consacré à convertir leur production vers celle qui procure plus d'avantages pour répondre aux besoins de la population. En effet, on ne peut pas nier la demande sans cesse des produits de santé. Les

productions des masques de protection, des gels hydro-alcooliques, etc sont alors à encourager. A défaut de lieu de transaction suite à la fermeture des lieux de travail, l'offre se réduit et les prix de produits ou services augmentent. De nombreuses entreprises ont changé le prix de leurs produits ou de services en réponse de la pandémie.

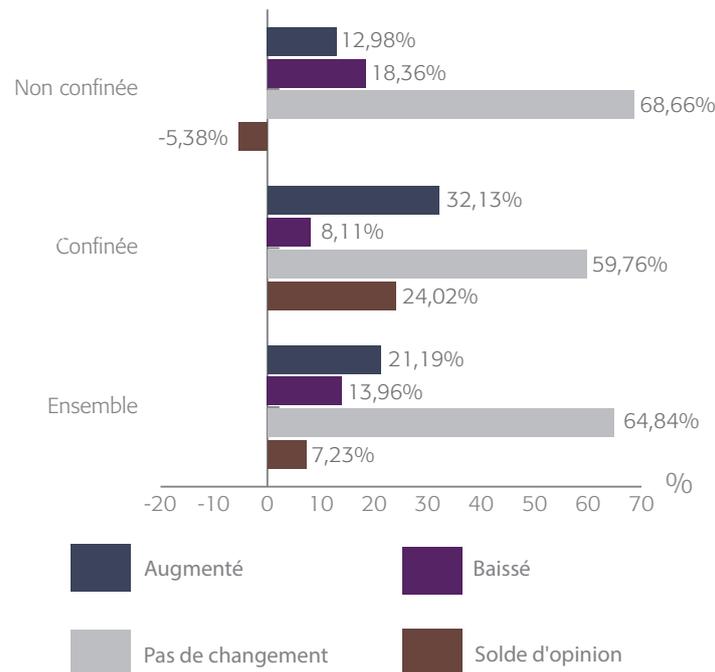
4.3.1. Le changement du prix des biens ou des services

Il est constaté que 35% des entreprises ont dû changer de prix. Effectivement, 21% ont augmenté le prix de leur produit ou service. Cette situation varie selon les zones, 32% des

entreprises de la zone confinée ont déclaré avoir changé de prix contre 13% dans la zone non confinée.



GRAPHIQUE 64. PROPORTION DES ENTREPRISES AYANT CHANGÉ LE PRIX DES BIENS OU DES SERVICES PAR ZONE

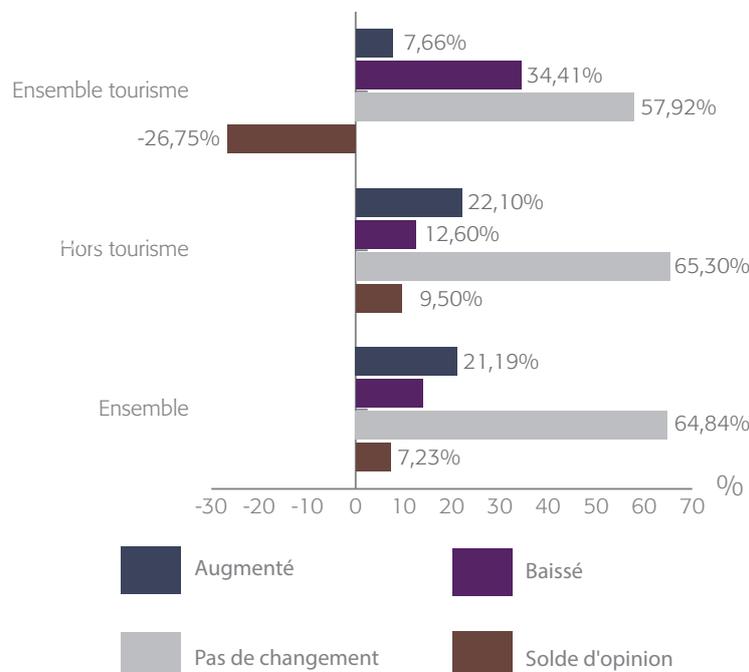


SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

Selon les branches, celles liées au tourisme sont les plus impactées par la baisse de prix des biens ou des services avec 34% des déclarants. Toutefois, 22% des entreprises des

branches non liées au tourisme ont enregistré une augmentation du prix.

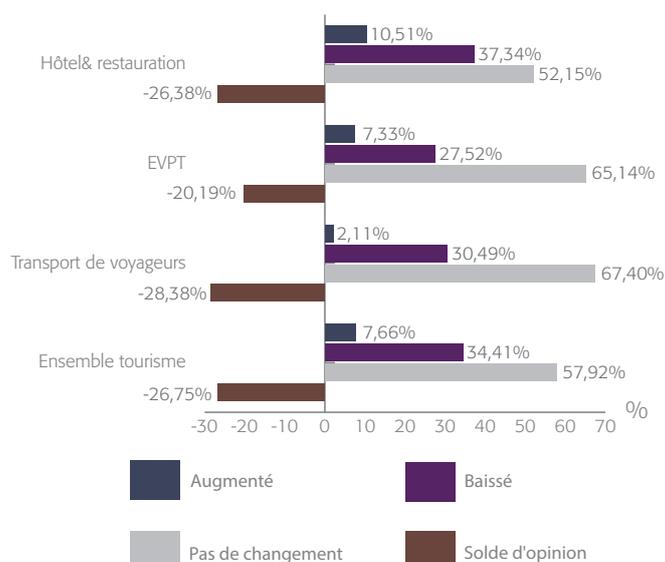
GRAPHIQUE 65. PROPORTION DES ENTREPRISES AYANT CHANGÉ LE PRIX DES BIENS OU DES SERVICES PAR BRANCHE



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

Un peu moins de la moitié (48%) des entreprises liées à la branche hôtel et restauration ont changé le prix de leurs produits/ services et 37% l'ont baissé.

GRAPHIQUE 66. PROPORTION DES ENTREPRISES AYANT CHANGÉ LE PRIX DES BIENS OU DES SERVICES PAR BRANCHE LIÉE AU TOURISME



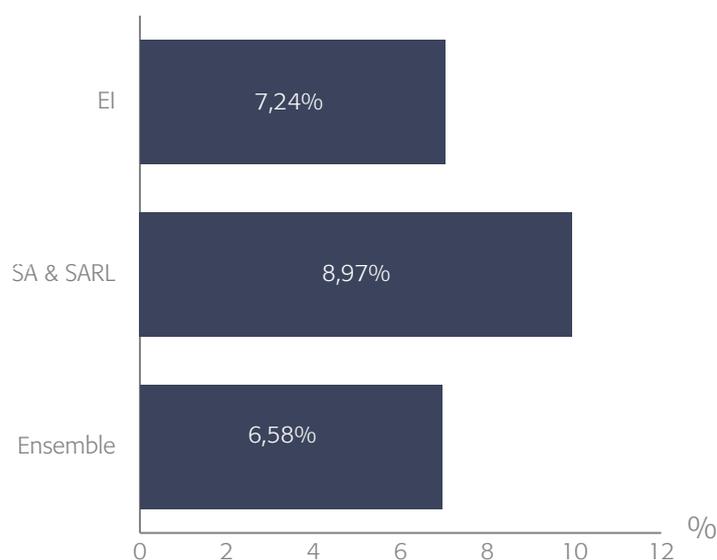
SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

4.3.2. Le changement de produit ou de service

Seulement 7% des entreprises ont changé leurs produits/services. Les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée ont adopté le plus ce changement par rapport aux

entreprises individuelles. Ce changement concerne surtout les produits de santé (soit 59% des entreprises concernées).

GRAPHIQUE 67. PROPORTION DES ENTREPRISES AYANT CHANGÉ DE PRODUIT OU SERVICE



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

4.4. Mécanisme d'ajustement propre aux micro-entreprises

Pour faire face aux problèmes liés à la pandémie, certaines entreprises, surtout les entreprises de taille inférieure à cinq

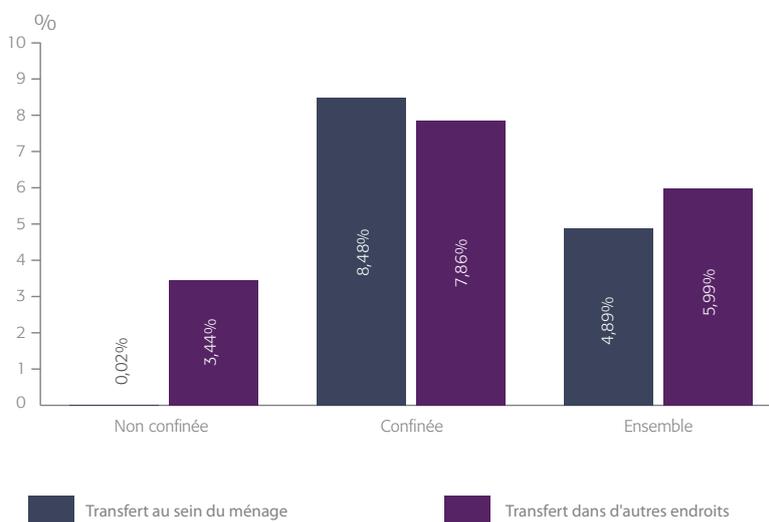
employés ont eu recours au changement d'emplacement ou à la vente d'une partie des équipements.



4.4.1. Le changement d'emplacement

Compte tenu des contraintes liées au déplacement, 6% des micro-entreprises ont dû transférer leur lieu de travail. Ces décisions ont été prises surtout par les entreprises situées dans les zones confinées.

GRAPHIQUE 68. POURCENTAGE DE CHANGEMENT D'EMPLACEMENT POUR LES MICRO-ENTREPRISES

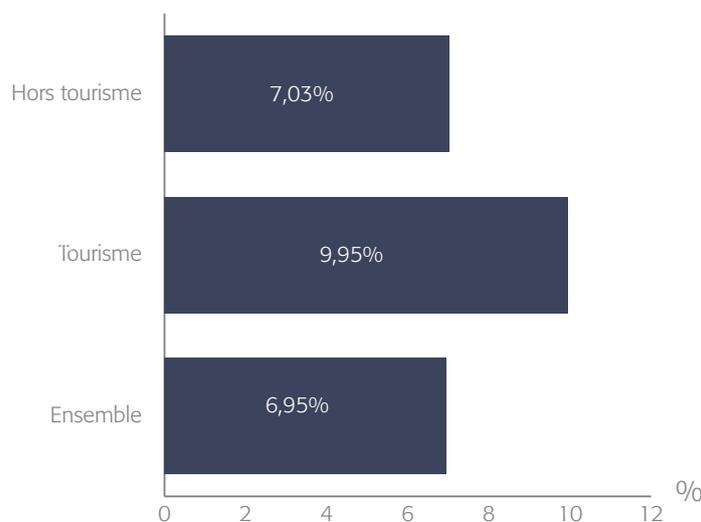


SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

4.4.2. La vente d'une partie des équipements

Dans l'ensemble, 7% des entreprises sont confrontées au problème lié à la vente d'une partie de leurs équipements. Celles du secteur touristique sont les plus affectées par ce problème (soit 10% des entreprises).

GRAPHIQUE 69. PROPORTION DES ENTREPRISES AYANT VENDU UNE PARTIE DES ÉQUIPEMENTS



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

5. Les mesures d'assistance

Dans cette section, on s'intéresse à l'étude des mesures d'appui bénéficiées par les entreprises et aux mesures d'assistance qu'elles souhaitent pour la relance de leurs activités face aux impacts du coronavirus.

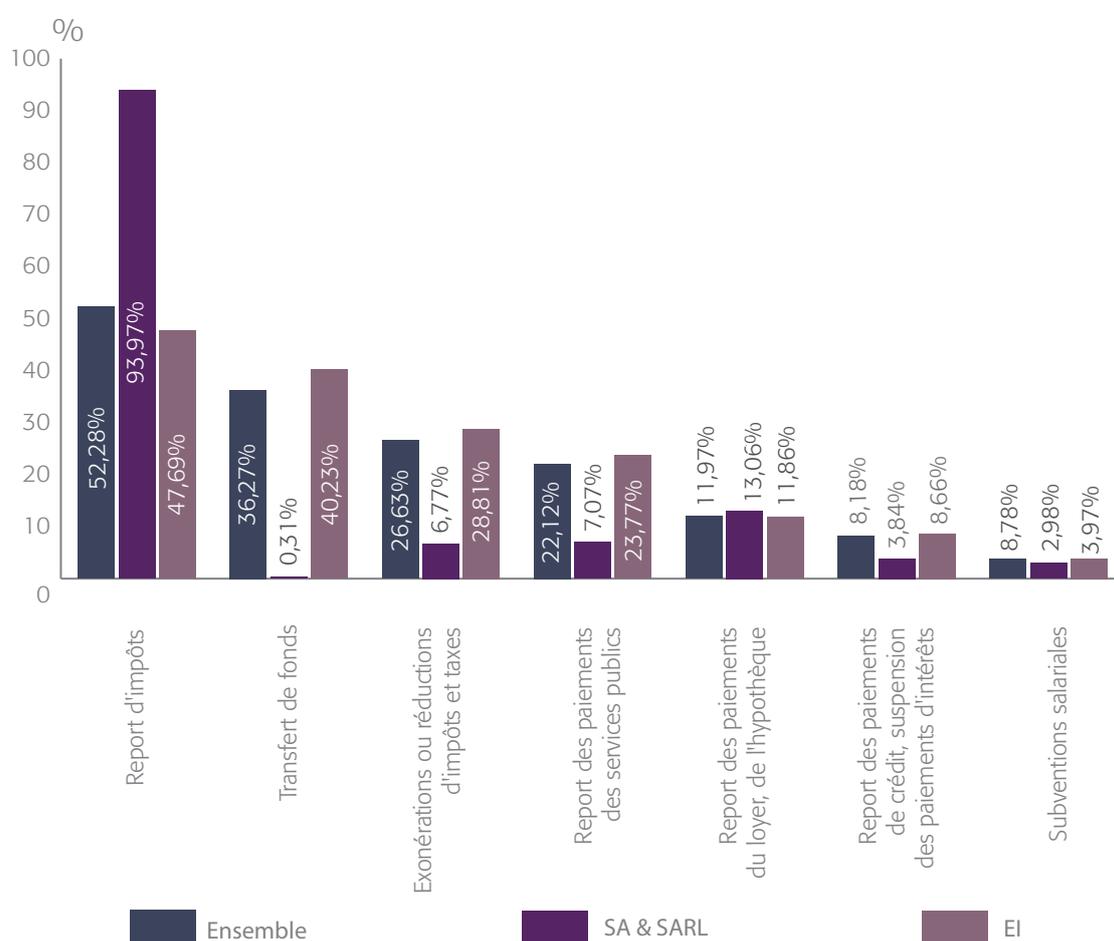
5.1. Les mesures de soutien bénéficiées par les entreprises

Il ressort de l'enquête que seulement 7,3 % des entreprises ont bénéficié des mesures de soutien adoptées par les autorités locales ou nationales en réponse à la crise. Parmi eux, neuf entreprises sur dix sont des micro-entreprises de forme individuelle dont la majorité sont des entreprises de transport et ceux exerçant des activités financières. Le prolongement des échéances de l'obligations fiscales et les subventions financières sont les deux principales catégories de soutien profitées par les entreprises, dont respectivement 52,3 % et 36,3 % de l'ensemble des entreprises bénéficiaires. Selon la forme juridique, la proportion des Entreprises Individuelles

ayant obtenu des subventions financières de la part des autorités est de 40,2 % contre 0,3 % pour les entreprises sociétaires. De même, 94 % des SA et SARL ont bénéficié du report d'impôt contre 47,7 % pour les Entreprises Individuelles.

En ce qui concerne les entreprises n'ayant pas bénéficié (92,7 %), environ trois quarts ignorent l'existence des mesures d'appui et certaines déclarent qu'un manque de communication officielle émanant des autorités concernées en est la raison.

GRAPHIQUE 70. LES MESURES D'APPUI BÉNÉFICIÉES PAR LES ENTREPRISES SELON LA FORME JURIDIQUE



SOURCE : INSTAT/DSE/ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DE LA COVID-19 AUPRÈS DES ENTREPRISES JUIN 2020

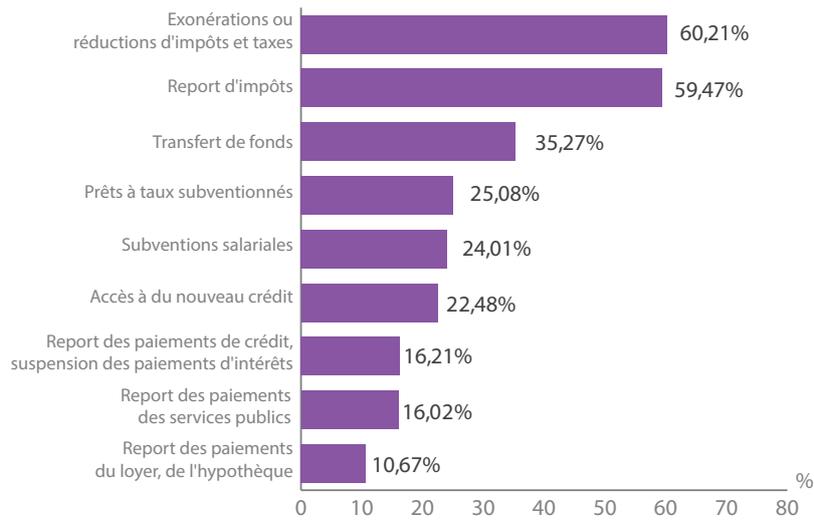
5.2. Les politiques d'assistance souhaitées par les entreprises

La répercussion de l'impact du coronavirus sur la situation économique et financière des entreprises est énorme. Ainsi, face aux différents chocs provoqués par la COVID-19, le secteur privé attend fortement un appui des autorités pour soutenir leurs activités et préserver les emplois. D'une manière

générale, l'analyse des déclarations des chefs d'entreprises fait ressortir les quatre principales politiques de soutien suivantes : l'exonération ou réductions d'impôts et taxes, les reports de paiement d'impôts, les transferts de fond et les prêts à taux subventionnés.



GRAPHIQUE 71. LES MESURES D’ASSISTANCE SOUHAITÉES PAR LES ENTREPRISES

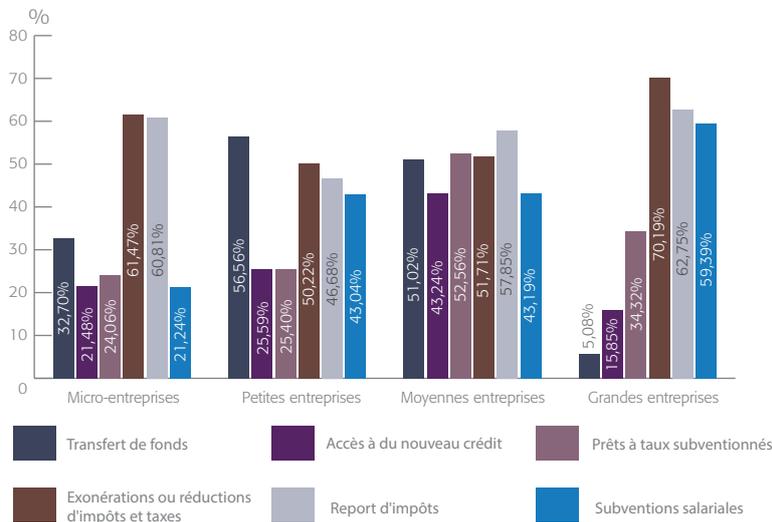


SOURCE : INSTAT/DSE/ENQUÊTE D’ÉVALUATION DE L’IMPACT DE LA COVID-19 AUPRÈS DES ENTREPRISES JUIN 2020

Selon la taille de l’entreprise, ce sont les PME et les micro-entreprises de forme individuelles qui ont plus besoins de transfert de fonds que les grandes sociétés. Par contre, la proportion des grandes sociétés (59,4 %) ayant optés pour la demande de subventions salariales est plus élevée par rapport aux PME (43,1 %) et micro-entreprises (21,2 %). De ce fait, la taille de l’entreprise et la demande de subventions salariales sont dépendantes. En outre, la politique d’exonérations ou réductions d’impôts et taxes est le principal appui

souhaité par la majorité des grandes entreprises et des micro-entreprises, soit respectivement 70,2 % et 61,5 %. On remarque également que 52,6 % des moyennes entreprises sollicitent l’octroi de prêts à taux subventionnés contre 34,3 % pour les grandes, 25,4 % pour les petites et 24,1 % pour les micro-entreprises. L’analyse par forme juridique montre que 43 % des sociétés souhaitent des subventions salariales contre 22,9 % pour les entreprises individuelles.

GRAPHIQUE 72. LES PRINCIPALES MESURES D’ASSISTANCE SOUHAITÉES SELON LA TAILLE



SOURCE : INSTAT/DSE/ENQUÊTE D’ÉVALUATION DE L’IMPACT DE LA COVID-19 AUPRÈS DES ENTREPRISES JUIN 2020

Suivant l’optique par branche d’activité hors tourisme, l’étude montre que la majorité des entreprises des branches manufactures (65,6 %), du commerce (62,9 %), de l’habitat et logement (59,5 %) et de la communication et information (72,7 %) souhaitent principalement la mise en œuvre d’une politique d’exonérations ou de réductions d’impôts et taxes pour faire face aux impacts du coronavirus. Pour les entreprises des branches agriculture, élevage et pêche, la plupart (60,5 %) sollicite le transfert de fonds tandis que les entreprises de transport (73,22 %) demandent le report de paiement des obligations fiscales. Contrairement aux autres

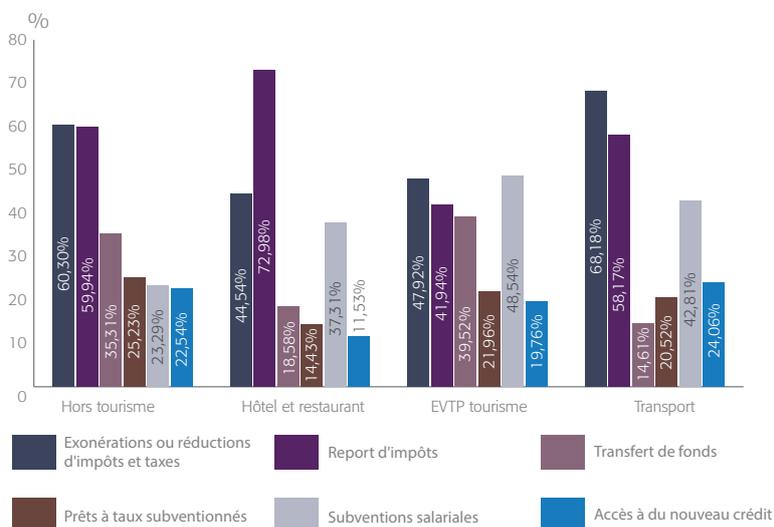
branches d’activités, la demande de la mesure d’octroi de prêts à taux subventionnés est plus élevée au niveau des branches habitat, logement et immobilier.

D’une manière générale, l’exonération ou réduction des impôts et taxes (58,1 %), le report de paiement des obligations fiscales (48,6 %), les subventions salariales (40,8 %) et le transfert de fonds (34,3 %) sont les quatre principales mesures d’assistance sollicitées par les entreprises du secteur tourisme afin d’appuyer la relance de leurs activités. On constate que les entreprises hôtelières et de restauration

sont plus concernées par la demande de la politique de report d'impôts que les EVPT et les transports. En outre, la majorité (68,2 %) des entreprises de transports souhaite

bénéficier une exonération ou réduction des impôts, tandis que 48,5 % des EVPT sollicitent des subventions salariales.

GRAPHIQUE 73. LES PRINCIPALES MESURES D'ASSISTANCE SOUHAITÉES PAR SECTEUR



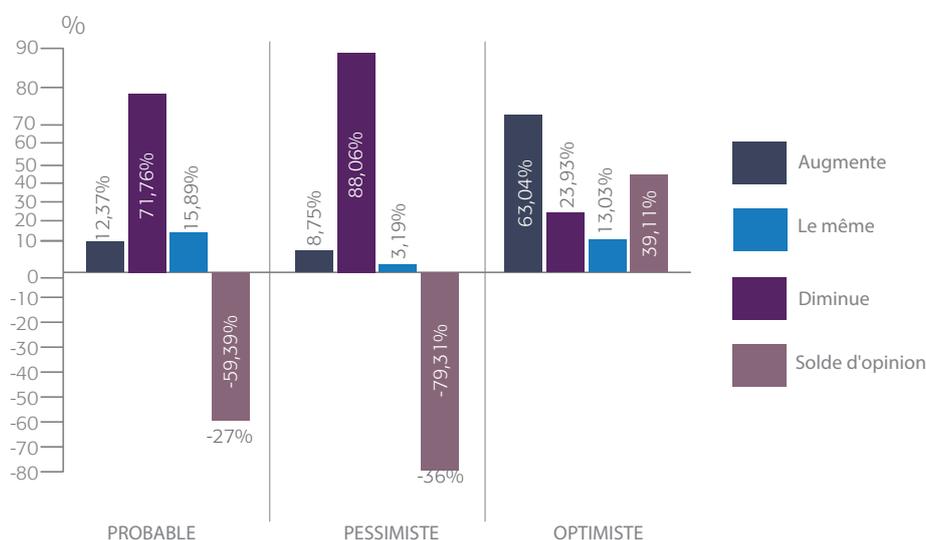
SOURCE : INSTAT/DSE/ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DE LA COVID-19 AUPRÈS DES ENTREPRISES JUIN 2020

6. Prévisions à court terme

Dans les trois mois à venir c'est-à-dire du juillet à septembre 2020, les entreprises prévoient une baisse continue des ventes ainsi que de l'emploi comparativement à la même période de l'année dernière. Dans le scénario le plus probable, pour les petites, les moyennes et les grandes entreprises, ces dernières prévoient une baisse moyenne de 48% de la valeur des ventes et de 15% pour l'emploi avec une chance sur deux de réalisation. Il a été constaté que 72% des petites, moyennes et grandes entreprises prévoient une

baisse de leur chiffre d'affaires et 28% parmi d'entre elles indiquent que leurs emplois seraient en baisse. Pour les microentreprises, 67% ont déclaré une baisse de leur chiffre d'affaires. Ces baisses seraient pires dans le scénario pessimiste, respectivement de 59% et de 41% pour le chiffre d'affaire et l'emploi, avec moins d'une chance sur deux de se réaliser. Cependant, le scénario optimiste prévoit une hausse en glissement annuel de 9% des CA et de 29% de l'emploi.

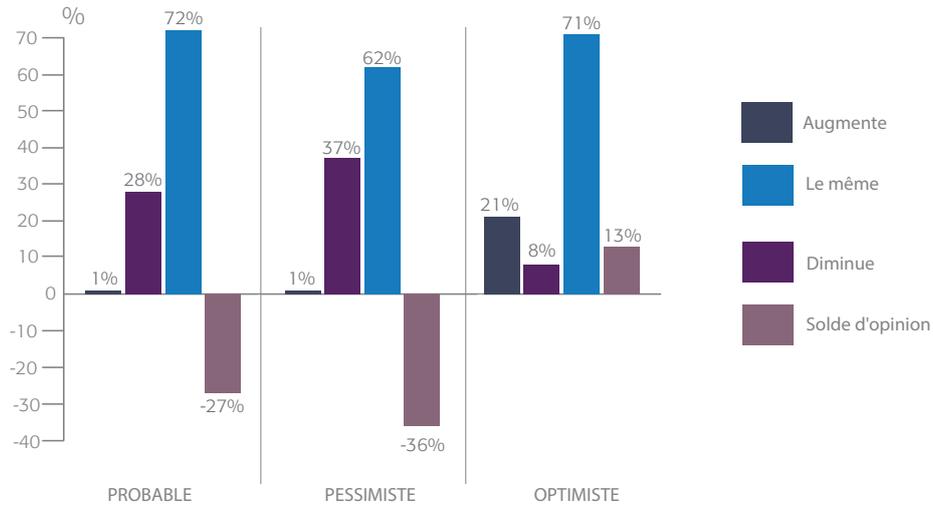
GRAPHIQUE 74. PERSPECTIVE DU CHIFFRE D'AFFAIRE DU JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE PAR RAPPORT À LA MÊME PÉRIODE L'ANNÉE DERNIÈRE EN POURCENTAGE DE L'EFFECTIF DES ENTREPRISES



SOURCE : ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRÈS DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

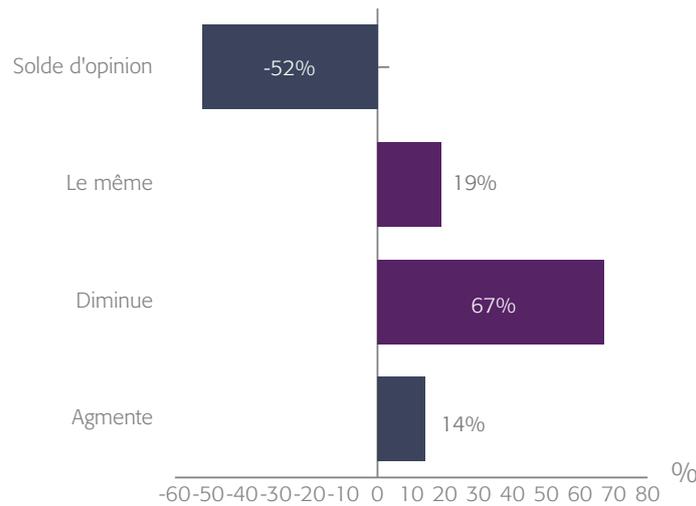


GRAPHIQUE 75. PERSPECTIVE DE L'EMPLOI DU JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE PAR RAPPORT À LA MÊME PÉRIODE L'ANNÉE DERNIÈRE EN POURCENTAGE DE L'EFFECTIF DES ENTREPRISES



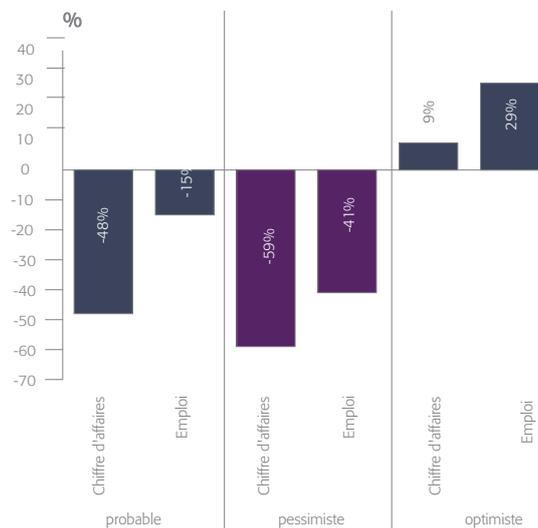
SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 76. PERSPECTIVE DES MICRO-ENTREPRISES PAR RAPPORT À L'ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRE DU JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE PAR RAPPORT À LA MÊME PÉRIODE L'ANNÉE DERNIÈRE EN PROPORTION DE L'EFFECTIF



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUN-JUILLET 2020)

GRAPHIQUE 77. ÉVOLUTION EN VALEURS DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DE L'EMPLOI PAR SCENARI



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUN-JUILLET 2020)





CONCLUSION

La lutte contre la covid-19 a créé une situation d'exception dans le pays, comme observée partout dans le monde. La sauvegarde de la vie humaine a emmené le Gouvernement à adopter des mesures qui sont basées sur la distanciation sociale. Si au début de l'enquête, le pays était dans une situation de déconfinement partiel, la situation observée vers la fin du mois de juin et le courant du mois de juillet a nécessité un re-confinement, surtout à Antananarivo, une des trois villes confinées.

Suite à cet évènement, l'économie est entrée dans une situation de crise. En glissement annuel, le chiffre d'affaires des entreprises a connu une baisse en valeur de 47% qui équivaut à -6,7% du PIB courant de l'année 2019. Concernant l'emploi, l'analyse révèle une menace de l'ordre de 17% de l'effectif de l'emploi enregistré au 15 janvier 2020, date de référence comme période normale. Il faut noter que les entreprises les plus structurées montrent un effort pour préserver l'emploi en choisissant dans la pire des cas à mettre en congé ou en chômage technique leurs employés.

De plus, la perspective pour la période de juillet à septembre n'est pas meilleure. Le scénario le plus probable prévoit une baisse continue des CA (48%) et de l'emploi (15%) au niveau des entreprises.

La crise due à la pandémie de la covid-19 a généré une baisse sur la production des entreprises et sur la demande. Elle n'a pas épargné la trésorerie des entreprises, leur capacité à honorer leurs engagements, l'approvisionnement et l'offre de service financier. Plus de la moitié des entreprises enquêtées affirment des changements au niveau de leur approvisionnement en matière de fourniture d'intrants, de matières premières ou de produits finis et de matériaux

achetés pour la revente. Les principaux problèmes liés à l'approvisionnement sont l'indisponibilité et la hausse de coûts.

Dans cette situation morose de l'économie, quelques entreprises trouvent leur compte. Pour ces dernières, la majorité a pu exercer ces activités normalement, seulement 35% d'entre elles ont été ouvertes partiellement au moment de l'enquête. Et c'est au niveau de ces entreprises que l'on a observé le plus fort taux d'utilisation des plateformes numériques pour assurer la continuité de leurs activités.

Parmi les grands changements, l'adoption des mesures barrières a été au centre de la préoccupation des entreprises : un peu plus de neuf entreprises sur dix ont utilisé au moins une mesure pour leur personnel. La disposition du port de masque (96 %), de lavage de mains régulier (85,5 %) et le respect de la distanciation sociale d'au moins un mètre (66,1 %) sont les trois principales mesures appliquées au niveau des entreprises. Environ la moitié utilise parallèlement ces trois catégories de mesures.

Face à cette situation, les entreprises encouragent le Gouvernement à les soutenir pour préserver leurs activités et les emplois. Parmi les mesures demandées, les entreprises placent comme priorité : l'exonération ou réduction d'impôts et taxes (60,2%), le report de paiement d'impôts (59,5%), un transfert de fonds (35,5%), l'accès à des prêts à taux subventionnés (25,1%) et une subvention salariale (24%). Par rapport aux caractéristiques des entreprises, l'analyse détecte une différence. D'une part, les EI, les micro-entreprises, les PME sont les plus à demander un transfert de fonds. D'autre part, les sociétés, surtout les grandes entreprises, encouragent la subvention salariale.





ANNEXE 1 : EQUIPE DE RÉALISATION

NOM et PRENOMS	RESPONSABILITE
ROMALAHY Isaora Zefania	Coordination Générale
RAJAOBELINA Jimmy	Coordination Technique
RASOLOARINALA Andrianaivo Patrick Jocelyn	Informaticien
ANDRIANAVALONDRAHONA Mariel Ambratis-Fils	Cadre Analyste
RANDRIANADY Asinabo Jajôro	Cadre Analyste
RAZAFINDRALAMBO Mialitiana Rajaonarivelo	Cadre Analyste
RARIVOARISON Solofoniaina Harilalao	Cadre Analyste
FITAHIANA Manda Richard	Analyste Adjoint
RANDRIANARIVELO Sitrakiniaina Lala Julio	Analyste Adjoint
ANDRIANARIJAONA Fanomezantsoa	Analyste Adjoint
RAZAFIMAMPIANDRA Andriambary Maholy Njaka	Analyste Adjoint
RABARIJAONA Rindra	Infographiste
RAVOAHANGILALAO Francis Christian Jean	Responsable communication





ANNEXE 2. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

L'impact économique est a priori fonction de plusieurs variables. Le plan d'échantillonnage est basé sur l'hypothèse que l'impact diffère selon la taille, la zone d'implantation et les activités de l'entreprise.

La forme juridique a été utilisée comme proxy de la taille de l'entreprise.

La zone a été définie par rapport à l'expansion de l'épidémie. Il y a donc, d'une part, les zones confinées – Antananarivo,

Toamasina et Fianarantsoa -, et d'autre part, les zones non confinées – le reste du pays.

Enfin, la branche d'activités est définie selon la section de la nomenclature NOMAC, nomenclature d'activité basée sur CITI rev.4 et utilisée par le répertoire des Etablissements. De plus, l'étude permet de réaliser un focus sur le secteur du tourisme vu la dépendance de ce secteur vis-à-vis de l'extérieur.

A.2.1. Base de sondage

La base de sondage est constituée principalement du Répertoire des Entreprises à Madagascar, détenu par le Service des Statistiques d'Entreprises de la Direction des Statistiques Economiques de l'INSTAT. Cette base renferme les

informations sur la localisation, le contact, les activités, la forme juridique, le régime fiscal des entreprises en exercice sur tout le territoire du pays. Cette base a été ensuite mise à jour selon la base de données de l'administration fiscale.

A.2.2. Méthodologie d'échantillonnage

L'enquête est constituée d'un échantillon aléatoire stratifié. Les variables de stratification sont constituées de la forme juridique, de la zone, et de la branche d'activité.

Pour le tirage de l'échantillon, la méthode correspond à un tirage sans remise. Ce tirage vise à avoir la représentativité de

l'échantillon vis-à-vis de l'ensemble des entreprises selon les variables de strate. La répartition de l'échantillon par strate de tirage (forme juridique X zone x branche d'activités) est la méthode d'allocation proportionnelle à la taille.

A.2.3. Taille de l'échantillon

La variable « fermeture » a servi de variable d'intérêt pour le calcul de la taille de l'échantillon. Cette variable est une variable dichotomique avec comme modalité : ouverte ou fermée.

La forme juridique a été utilisée comme strate d'optimisation. Pour les sociétés de type SA, il s'agissait d'un tirage exhaustif. Pour les SARL et les EI, la taille de l'échantillon permet d'assurer une estimation à 5 points près de pourcentage

avec un niveau de confiance de 95%. Le taux de réponse attendu a été estimé à 70%.

Par ailleurs, l'échantillon a été ajusté pour avoir une meilleure estimation des impacts pour le secteur du tourisme. Le secteur tourisme a été considéré comme une strate d'optimisation à part.

La taille de l'échantillon a été de 2 255 entreprises en tout

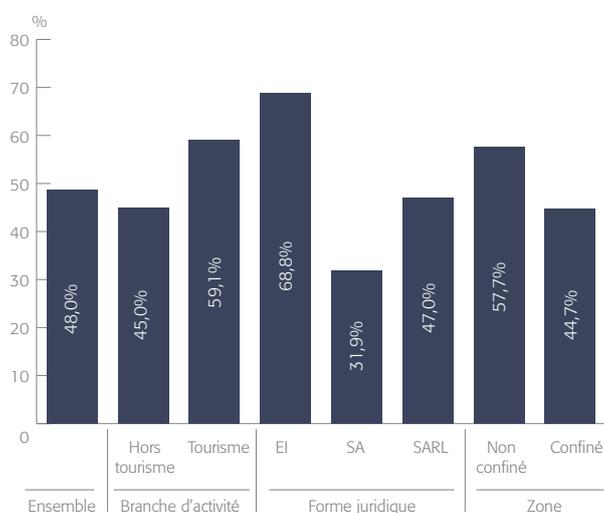
A.2.4. Taux de réponse

Au total, 2 255 entreprises ont fait l'objet des appels dont 1263 entreprises ont répondu à l'enquête d'évaluation d'impact de la covid-19 sur les activités économiques. Parmi ces répondants, on a enregistré 320 entreprises hors-champs, i.e.

entreprises fermées avant le 15 janvier 2020 ou pas encore en activité depuis sa création. Ce qui donne un taux de réponse de 48,7%. La participation à l'enquête a été négativement proportionnelle à la taille de l'entreprise. Le taux de

réponse le plus élevé est enregistré auprès des Entreprises Individuelles (EI). Et le plus faible, au niveau des Sociétés Anonymes (SA).

GRAPHIQUE 78. TAUX DE RÉPONSE DE L'ENQUÊTE JUIN-JUILLET 2020 AUPRÈS DES ENTREPRISES



SOURCE : ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRÈS DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

A.2.5. Système de pondération

On dit qu'il y a non réponse lorsqu'un ou plusieurs individus ne répond(ent) pas à une ou plusieurs questions lors d'une enquête. La non réponse est totale lors que l'individu n'a répondu à aucune question de l'interview. Il y a non réponse partielle dans le cas contraire. L'objet de cette partie est de présenter brièvement le traitement des non-réponses totales par la repondération des répondants.

La non réponse constitue un problème majeur pour les sondeurs. La présence d'individus non répondants dans l'échantillon introduit un biais dans l'estimation des indicateurs souhaités. Il est donc conseillé d'effectuer un traitement pour réduire au minimum ce biais.

A.2.5.1. Estimation de la taille de la population d'étude

La base de sondage qui est le fichier des établissements de l'INSTAT comporte certaines failles notamment des erreurs de transcription et d'un grand manque de mise à jour. L'enquête par sondage comme celle-ci permet de corriger certains de ces problèmes, en calculant le pourcentage des hors-champs par strate. Il faudrait identifier les individus les individus qui ne se trouvent pas dans notre base de

sondage tels que les entités qui ne sont pas des entreprises, les entreprises non existantes (introuvables, cessation d'activités avant 15 Janvier 2020)

On obtient une valeur estimée de la taille de notre population d'étude par strate après avoir enlevé ces individus hors-champ.

$$\hat{N}_h = N_h^{base\ de\ sondage} - N_h^{hors-champ}$$

$$\hat{N}_h = N_h^{base\ de\ sondage} (1 - taux_{hors-champ})$$

Et on obtient ainsi une première correction des poids par strate : $POIDS_{CORRIGE}^{(1)} = \frac{\hat{N}_h}{n_h}$, ou n_h est l'effectif des entreprises tirées dans la strate h



A.2.5.2. .Repondération

Puisqu'on a procédé par un sondage stratifié avec comme strate le croisement zone * forme juridique * branche d'activités, on a supposé implicitement que les entreprises se comportent de la même manière dans chaque strate. On peut donc estimer la probabilité de réponse des individus dans chaque strate (estimée par le taux de réponse de la strate), et corriger ensuite le poids des répondants :

Notons que cette méthode ne peut être appliquée que si chaque strate comporte au moins un répondant. On serait donc amené à fusionner certaines strates pour satisfaire cette condition.

Il est important de noter que seulement le supplément de non-réponses supérieur à 30% sera corrigé car nous avons prévu un taux de non-réponse de 30% dans le calcul de la taille de l'échantillon.

Une fois le biais éliminé, on peut procéder par un calage sur marge en utilisant des informations auxiliaires telle que le chiffre d'affaire ou la taille de l'entreprise afin de réduire la variance due à l'échantillonnage de notre estimateur, on obtient :

$$POIDS_{CORRIGE}^{(2)} = POIDS_{CORRIGE}^{(1)} * \frac{1}{\frac{n_h^{repondant}}{n_h}}$$

Où F () la fonction de calage.

Les informations auxiliaires proviennent de la Direction Générale des Impôts.





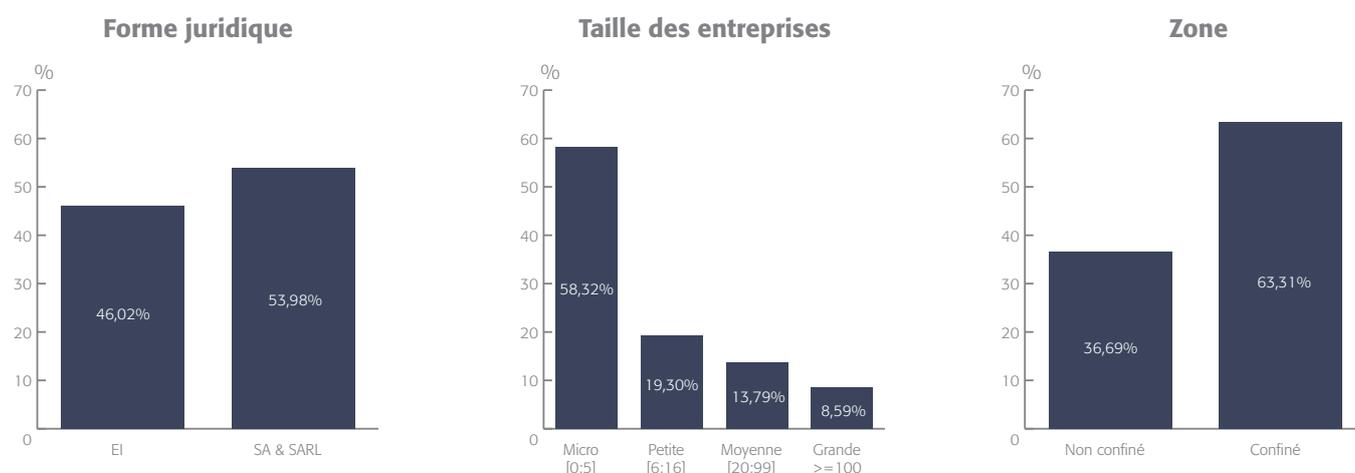
ANNEXE 3. PROFIL DES ENTREPRISES ÉCHANTILLONNÉES

La participation à l'enquête a été négativement proportionnelle à la taille de l'entreprise. En effet, l'échantillon se compose d'une large majorité de micro entreprises et des petites entreprises, respectivement à 58,32 % et 19,30 % de l'ensemble de l'enquêté. Compte tenu du niveau des taux de réponse, l'analyse selon la forme juridique ne concerne que les EI, d'une part, et, d'autre part, les entreprises constituées

en société, SA et SARL confondues, dans l'ensemble de ce rapport.

Ainsi, les sociétés sont les plus représentées soit 53,98 % des répondants. Par ailleurs, un peu plus de trois sur cinq des participants représentent les entreprises dans la zone confinée.

GRAPHIQUE 79. TAUX DE RÉPONSE DE L'ENQUÊTE JUIN-JUILLET 2020 AUPRÈS DES ENTREPRISES SELON LA FORME JURIDIQUE, LA ZONE ET LA TAILLE DES ENTREPRISES

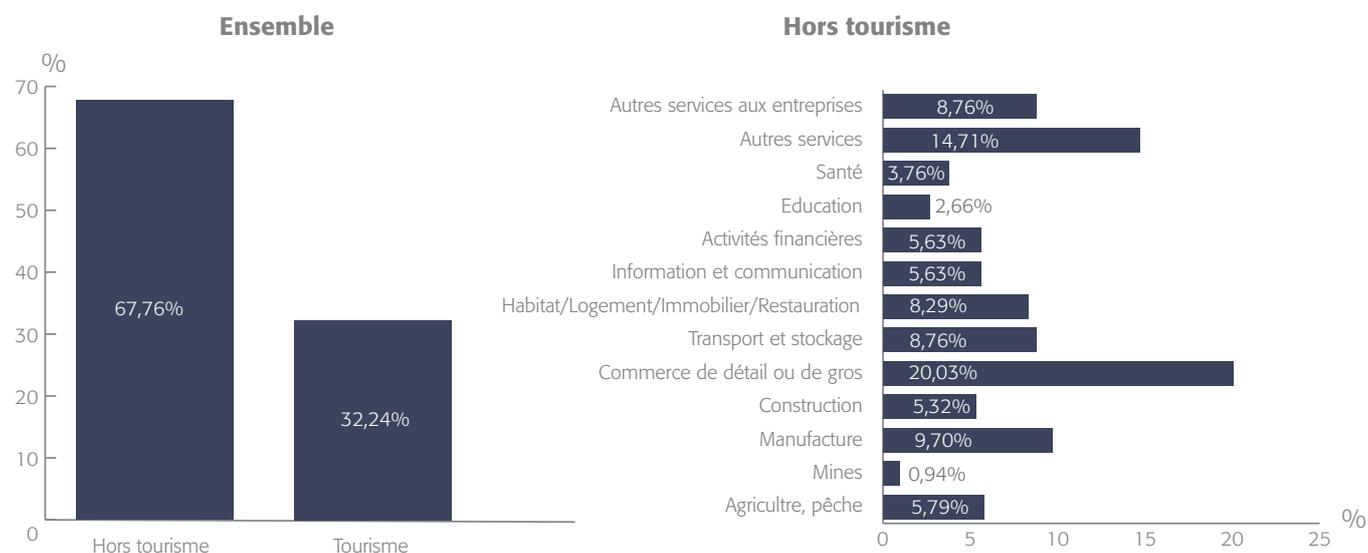


SOURCE : ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRÈS DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

La branche hors tourisme occupe 67,76 % de l'échantillon soit 2 fois plus que l'autre branche.

Les entreprises exerçant dans les activités de commerce dominant la branche hors tourisme avec un cinquième de l'ensemble suivi de près par le secteur autres services soit 14,71 %.

GRAPHIQUE 80. STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



SOURCE : ENQUÊTE D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRÈS DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUIN-JUILLET 2020)

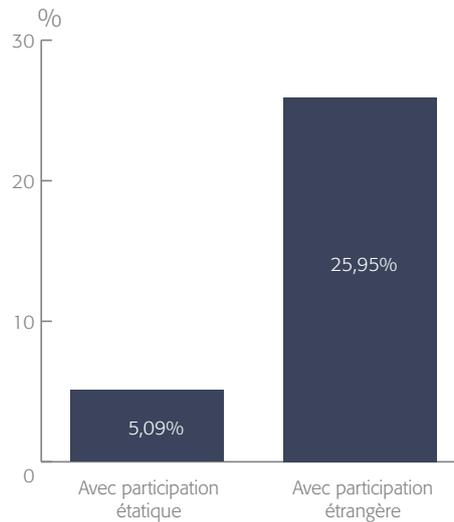


Participation étatique et du non résident dans le capital social des entreprises

Sur l'ensemble des répondants, 5,09 % seulement d'entre eux ont affirmé qu'ils ont de participation de l'Etat dans leur

capital social. Notons que 25,95 % des entreprises déclarant une participation des non-résidents dans leur capital, parmi eux, 16,79 % d'elles sont des filiales étrangères.

GRAPHIQUE 81. STRUCTURE DES ENTREPRISES SELON LA PARTICIPATION ÉTATIQUE ET ÉTRANGÈRE JUN-JUILLET 2020



SOURCE : ENQUETE D'EVALUATION DE L'IMPACT DU CORONAVIRUS AUPRES DES ENTREPRISES : INSTAT/DSE (JUN-JUILLET 2020)



